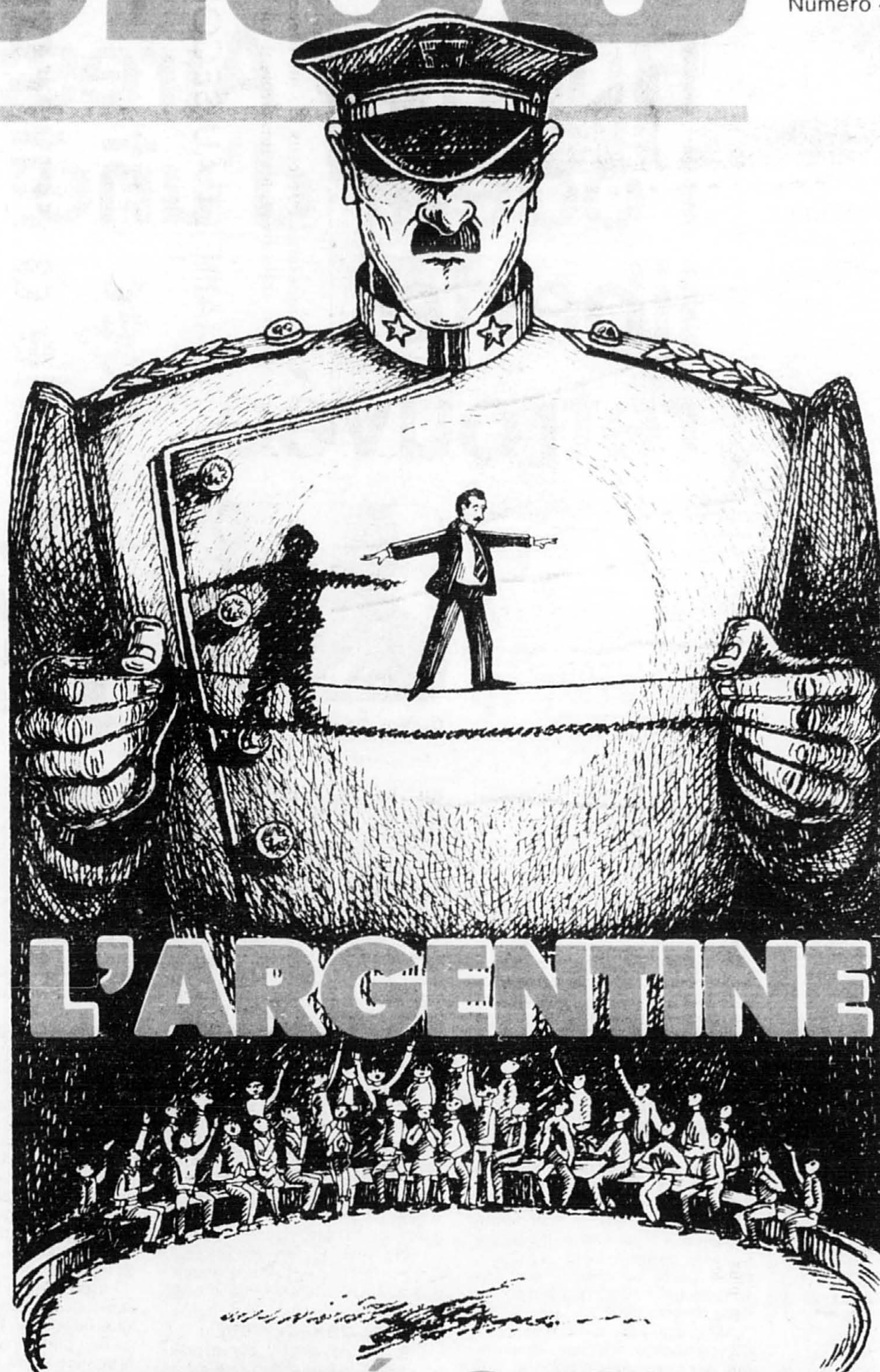


la presse

plus

□ MONTRÉAL
13 octobre 1984
Volume 2
Numéro 41



L'ARGENTINE

EN LIBERTÉ SURVEILLÉE

Fragile!

Il est des pays qui font rêver. Quiconque a un peu voyagé, sait que le Canada est de ceux-là. Il n'y a pas si longtemps, l'Argentine aussi faisait partie de ces horizons de rêve. Le pays du tango et des gauchos attirait les immigrants qui y trouvaient la paix et la richesse.

Aujourd'hui ils y trouveraient plutôt la soupe populaire. L'Argentine actuelle se remet d'un long cauchemar. La dictature militaire a réussi en peu d'années à saborder l'économie et à convertir le pays en un vaste goulag. Le pays panse ses plaies et fait ses comptes: des dizaines de milliers de morts et de disparus, près d'un demi-million d'exilés et une dette de 45 milliards \$.

Notre collaborateur Pierre Godin revient d'Argentine. Il y a trouvé le sourire d'une démocratie depuis peu retrouvée mais terriblement fragile. L'Argentine n'est-elle pour un court moment qu'en congé de dictature? La réponse à cette troublante question ne tient pas qu'aux éventuels débordements militaires. Elle dépend aussi de la façon dont la dette argentine pèsera sur la vie économique du pays et les épaules de ses habitants. Pierre Godin fait le point sur ces questions en pages 2, 3 et 4.

Au cœur de la question des dettes internationales, on retrouve un organisme qui est en fait le pivot des relations financières Nord-Sud: le Fonds monétaire international (FMI). Albert Juneau explique en page 5 comment s'articulent au FMI les relations de pouvoir entre les pays riches et les autres.

Si l'Argentine arrive mal à faire patienter ses créanciers, il en va autrement du Mexique, explique François Pisani en page 6. Le Mexique donne le bon exemple; aux yeux des banquiers, il a bien appris sa leçon d'économie. Aux autres pays débiteurs d'en faire autant.

Les questions québécoises nous amènent elles aussi à l'étranger cette semaine. D'une part à Hong Kong, où le premier ministre, M. Lévesque, vient d'inaugurer une délégation du Québec et d'autre part à Mexico, où le Québec est présent depuis déjà quatre ans. De Hong Kong, Jules Nadeau souligne, en page 8, l'importance de cette nouvelle délégation tandis que Jacques Lemieux, en page 7, trace le bilan de l'action québécoise au Mexique.

La rédaction

SPÉCIAL

plus

LE SALON
DES GALERIES D'ART

pages 11 à 14

L'EMPIRE DES SENS

Serge Grenier



PROMENADE

Montréal tous azimuts

Il n'y a pas que Montréal à s'appeler Montréal. Il y a Montréal-Nord sur laquelle Yves Ryan règne depuis aussi longtemps que Jean Drapeau sur Montréal, ce qui n'est pas peu dire. Montréal-Nord, célébrée sous le nom de Morial-Mort par Victor-Lévy Beaulieu. Il y a la minuscule Montréal-Ouest sur laquelle aucun auteur célèbre n'a encore daigné se pencher. Et il y a Montréal-Est, la seule ville de la CUM où le pétrole arrive brut et en repart raffiné. Sur ce grand territoire peu peuplé il y a plus d'essence que les 3545 habitants de la municipalité n'en pourront jamais consommer. La visite de Montréal-Est est une affaire rapidement expédiée. Sa population est entièrement concentrée dans la partie sud-est de la ville. Le reste n'est que paysage industriel. Le jour comme la nuit, le spectacle est saisissant: forêt de cheminées, jardin de réservoirs, sous-bois de tuyauterie. Et, dans son petit hôtel de ville de la rue Notre-Dame (la Dame comme on l'appelle familièrement), un maire qui se frotte les mains à la pensée de toutes ces taxes foncières qui affluent. Les pétrolières se sont converties à l'esthétique industrielle. Chez Shell, par exemple, tout n'est que réservoirs vert feuillu et tuyaux couteurs d'automne. Très joli. Vraiment très très joli.

RESTAURANT

Octobre au Portugal

Vous connaissez le principe: vous déambulez dans le Chinatown, vous hésitez entre deux restaurants et vous vous dites que le meilleur est probablement celui où il y a le plus grand nombre de clients chinois. Vous n'avez pas entièrement tort. Il en va ainsi pour les autres nationalités. À la Casa Minhota (Ma petite maison, en langue vernaculaire), 3959 rue Saint-Laurent, les clients sont à peu près tous portugais. Dans un décor kitsch, les Lusitaniens célèbrent les mois en r à grandes assiettes de poissons et de coquillages. Personnel familial et cuisine familiale. En guise d'entrée, des moules vapeur à la sauce tomate, si bonnes qu'on en ferait le plat principal. Mais on aurait tort de ne pas commander le porc aux palourdes et sa sauce si savoureuse que tout le pain de la corbeille y passe. Tout est générique: le goût comme les por-

tions. Et pas cher avec ça. Você não fala português? Não importante. Falamos francês.

À LA RADIO

Le F aimé

Tout n'est que musique sur la bande FM. Seules exceptions: les stations de Radio-Canada-CBC. On y privilégie la parole. Avec comme devise «La radio est aussi, pour l'honnête homme, le lieu des silences nécessaires», CBF-FM propose des émissions parlées de qualité. En plus des dramatiques, des séries sur les grands aéroports, la médecine douce, crimes et châtements, Rabelais, les années soixante, l'humour, l'industrie de la charité, l'histoire des moeurs électorales du Québec, l'énigme du féminin, l'histoire du hockey au Canada, etc.

JOURNAL

E.D. le backbencher

Pensée de la semaine (elle est de moi): la politique, c'est comme un pâté chinois. Il y a trois rangs: le backbencher, le ministre et le premier ministre. Moi, je suis le rang de viande. M. LaSalle, c'est le blé d'Inde et M. Mulroney, c'est les patates. Et un pâté chinois sans viande, c'est pas un pâté chinois. **Lundi.** J'ai rencontré le gentilhomme huissier à la verge noire. Très gentil mais tu parles d'un nom! **Mardi.** M. Mulroney déménage au 24 Sussex le 1^{er} novembre. Demander à quelle heure la piscine est ouverte. **Mercredi.** Organiser un sondage sur la peine de mort dans mon comté. Formuler la question ainsi: «Aimez-vous mieux les meurtriers morts que vivants?» **Jeudi.** Repos. **Vendredi.** Aller faire mon tour de temps en temps au Cercle de Presse. But: me faire connaître des journalistes. Parce que les journalistes, tout le monde le sait, ça écrit n'importe quoi.

À LA TÉLÉ

Le pensum

Madame Filiatrault est bien punie: si «Chez Denise» était gros, «101 ouest, avenue des Pins» est énorme. Ça crie, ça court, ça gesticule. Subtil comme une tonne de briques, drôle comme trois jours de pluie sur la Transcanadienne. Et l'Italien et le Haïtien et le Français et le Chrétien. À quand le Grec et le Vietnamien? Paraît que les textes de l'année sont déjà tous écrits. Ça promet!

Le printemps de Buenos Aires: l'odeur d'une liberté retrouvée



Pierre Godin



La Peugeot ne roule pas — elle vole. Une piste de course, Buenos Aires. Cyclistes, attention! Il y va de votre vie et de celle aussi de cette vieille dame qui court devant nous Avenida 9 de Julio, plus large que les Champs-Élysées. Le taxi fonce, la piétonne aussi — impact inévitable? Le chauffeur freine brusquement, la vieille dame s'arrête tout à coup de courir. Hésitation de part et d'autre... c'est à qui maintenant cédera le passage, à qui sera le plus courtois. «Après vous, Madame», semble dire le chauffeur. «Mais non, Monsieur, je vous en prie, allez-y d'abord...» répond le sourire de la dame.

«Durant la dictature, ils se seraient injuriés copieusement!» remarque ma voisine Magaly, Chilienne qui a fui le régime Pinochet pour mieux tomber, la malheureuse, sous la botte des généraux argentins, après le coup d'État de mars 1976. Ce que tu viens de voir, ajoute-t-elle, c'est le sourire de la démocratie.»

Malgré une économie ruinée par la spéculation sauvage encouragée par la soldatesque, les Argentins sont plus détendus depuis que des politiciens ont remplacé le quarteron de généraux aux idées fumeuses qui occupaient depuis sept ans la Casa Rosada, édifice tout rose du gouvernement donnant sur la très européenne Plaza de Mayo. Durant la répression, la peur et le stress ont fait grimper en flèche les accidents automobiles. Névroses, attaques cardiaques et cancers se multipliaient, chez les jeunes particulièrement — victimes de choix des bouchers du ter-

rorisme d'État qui, de 1976 à 1984, a complètement pulvérisé le tissu économique et social de l'Argentine et décapité une génération. Époque atroce où la peur dominait la rue et la nuit. Les touristes évitaient l'Argentine, qui ne pouvait garantir leur sécurité.

«Le soir, on ne pouvait plus aller au cinéma sans être harcelé par les flics», soupire Magaly qui m'amène avec Diego, son mari argentin, chez un groupe de gauche, soucieux de sensibiliser le journaliste étranger à la fragilité de la jeune démocratie. On n'allait plus non plus manger une pizza ou déambuler Avenida Corrientes comme c'était la coutume avant la dictature. Tous se terraient. C'était la vie sous condition. Bilan accablant de la répression: 30000 disparus, 10000 morts et 400000 exilés. Âge des desaparecidos: moins de 30 ans pour 80 p. cent d'entre eux. Identité: étudiants, syndicalistes, intellectuels, jeunes communistes, dissidents d'obédience diverse.

Le livre de la terreur

L'Argentine devint durant ces années le paradis des tortionnaires. Spécialité de la maison: la *picana* — électrochocs sur les parties génitales. Isabel Gamba de Negrotti, institutrice de 27 ans, enceinte de surcroît: «Ils me déshabillèrent et me frappèrent sur les jambes, les fesses, les épaules (puis) m'infligèrent des décharges électriques sur les seins, dans le vagin et me mirent un oreiller sur la bouche pour arrêter mes hurlements.» Autre spécialité: le *submarino*, qui n'a rien à voir avec la restauration. Immersion dans

l'eau, la tête dans une cagoule qui, une fois mouillée, se colle au nez et à la bouche. Asphyxie garantie. «Les Argentins savaient ce qui se passait mais détournaient les yeux comme dans l'Allemagne nazie ou la France occupée», dit Ernesto Sabato, écrivain, 73 ans, ennemi juré de tous les totalitarismes, auteur de *l'Ange des ténèbres* et président de la Commission nationale sur la disparition des personnes.

Créée par le gouvernement démocratique issu des élections du 30 octobre 1983, la commission Sabato a réussi jusqu'à ce jour à retrouver les traces de près de 9000 disparus. Dans un rapport de 50000 pages — véritable livre de la terreur où l'incrédulité le dispute à l'horreur — la commission accuse les militaires d'avoir appliqué avec des agents sadiques une véritable «méthodologie de la terreur planifiée», une «technologie de l'enfer».

Le prétexte de cette féroce atteinte aux droits de l'homme: la lutte contre les terroristes Montoneros, particulièrement actifs en Argentine avant le coup d'État de 1976. C'était la «sale guerre» que la junte mena en mettant dans le même sac guérilleros, opposants politiques non violents, intellectuels, athées même. Le général Videla, actuellement aux arrêts, au *Times* de Londres en 1978: «Un terroriste n'est pas seulement quelqu'un qui a un fusil ou une bombe mais aussi celui qui répand des idées contraires à la civilisation occidentale et chrétienne.»

L'étrange pacte syndicalo-militaire qui menace Alfonsin

gentine nouvelle reste une société profondément divisée, aux prises avec d'énormes difficultés financières dont la dette extérieure de 45 milliards \$ et un taux annuel d'inflation de plus de 500 p. cent ne constituent que deux des aspects les plus troublants. Pour les huit premiers mois de l'année, le coût de la vie a grimpé de 276 p. cent. C'est un progrès car, en 1983, il avait atteint 649 p. cent pour la même période.

«Du temps de Peron, rappelle un garçon de café, c'était le paradis. Du travail pour tous, des bons salaires. Aujourd'hui, je gagne 1500 pesos par jour (15\$), j'en donne 100 pour le transport, 400 pour manger, il ne reste rien.» Ce qu'on reproche le plus au gouvernement Alfonsin, c'est de ne pas avoir jugulé l'inflation qui fait perdre au salaire, reçu au début du mois, entre 20 et 30 p. cent de son pouvoir d'achat. Situation potentiellement explosive quand on sait que le salaire minimum est de 160\$ par mois, le salaire de la fa-

mille moyenne, de 330\$. «Tout le monde sait que des millions d'ouvriers gagnent moins que 100\$ par mois et qu'on ne peut pas vivre avec 330\$ par mois», explique Jorge Bergstein, membre du comité central du parti communiste argentin, le troisième parti en importance après les péronistes et les radicaux.

Un logement de deux pièces à Buenos Aires coûte 160\$ par mois — le prix du salaire minimum. Il faut faire des miracles pour arriver. Pourtant, boutiques et magasins regorgent de produits comme dans toutes les grandes villes du monde. Les restaurants et cafés sont bondés, les rues encombrées de voitures et les conciergeries ultramodernes ne manquent pas. «À l'intérieur, ce sont de véritables bidonvilles, dit le journaliste Marcelo Aparicio. Les glaces et les vitres sont cassées, la tuyauterie coule, les ampoules brûlées ne sont pas remplacées.» On sauve la face.

Le chômage? Les statistiques officielles ne sont pas fiables —

«les chiffres n'existent pas ici», disent les Argentins. Les organismes internationaux le situent toutefois autour de 20 p. cent de la main-d'œuvre. La difficulté d'évaluation vient du fait qu'il n'y a ni sécurité sociale, hormis celle des syndicats, ni assurance-chômage. Officiellement, tout le monde fait quelque chose, le plus souvent des tâches parasitaires. «Je me débrouille», dit l'Argentin. Dans ce pays de la viande et des céréales jadis le plus riche de l'Amérique latine, on a vu apparaître les soupes populaires et des enfants d'âge scolaire en haillons qui offrent aux passants de l'aspirine ou de la gomme, comme au Mexique. La fierté nationale s'en trouve écorchée.

Le pacte syndicalo-militaire

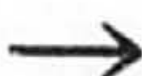
L'Argentine d'Alfonsin reste aussi une société hantée par les démons familiers d'une instabilité politique chronique qui gêne son progrès et pollue son âme depuis

près de 50 ans. En octobre 83, les radicaux d'Alfonsin ont été élus démocratiquement avec 54 p. cent des voix au nez des péronistes qui prétendaient alors (et prétendent toujours) qu'ils sont les seuls à détenir la légitimité suffisante pour gouverner l'Argentine. Voilà une «promesse» de déstabilisation car l'hégémonie du Parti justicialiste, fondé il y a 30 ans par le général Peron, sur le puissant syndicalisme argentin lui procure les moyens de sa politique.

La CGT joue sur deux gammes. Elles défend les intérêts de la classe ouvrière, base électorale des péronistes, tout en visant à renverser le gouvernement au profit de son parti. Ambiguïté qui fait dire aux Argentins: on ne peut être bien à la fois avec Dieu et le Diable. C'est d'ailleurs à la branche syndicale de leur parti, aussi corrompue que l'était le syndicalisme américain sous Jimmy Hoffa, qu'il faut attribuer une partie de la défaite électorale des péronistes. Certains «maffiosi», comme Lorenzo Miguel, à la fois alliés et victimes dorlotées (au caviar et champagne) des militaires, ont discrédité un mouvement qui, dans son ensemble cependant, fut sévèrement réprimé par la dictature. L'un des fondateurs de la «Triple A», police privée qui se spécialisait durant les années 70 dans la séquestration et la torture des militants d'extrême gauche, Miguel est aujourd'hui vice-président du Parti justicialiste et grand patron du syndicat des métaux. C'est tout dire.

Durant sa campagne, Alfonsin a promis de briser le «pacte syndicalo-militaire» et de purger les syndicats des matones, des parrains comme Herminio Iglesias, leader péroniste qui sous la dictature s'est enrichi avec le jeu et la prostitution. Le mois dernier, Iglesias excusa le fameux général Menendez, compromis dans la répression, d'avoir sorti son couteau devant des manifestants qui scandaient «Menendez assassin»: «Que m'arriverait-il si j'allais cracher à la figure d'Alfonsin, qui mérite pire que ça parce qu'il laisse les ouvriers mourir de faim?» Cet «ouvrier», faut-il préciser, est riche comme Crésus et roule en Mercedes.

Avant les élections, la CGT a juré de déstabiliser Alfonsin «en moins de trois mois» si par miracle il était élu. Aussi, en février dernier, quand Alfonsin voulut obliger par une loi les syndicats à élire leurs dirigeants au scrutin secret, Saul Ubaldini, leader de la CGT, plus respectable que certains autour de lui, massa ses troupes dans la rue pendant qu'au Sénat, les péronistes bloquaient l'adop-

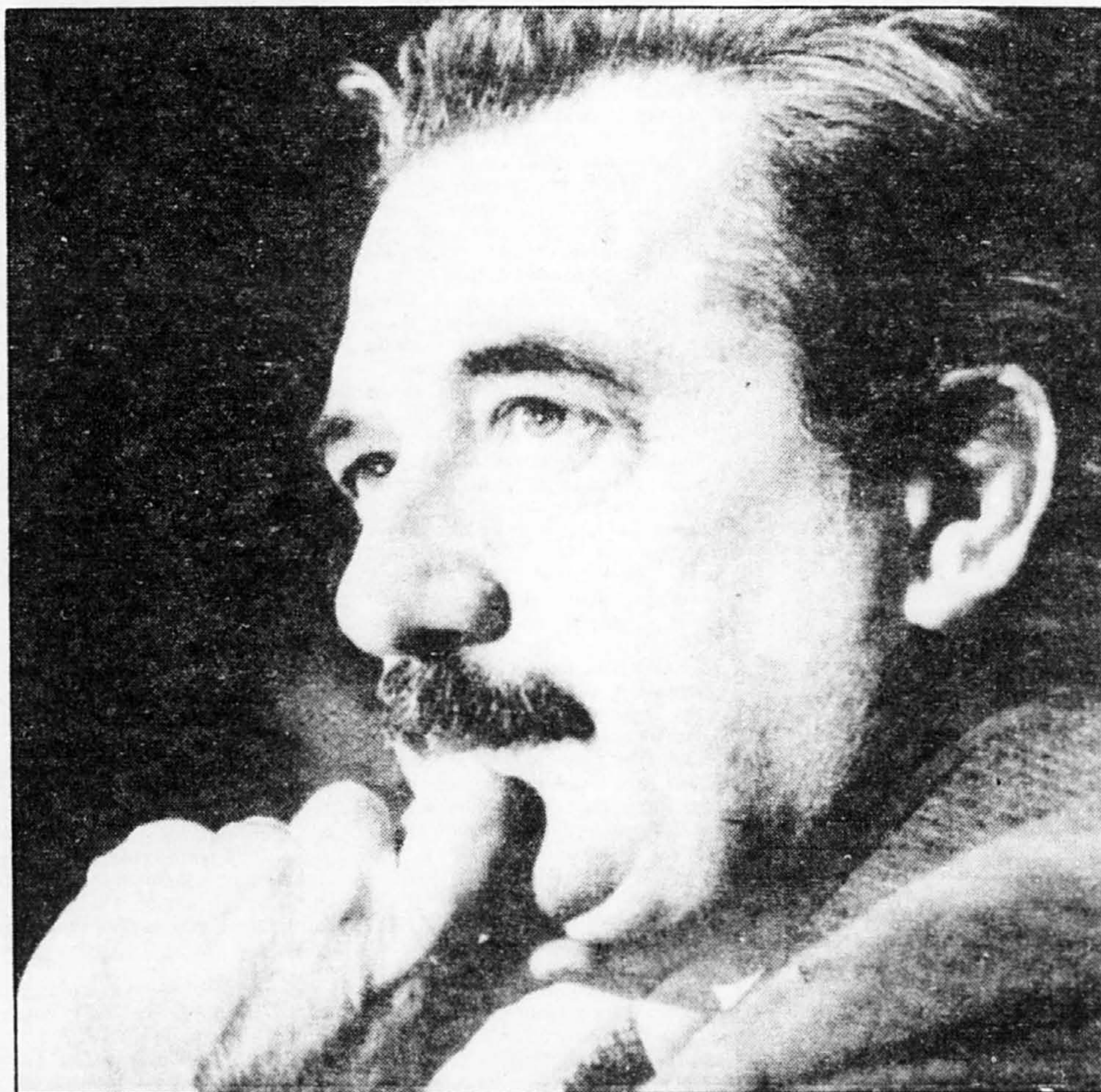


Logique qui conduisit les censeurs bottés à interdire l'art non figuratif, la psychanalyse, la sociologie et les mathématiques modernes — manifestations par excellence, justement, de la culture occidentale. En réalité, cette «sale guerre» menée au nom de la morale chrétienne devint vite une guerre sainte. Luis Cesar Perlin-guer, colonel argentin à la retraite dans une entrevue récente à *La Semana*: «Ceux qui ont commis des crimes durant la sale guerre se prenaient pour des dieux.»

Début 1984, l'arrivée au pouvoir du président Raoul Alfonsin, gauchiste sympathique aux allures de caudillo du peuple, a mis fin à ce «cauchemar plus long que la nuit», comme on disait il y a quelques mois à peine à Buenos Aires, en rasant les murs pour ne pas attirer l'attention des casqués ou de leurs agents civils qui, la nuit venue, chassaient les dissidents à bord des sinistres «Falcon Verdes». On en ressortait vivants de ces voitures qui stoppaient devant l'École de mécanique de la marine, Avenida del Libertador, mais pour prendre aussitôt le couloir de la chambre des tortures, baptisé cyniquement *Avenida de la Felicidad*, avant de finir au fond de la mer, un bloc de ciment aux pieds, ou dans un fourgon à viande qui allait déverser sa cargaison de corps mutilés dans un charnier de province.

Un printemps comme les autres?

Mais, il faut poser la question même si la liberté est revenue: le printemps de Buenos Aires durera-t-il plus longtemps que celui de Santiago ou de Prague? Car l'Ar-



Raoul Alfonsin
Des nuages à l'horizon

EN ARGENTINE

De 1930 à 1976, aucun président issu d'élections libres n'a réussi à compléter son mandat



Sabato à Alfonsín en lui remettant son rapport sur les disparus pendant qu'à l'extérieur, en face de la Casa Rosada, des manifestants opposés à ce qu'on remue le passé scandaient «Sabato menteur» et en venaient aux coups avec la police. Nouveau talisman d'un peuple démoralisé par sept années de dure répression, la démocratie reste fragile comme l'homme qui l'incarne: le président radical Alfonsín.

Sa très grande popularité le garde des crocs particulièrement aguissés des grands loups gris du *golpismo* — coup d'État militaire ou civil pour les Argentins. «Il serait réélu haut la main s'il y avait une élection», reconnaît un journaliste du *Clarín*, plus fort tirage des quotidiens argentins. Il ajoute cependant: «C'est un politicien sans profondeur ni vision d'ensemble de l'avenir du pays.» Sous la dictature, jamais un journaliste ne se serait permis pareille critique. C'était l'expulsion immédiate, voire le kidnapping. Quelque 80 journalistes sont au nombre des disparus. On en a retrouvé certains comme Ruben Mentaberry, rédacteur à l'hebdomadaire *Informe*, découvert éborgné au petit matin dans la salle de rédaction où il avait travaillé seul durant la nuit. Après les deux premières années de la dictature, selon l'Union des journalistes argentins, les «pertes» s'élevaient déjà à 40 journalistes disparus, 29 assassinés, 70 emprisonnés et 400 en exil.

Pour l'heure, c'est plutôt du côté des civils que des militaires, complètement discrédités par la déroutante des Malouines, en plus de tout le reste, qu'Alfonsín doit redouter le pire. Plus précisément du no 2 de la hiérarchie de son propre parti, Victor Martínez, influent et puissant président du Sénat qui aurait comploté pour le déposer, vient de révéler l'hebdomadaire *La Semana*. Nouvelle qui a fait sensation à Buenos Aires où on parlait à mots couverts d'une conjuration civile contre le président mais la presse n'avait encore jamais osé l'écrire. «Martínez, commente Jorge Bergstein, c'est la droite des radicaux, Alfonsín la gauche. Martínez n'a pas hésité à défendre le général Menéndez, cela vous donne une idée du genre de personnes qui pensent en ce moment à un coup d'État.»

Le général au couteau

Le nom de Menéndez rime avec atrocités pour de nombreux Argentins. Témoignage de l'ex-général Carlos Beltrán devant la commission Sabato: Menéndez aimait assister à la torture et aux exécutions dans les camps de détention de La Perla, à Córdoba, dont il était responsable. «C'est un véritable criminel», dit Bergstein.

Tous le savaient. Sauf qu'Alfonsín a attendu neuf mois pour le faire arrêter. «Mais la découverte à Córdoba d'un charnier contenant 700 corps et la charge au couteau du général ont amené la police à le coffrer, le mois dernier.»

La marge de manoeuvre d'Alfonsín contre l'armée est étroite: jusqu'où aller sans jouer sa tête? Sa stratégie: isoler les hauts-grades de la troupe. On ne peut en tout cas lui reprocher son inaction. Les généraux Videla, Viola, Galtieri et Bignone, qui ont dirigé la junte entre 1976 et 1983, ont été accusés d'homicide ou de torture. Alfonsín a aussi coupé du tiers le budget militaire qui accaparait 40 p. cent des dépenses de l'État, soit 210\$ par habitant contre 17\$ au Brésil et 19\$ au Mexique, et entrepris une réforme de l'armée que les militaires «observent avec une inquiétude grandissante», vient de prévenir dans une lettre ouverte le contre-amiral Mayorga.

La semaine dernière, événement capital, les tribunaux militaires ont refusé de juger les 12 généraux et amiraux actuellement en état d'accusation. «Si les forces armées ne veulent pas assurer elles-mêmes la justice dans leurs rangs, a rétorqué Alfonsín, les civils le feront.» L'armée acceptera-t-elle sans bouger de se faire juger par des civils pour les «excès» de la sale guerre? Le général Nicolaidès, commandant en chef de l'armée de terre: «Les vainqueurs dans une guerre antisubversive n'ont de compte à rendre à personne.» Avant le désistement d'une armée hantée par le syndrome de Nuremberg, des groupes comme les Mères de la Place de Mai reprochaient à Alfonsín d'avoir confié aux militaires le soin de juger leurs pairs. La justice civile a maintenant la voie libre. Homme prudent mais habile, peut-être le président argentin avait-il deviné que l'armée refuserait de se juger elle-même?

Reste un petit problème que soulève l'opposition: 60 p. cent des juges civils actuels ont été nommés du temps de la dictature. Mais pour Ernesto Sabato, justice sera faite: «J'ai confiance en la justice de mon pays même si c'est une blessure ouverte et une question explosive», a-t-il dit à une délégation de journalistes franco-québécois venue rencontrer sa commission. Que le terrain soit brûlant, on peut le deviner: Sabato lui-même a été menacé de mort et des bombes ont été placées au domicile de membres de la commission. «C'est naturel d'être menacé car les répressés sont toujours vivants.» Ces tortionnaires, la commission en évalue le nombre à 800, l'écrivain en a «confessé» quelques-uns. «Des gens très

complicés avec des motivations bizarres, dit-il, de véritables personnages de roman.»

L'héritage économique de la dictature

Coincitant avec la crise des années 30, le premier coup d'État militaire, qui met fin à 75 ans de stabilité politique, amorce un long processus de régression économique qui fait dire de l'Argentine, jadis le pays le plus développé au sud du Rio Grande, qu'elle est en voie de se tiers-mondiser avec un revenu par habitant équivalant à celui de la Bulgarie. En arrivant au pouvoir en 1976, les militaires déclarent que cette société souffre d'un excès d'étatisme. Il faut revenir aux lois du marché, au libéralisme économique, qui permettront aux plus aptes et aux plus forts de survivre. Comme à la guerre. La croissance industrielle des années fastes s'ensuivra nécessairement.

Sous la protection de la main de fer de la dictature, le ministre de l'économie Martínez de Hoz applique son plan: réduction de taxe de 60 p. cent sur les biens industriels, revalorisation du peso, augmentation des salaires de 15 points entre 1977 et 1980, croissance accrue des importations et développement spectaculaire du secteur financier qui s'accompagne d'une croissance annuelle de 7 p. cent et de la création d'une centaine de groupes bancaires. Mais la surévaluation du peso par rapport au dollar et des taux d'intérêt élevés — 34 p. cent entre 1979 et 1981 — déclenchent une spéculation effrénée. On ne produit plus, on spéculé. L'Argentine: paradis mondial de la spéculation.

«La dictature a privé l'homme de sa liberté et détruit l'appareil productif par la spéculation», explique le sénateur radical Luis Brascosco. Sport national: acheter des devises, les placer en pesos puis les reconverter en dollars. C'est durant ces «années folles» que s'édifie la *Patria Financiera*, bourgeoisie militaro-industrielle qui en vient à tout contrôler et à tout posséder comme *Fabricaciones Militares*, la plus grande entreprise argentine, propriété légale de l'armée. Le militaire se double d'un homme d'affaires, et inversement. «La Patria Financiera», dit Marcelo Aparicio, c'est 500 000 personnes qui se sont enrichies de la torture et du sang et qui sont les seules à consommer aujourd'hui en Argentine.»

Après 1980, l'édifice ultralibéral de Martínez de Hoz s'écroule. Taux de chômage en 1982: 25 p. cent. Taux d'inflation: 209 p. cent. Les salaires chutent de 40 p. cent, la production industrielle de 25. Le pays se désindustrialise: 800 000 emplois industriels sont disparus.

Le peso dégringole à son tour. En 1975, 28 pesos achetaient un dollar. En 1980, il en faut 2000, en 1981, 10 000 et, en 1982, 20 000! Dévaluation en catastrophe accompagnée d'une cascade de banqueroutes. C'est le moment que choisit General Motors, entre autres multinationales, pour déménager au Brésil.

Le chancre de la dette extérieure

Raoul Alfonsín doit vivre avec une économie dévastée et une dette extérieure de 45 milliards \$ qui bloque toute relance économique véritable. Les recettes provenant des exportations filent dans les coffres des banques américaines et canadiennes. Les Argentins ragent: «Les institutions internationales sont injustes et égoïstes, c'est la richesse d'un côté, la misère de l'autre», dit le sénateur Luis Leon.

Le président Alfonsín reconnaît cependant la responsabilité de son pays. «Nous ne nous sommes pas endettés pour développer notre pays mais pour le détruire», a-t-il dit à la délégation de journalistes franco-québécois. Les opérations militaires des généraux aux Malouines et au Chili ont coûté 15 milliards \$, le tiers de la dette. Un autre tiers provient d'une évasion de capitaux immorale dans l'import-export.

Pour de nombreux Argentins, Buenos Aires ne doit rembourser que la «partie légitime» de la dette. Durant sa campagne électorale, Alfonsín défendait cette thèse mais aujourd'hui, il sait que son pays doit se mettre en règle avec le Fonds monétaire international sans quoi plus de crédit.

Sa stratégie? Susciter un front de solidarité des pays endettés d'Amérique latine face aux pays créanciers, qui sont les plus riches du monde. Le président argentin en a lancé l'idée à la récente conférence de Mar del Plata. Cette question, comme celle des disparus, risque de déstabiliser la jeune démocratie argentine. On a commencé à mobiliser à Buenos Aires pour sa défense. Dernièrement, les dirigeants des principaux partis politiques se sont engagés dans une lettre commune à lutter pour la sauvegarde de l'État de droit. Alfonsín fera-t-il mentir la prévision pessimiste de son compatriote Adolfo Pérez Esquivel, prix Nobel de la Paix: «Quand les militaires rendent le gouvernement, c'est par nécessité. Ils ont besoin de le donner aux civils pendant deux ou trois ans pour refaire ensuite un autre coup d'État.» □

tion de la loi. Le mois dernier, la CGT a lancé un ordre de grève générale pour protester contre le programme d'austérité du gouvernement. Point tournant car jusqu'ici, la centrale péroniste n'avait pas osé recourir à cette arme à cause de la situation économique difficile.

«C'est un acte d'agression contre un gouvernement démocratiquement élu», s'exclama le ministre du Travail Casella. Moins de 45 p. cent des syndiqués cependant obéissent à la consigne. Alfonsín a gagné. Signe de la nouvelle maturité politique des Argentins, conclut la presse. Néanmoins, German Lopez, secrétaire général de la CGT, promet une revanche: «Nous mettrons bientôt Alfonsín à genoux par une grève générale révolutionnaire de deux jours, de trois jours, puis illimitée...» La rue parle de nouveau. En Argentine, c'est un petit jeu périlleux qu'adorent les militaires car des civils affolés viendront tôt ou tard les prier de venir pacifier la nation. Et tout recommencera.

Les loups gris du golpismo

De 1930 à 1976, aucun président issu d'élections libres n'a réussi à terminer son mandat. Pourtant, jamais les Argentins n'ont autant mythifié qu'actuellement cette démocratie qu'ils n'ont connue que sporadiquement, entre les allers-retours des gouvernements militaires. «Democratía real», proclame néanmoins l'un des innombrables graffiti, souvent antimilitaristes, qui barbouillent tout ce que le pays compte de murailles et de monuments. Beaucoup de slogans péronistes aussi. «Todo el poder en Evita Perón» — formule répétée ad nauseam. Le mythe du «général ouvrier» et de sa «sainte» femme tient bon, des années après la mort de l'un et l'autre.

«Comprenons que seule la démocratie peut nous sauvegarder de telles horreurs», a dit Ernesto

Le Fonds monétaire international (FMI) est-il à la solde des pays riches? Est-il devenu l'usurier méfiant qui entretient la misère des pays pauvres endettés?

Le FMI est une institution financière internationale qui prête bien sûr de l'argent, mais, pour une large part, à des conditions difficiles pour les pays en développement déjà criblés de dettes. Par exemple, le prêt de 3,9 milliards accordé au Mexique en 1982 était conditionnel à une série d'engagements de la part du gouvernement mexicain: en particulier, une réduction rapide du déficit de tout le secteur public, de 16,5 p. cent en 1982 à 3,5 p. cent en 1985; l'élimination ou la diminution des subventions sur les prix des produits alimentaires, du pétrole et de l'électricité; la fermeture de 106 des 740 sociétés d'Etat et, finalement, une forte dévaluation du peso mexicain.

Ce type de politique a suscité de vives protestations dans plusieurs pays en développement, surtout en Amérique latine, où certains gouvernements, appuyés par de nombreux groupes, ont demandé au FMI de modifier ses exigences. Les positions du Fonds, surtout celle concernant la réduction du déficit budgétaire, paraissent d'autant plus contestables que le leader des pays riches, les États-Unis, se permettait un budget lourdement déficitaire.

Cette résistance des pays en développement à l'égard du FMI n'est en fait qu'un des aspects de la lutte qui oppose les pays riches aux pays pauvres ou, si on veut, le Nord au Sud. Parce que l'endettement des pays en développement n'est qu'une des dimensions du conflit Nord-Sud, qui englobe bien d'autres questions, comme les échanges internationaux (les tendances au protectionnisme), les taux d'intérêt élevés, le prix des matières premières... Depuis le milieu des années 60, les pays en développement tentent, dans divers forums internationaux, d'orienter les discussions avec les pays industrialisés sur l'ensemble des questions sous-jacentes à l'endettement. En somme, ils réclament avec persistance des «négociations globales» sur les relations Nord-Sud. Si cette approche a été considérée avec une certaine sympathie de la part des pays européens, en particulier la France, elle a été toutefois rejetée par les Américains.

De 44 à 147 membres

Le FMI est une de ces institutions internationales où s'exprime avec éclat le rapport de forces Nord-Sud. Créé en juillet 1944 à Bretton Woods, dans le New Hampshire, le FMI fut chargé à l'origine, notamment, d'atténuer les déséquilibres de la balance des paiements des pays membres et de stabiliser leur taux de change. Dominé au départ par les États-Unis et la Grande-Bretagne et ne comptant que 44 membres, le FMI s'est graduellement transformé avec l'apparition des pays en développement, de plus en plus intégrés à l'économie mondiale. Le nombre de membres est passé aujourd'hui à 147 et le Fonds est devenu surtout un instrument servant à couvrir les déficits chroniques de la balance des paiements des pays pauvres.

Si les pays en développement sont les plus grands bénéficiaires

du FMI, ce ne sont pas eux toutefois qui exercent la plus forte influence sur les décisions qui les concernent. La répartition des droits de vote entre les 147 membres du FMI est en gros proportionnelle à l'importance des contributions (ou quotes-parts) de chaque pays membre. Or, la valeur des quotes-parts est fixée globalement selon le poids des pays dans le commerce international, ce qui accorde une majorité automatique aux pays riches.

Ceux-ci détiennent actuellement plus de 60 p. cent des droits de vote au Conseil d'administration. Quant au Conseil exécutif, dont le pouvoir est déterminant au FMI, environ 43 p. cent des droits de vote appartiennent aux pays en développement. Toutefois, cinq grands pays industrialisés (les États-Unis, la RFA, la France, la Grande-Bretagne et le Japon) ainsi que l'Arabie Saoudite, jouissent d'une représentation assurée. Les 16 autres membres (sur un total de 22) sont élus et plusieurs proviennent des pays en développement.

Consensus et rapport de forces

Bien qu'il soit établi que la plu-

part des décisions doivent être prises à la majorité, il existe pas moins de 53 types de décisions qui nécessitent une majorité spéciale de 70 à 85 p. cent des voix. Par exemple, la répartition des quotes-parts, le nombre des directeurs devant être élus et l'allocation des ressources financières du Fonds, exigent une majorité de 85 p. cent des votes. Mais dans la pratique, la plupart des décisions de l'exécutif ne procèdent pas d'un vote formel mais plutôt d'un consensus entre les parties. Les membres du Fonds évitent délibérément les affrontements et les épreuves de force qui ne pourraient conduire qu'au blocage de l'institution.

Cependant, le consensus qui se dégage n'est toujours que le résultat des rapports de forces (économiques et politiques) en présence. Or, il s'avère que les pays en développement sont demandeurs et se trouvent ainsi dans une position de faiblesse vis-à-vis les pays industrialisés. Bref, même si les pays du tiers-monde sont parvenus à consolider leur influence à l'intérieur du FMI, ils ne sont pas encore en mesure de déterminer les règles du jeu.

ARGENTINE, MEXIQUE

Le FMI, au coeur des problèmes du Sud



Albert Juneau

Dans le discours qu'il a prononcé la semaine dernière devant l'assemblée annuelle du FMI, le président Reagan a voulu rassurer les pays pauvres en leur annonçant que les taux d'intérêt américains allaient continuer à baisser. S'il n'est pas exclu que les taux descendent, il est probable, toutefois, comme le prévoient la plupart des experts, que le recul sera de faible importance.

Le protectionnisme est aussi un sujet de controverse entre le Nord et le Sud. Certains pays industrialisés ont été amenés, à la suite de la récession, à prendre des mesures protectionnistes contre des produits étrangers concurrentiels. Les pays en développement y voient un préjudice grave à leur endroit, étant donnée l'étroite marge de manoeuvre dont ils disposent. Ils se sont par exemple insurgés contre la décision des États-Unis, au mois d'août dernier, de réduire les importations textiles qui représentent 41,5 p. cent du marché américain. Ils ont pu toutefois se réjouir de voir le président Reagan rejeter les appels au protectionnisme dans les secteurs de l'acier et du cuivre.

«Un dialogue politique direct»

C'est dans cet esprit d'une approche «globale» du développement que les pays d'Amérique latine avaient invité les pays industrialisés à un «dialogue politique direct» au cours du premier semestre de 1985. Si les pays européens et le Japon sont en principe d'accord sur une telle rencontre, les États-Unis ont annoncé toutefois qu'ils ne participeraient pas à ce sommet. Ils ont plutôt proposé d'élargir l'ordre du jour des réunions statutaires, en avril prochain, du Comité intérimaire du Fonds (que les pays en développement sont en mesure de contrôler, mais qui n'a qu'un pouvoir consultatif) et du Comité de développement, qui est un organe conjoint du FMI et de la Banque mondiale. Cette ouverture américaine n'a pas semblé soulever beaucoup d'enthousiasme jusqu'à maintenant.

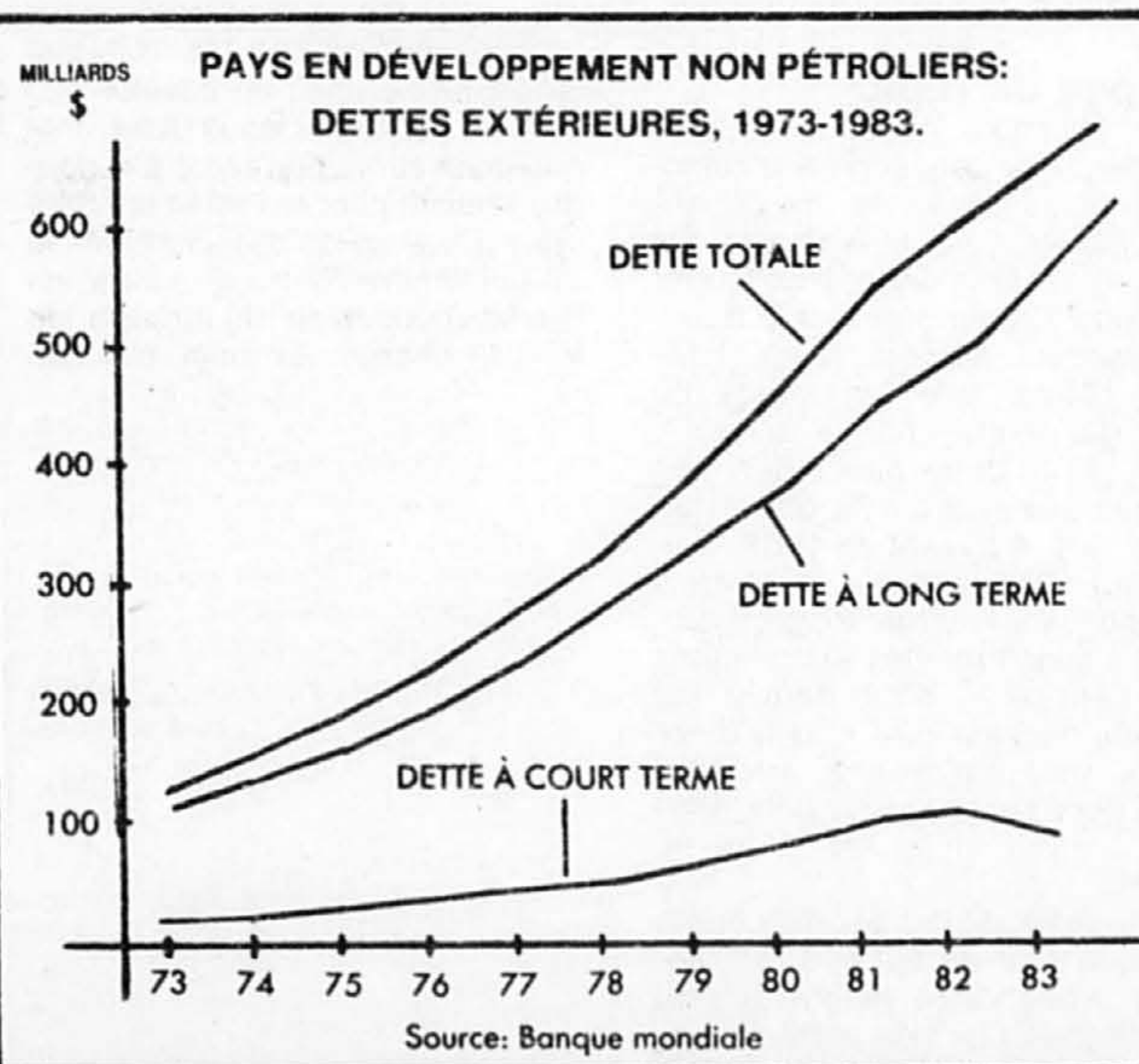
Au-delà des divergences, il reste un fait: le niveau d'endettement des pays en développement non pétroliers, a atteint un point tel qu'il leur faudra encore plusieurs années pour sortir de l'impasse. En 1983, ces pays supportaient pas moins de 664,3 milliards de dollars de dettes extérieures, dont 571,6 à long terme. Le FMI estime que le service de la dette de ces pays représentera entre 20 et 25 p. cent de leurs exportations totales au moins jusqu'au début des années 1990.

Néanmoins, il y a quelques mois, certains pays d'Amérique latine avaient menacé les pays industrialisés et leurs grandes banques de constituer un cartel pour accroître leur pouvoir de négociation. Ce projet a toutefois avorté devant le refus d'un grand pays comme le Brésil, qui fait face à une lourde dette de 100 milliards de dollars. La diversité des situations et les relations particulières qu'entretiennent les pays endettés avec les débiteurs (les États-Unis bien entendu, ainsi que la Grande-Bretagne et la France qui maintiennent d'étroites relations avec leurs anciennes colonies), rendent difficile la formation d'un front uni des pays pauvres face aux riches. De plus en plus, les pays en développement qui parviennent à émerger du groupe des pauvres, adoptent des attitudes moins radicales à l'égard des pays industrialisés, avec lesquels d'ailleurs ils intensifient leurs relations économiques. C'est le cas des pays producteurs de pétrole (OPEP) et des nouveaux pays industriels.

Une approche globale

Quoi qu'il en soit, pour la plupart des pays en développement, la question de leur pouvoir dans les instances du FMI reste secondaire, dans la mesure où le Fonds n'apporte qu'une réponse partielle aux problèmes que soulève leur endettement chronique. Car, à leur point de vue, le tiers-monde subit de plein fouet les contre-coups des politiques économiques menées par les pays industrialisés, en particulier les États-Unis, et sur lesquelles ils n'ont pas de prise.

Par exemple, les taux d'intérêt élevés qui persistent augmentent de manière tragique le service de la dette des pays en développement. Le FMI estimait en 1983, que toute hausse d'un point en pourcentage des taux d'intérêt (appliqués à l'eurodollar) entraîne une augmentation de 2 milliards de dollars par an de leurs frais financiers. En 1982, les paiements au titre du service de la dette des pays en développement de l'hémisphère occidental (surtout l'Amérique latine) se sont élevés à plus de 50 p. cent des recettes d'exportation, ce qui est considérable.



LES MILIEUX FINANCIERS

Une certaine indulgence envers le Mexique



Francis Pisani



Dans le domaine financier, une différence essentielle sépare aujourd'hui le Mexique de l'Argentine. La communauté internationale, soucieuse de récompenser la politique économique exemplaire du premier, lui a accordé une restructuration de sa dette extérieure qui porte sur une période de quatorze ans. Le second doit se contenter de délais de grâce accordés au jour le jour et du bout des lèvres par des banquiers qu'excède son incapacité à payer.

Mais l'Argentine et le Mexique conservent en commun d'être, derrière le Brésil, les deux pays les plus endettés du monde en voie de développement avec, respectivement, 45 et 88 milliards de dollars de dettes. Ils ont signé ensemble le 15 septembre dernier le consensus de Mar Del Plata qui, pour l'essentiel, demande un dialogue politique entre le Nord et le Sud sur la question de la dette et une approche globale du problème.

Le cas du Mexique

Les Mexicains avaient, bien entendu, la vedette à cette réunion de Mar Del Plata où se sont retrouvés les 11 pays les plus endettés d'Amérique latine. Ils ont été constamment pressés de questions sur cette restructuration rendue publique huit jours plus tôt et dont tout le monde se demandait si elle constituait un modèle ou une exception.

Le montant sur lequel avait porté la négociation justifiait à lui seul l'intérêt des délégations latino-américaines: 48,5 milliards de dollars, c'est-à-dire l'essentiel de la dette publique mexicaine (66 milliards) et plus de la moitié de sa dette totale. Il s'agissait en fait, selon les propos du ministre des Finances Jesus Silva Herzog, de pratiquement tout ce qui pouvait être renégocié. Les Mexicains estiment que cela représente un sixième de la dette latino-américaine et 10 p. cent de la dette des pays en voie de développement.

La restructuration

Cette restructuration comporte quatre volets essentiels:

Les délais de remboursement sont allongés. Ils passent de 6 à 14 ans, l'échéance de 1990 étant repoussée à 1998. Cet étalement

a pour effet principal d'alléger la pression de la dette sur l'économie dans les années qui viennent. Celles au cours desquelles va se jouer le succès de la relance. Ainsi, la somme de 20 milliards de dollars que le pays aurait dû normalement verser en 1985-1986 (et qu'il n'a pas) est-elle réduite à trois milliards. À l'inverse, il devra rembourser près de 18 milliards en 1997-1998. Mais le poids relatif sur l'économie ne sera plus le même. La dette représente aujourd'hui 56 p. cent du PNB, chiffre qui devrait être réduit à 37 p. cent dès 1990. Un débat qui est en partie faussé par le fait que le capital n'est en fait pratiquement jamais remboursé.

Les taux d'intérêt sont réduits.

La référence n'est plus, pour une partie importante des sommes en question, le prime rate de New York, mais le Libor de Londres. Il a l'avantage d'être moins sujet à des sautes d'humeur et surtout d'être moins élevé. L'économie ainsi réalisée est estimée à près de 300 millions de dollars par an.

Le remboursement pourra se faire dans des monnaies autres que le dollar américain. Ce point doit être négocié entre le Mexique et ceux de ses créanciers dont la monnaie n'est pas le dollar. Il permet à ces derniers d'assouplir les rigueurs du roulement (roll-over) et au Mexique de diversifier ses sources d'approvisionnement. Les sommes en question correspondent environ à la moitié de ce qui vient d'être restructuré.

Le contrôle de la communauté financière sur l'évolution de la politique économique mexicaine est aussi réduit que possible. Il s'agit plutôt d'un suivi, d'un droit de regard. La base en sera la diffusion par le Fonds monétaire international du document résultant des consultations régulièrement tenues entre cet organisme et le gouvernement mexicain (comme avec tous ses membres). Pour que l'accord soit remis en question, il faudrait que le FMI constate soit que la politique suivie ne permet pas une croissance saine et soutenue, soit qu'elle affecte d'une façon significative et durable la capacité de paiement du pays.

Les banques pourraient alors se réunir à la demande d'un tiers des créanciers et auraient besoin d'une majorité de 55 p. cent du capital prêté pour obtenir la remise en question de la restructuration. Remarque d'un des négociateurs mexicains: avant d'en arriver là, il y a longtemps que nous aurons recommencé à négocier. Le grand avantage de ce système est qu'il n'implique pas l'accord du FMI sur tous les points de la politique économique mexicaine et que seule une catastrophe durable est susceptible de tout remettre en question.

Un peu de répit

Le Mexique va donc pouvoir souffler et se consacrer à la relance économique au lieu de dépenser son énergie à résoudre les problèmes de la dette. Il lui faudra cependant, pour tirer tout le bénéfice possible de cette restructuration, obtenir une croissance du PNB qui rende chaque année le poids de la dette plus léger. Les chiffres avancés par le gouvernement sont: 4 p. cent en 1985, 5 p. cent en 1986 puis 6 p. cent dans les années suivantes. Reste également à augmenter les exportations non pétrolières pour trouver les devises nécessaires. Autant d'objectifs très difficiles à atteindre mais dont personne ne peut affirmer a priori qu'ils sont hors de portée.

Les vertus de cet accord pour le Mexique sont en fait très difficilement discutables même si l'on peut débattre de leur portée exacte. Toute la question est de savoir si le cas mexicain peut servir de

modèle aux autres pays débiteurs.

Techniquement, les deux innovations les plus intéressantes concernent les taux d'intérêt. La tendance consistant à prendre des distances par rapport au dollar et à New York ne peut être qu'encouragée. Les pas sont encore modestes mais tout le monde s'accorde pour dire qu'ils vont dans la bonne direction. Le système de suivi mis en place semble trop lié à la confiance inspirée par la politique du gouvernement de La Madrid et à sa volonté démontrée d'être plus royaliste que le FMI pour qu'elle ait beaucoup de chances d'être répétée, sauf dans certains cas exceptionnels.

La complexité

Politiquement, au sens large du terme, la situation est infiniment plus complexe. L'accord obtenu par le Mexique a été obtenu grâce à un assouplissement de la communauté financière internationale. Une question d'intelligence, estiment les Mexicains, qui affirment que les financiers commencent à prendre conscience de la gravité de la crise et de la nécessité d'innover. Mais les deux dernières semaines de septembre ont montré que le fossé entre débiteurs et créanciers restait considérable.

La réunion de Mar Del Plata demandait une prise en compte globale du problème de la dette. Pas question! N'ont pas tardé à répondre Washington, le FMI et les banques. C'est ce qu'a déclaré dès le 18 septembre André de Lattre, un des responsables du groupe de travail, chargé au nom de 185

banques de 39 pays, de suivre les problèmes de la dette internationale. La baisse des taux d'intérêt dans certains cas et le paiement dans d'autres monnaies que le dollar doivent selon lui être encouragés. Mais son groupe de travail, qui dicte en fait la politique des banques créditrices, s'en tient au principe des renégociations cas par cas. Il a même avancé la notion de récompense pour les pays qui suivent une bonne politique économique.

Les bons élèves

La réponse est donc claire. La restructuration de la dette mexicaine a été possible parce que les financiers internationaux considèrent que ce pays est le plus attentif aux leçons d'économie qu'ils entendent donner à la terre entière. Les autres pays débiteurs ne pourront bénéficier d'avantages comparables que s'ils suivent l'exemple du premier de la classe.

L'intelligence des banquiers n'a pas porté que sur les aménagements techniques (sans lesquels au demeurant même les meilleurs ne pourraient pas payer). Le style de l'accord passé avec le Mexique leur a permis de sauvegarder le principe de l'orthodoxie financière qui a fait tant de mal aux pays pauvres et qui commençait à être remis en question même si personne n'a encore trouvé d'alternative vraisemblable. La procédure cas par cas a également pour avantage de maintenir intact leur pouvoir considérable de négociation face à des pays débiteurs aux abois. La notion de récompense est un encouragement supplémentaire à la division de ces derniers. C'est ce qu'illustre parfaitement le cas mexicain.

Le gouvernement de La Madrid a brillamment sorti son épingle du jeu. Il peut même prétendre avoir ouvert la voie sur quelques points d'ordre technique. Mais la marge de négociation de la communauté des débiteurs est affaiblie du fait qu'elle ne peut plus faire bloc sur les questions concrètes. Restent les discours, consensus et autres résolutions dont les banquiers ne font pas grand cas. Les fleurs de rhétorique peuvent s'épanouir, elles sont plus solidement que jamais ficelées par les cordons de la bourse.



Jacques Lemieux



À MEXICO La délégation du Québec a pris son rythme de croisière

A 47 ans, Denis Gervais, délégué général du Québec dans la capitale aztèque, est un homme optimiste quant aux relations entre la belle province et le Mexique. La délégation générale du Québec à Mexico, une des cinq à travers le monde, fête ce mois-ci le quatrième anniversaire de sa fondation. Pourquoi une maison du Québec à Mexico? Lors d'une interview exclusive accordée à **plus**, M. Gervais répond calmement à cette question en disant: «Le Mexique est un voisin, qui est aussi un cousin, et qui peut devenir un partenaire de choix.»

L'idée que le Québec soit représenté à Mexico ne date pas d'hier. Dès son arrivée au pouvoir, le premier ministre Lévesque avait manifesté un intérêt particulier à ce sujet. D'autant plus, rappelle Gervais, que «le Québec n'avait pas une présence très active au sud des États-Unis». La décision de s'installer au Mexique était reliée à trois types de facteurs: géographique, culturel historique ainsi qu'économique.

Le délégué souligne que les Québécois ont tendance à oublier que «le Mexique est un pays appartenant à l'Amérique du nord, même si on l'identifie plus souvent qu'autrement à l'Amérique latine. Dans ce contexte, dit-il, il était tout à fait naturel et important d'entretenir des relations officielles avec ce pays». Raison de plus: à partir des années 70, le commerce entre le Canada et le Mexique avait pris un essor considérable. Le président mexicain et le premier ministre du Canada avaient renforcé davantage ces relations en échangeant des visites officielles dans chacun des pays. Concernant les aspects naturels et historiques, il fait tout simplement remarquer «qu'en termes de colonisation, le Québec et le Mexique ont évolué à partir du même siècle».

Toutefois, c'est sans contredit le facteur économique qui a été le plus décisif dans l'ouverture de la délégation. À ce chapitre, il note qu'une grande partie du pétrole que le Canada importe du Mexique est consommé au Québec. Sur le plan touristique, on estime qu'au moins 70 p. cent des Canadiens qui vont se faire bronzer l'hiver sur les plages mexicaines proviennent du Québec. Depuis 1980, environ 400 000 Canadiens se rendent an-

nuellement au Mexique, où ils dépensent près de 120 millions de dollars.

Des premiers jours difficiles

Si tous les facteurs étaient réunis pour justifier l'entrée en scène du Québec au Mexique, il faut voir que cette dernière ne s'est pas faite sans problème. «Il a d'abord fallu identifier les principaux agents commerciaux et économiques, ainsi que les preneurs de décisions. Dans ce domaine, une chose dont il faut tenir compte immédiatement, c'est que 80 p. cent de l'économie mexicaine est entre les mains de l'État. C'est un point très important», insiste-t-il.

Un des atouts majeurs de la délégation aura été de connaître parfaitement, dès le départ, les secteurs de l'économie québécoise susceptibles d'intéresser les partenaires mexicains. Le transport en commun, les ressources naturelles (la forêt, les mines), l'agro-alimentaire et l'agro-industrielle constituent autant de champs de l'activité économique où le Québec a réussi à ouvrir une brèche et à s'accaparer une part du marché.

Ce n'est toutefois pas tout de bien connaître sa marchandise et de savoir où l'écouler. «Il faut aussi savoir qu'au Mexique, lorsqu'on change de gouvernement, on change de régime.» Concrètement, cela signifie que les orientations économiques sont complètement redéfinies, en accord avec le programme du nouveau président qui a six ans devant lui pour réaliser celui-ci. Cette période de transition étant habituellement très riche en remaniements de toute sorte, «cela veut dire qu'on doit se remettre à la tâche pour identifier les nouveaux personnages-clés», d'affirmer Gervais. La délégation a dû en faire l'expérience en 1982 lors de l'arrivée au pouvoir de Miguel de la Madrid, en remplacement du président sortant José Lopez Portillo.

L'importante crise économique qu'a vécue le Mexique à partir de 1981 et 1982 est venue ajouter de nombreuses difficultés aux commerces entre le Québec et ce pays. Première conséquence de cette crise: le Mexique a réduit d'une manière drastique ses importations. Durant cette même période, le Québec a quand même

poursuivi l'exportation de certains produits, dont l'amiante, mais ces derniers lui ont été en revanche payés que beaucoup plus tard. Il va sans dire que ces difficultés de paiement n'ont contribué en rien au fleurissement de l'investissement québécois en sol mexicain.

Optimiste, malgré tout

Le délégué général croit toutefois que cette période d'incertitude est maintenant révolue. «Le Mexique a un peu modifié sa politique d'importation et cela entraînera des répercussions à moyens termes pour le Québec», ajoute-t-il. À ce jour, la balance commerciale entre le Mexique et le Canada favorise grandement le premier. Au cours des six premiers mois de l'année en cours, le commerce bilatéral a atteint la somme de 645 millions de dollars. Les exportations mexicaines se sont chiffrées à 514,5 millions de dollars, tandis que celles du Canada ont à peine atteint 131 millions de dollars. Au rythme actuel, le commerce bilatéral franchira aisément en 1984, pour la deuxième année consécutive, le cap du milliard de dollars.

En tenant compte de ces chiffres défavorables, on comprendra vite qu'il n'est pas facile pour le Québec de se tailler une place, d'autant moins que la compétition des pays européens et du Japon est très vive. Dans son travail ardu, la délégation peut cependant compter, au Québec, sur le ministère des Relations internationales et celui du Commerce extérieur. Ces derniers s'efforcent de conseiller les hommes d'affaires québécois ayant l'intention d'investir au Mexique. «Le nombre de firmes québécoises faisant affaire avec le Mexique, doit considérablement augmenter», constate Gervais.

Certains entrepreneurs québécois profitent même de leurs vacances hivernales pour tâter le terrain en compagnie des fonctionnaires de la délégation. Les joint ventures sont certainement une des formes d'investissement les plus populaires chez les Québécois. C'est entre autres le cas de «la compagnie Bombardier qui semble intéressée par la possibilité de faire des choses dans le domaine des transports avec un groupe parapublic mexicain», souligne-t-il. Bombardier a déjà construit de nombreux wagons pour le

métro de Mexico qui ressemble en tout point à celui de Montréal.

Le bilan économique des quatre dernières années est très positif, selon Gervais. Il refuse cependant de comparer le travail de sa délégation avec celui réalisé par d'autres maisons du Québec à l'étranger, tout simplement, déclare-t-il, parce qu'on ne peut pas comparer Mexico et New York. De plus, ajoute-t-il, notre mandat est très général. Il se contente tout au plus de préciser que «de nombreux contrats ont été signés et que plusieurs ententes sont intervenues. Tout cela pouvait avoir des retombées économiques de plusieurs centaines de millions de dollars pour le Québec».

Immigration et fuite de cerveaux

Outre le fait qu'elle brasse des affaires, la délégation s'est aussi impliquée dans un certain nombre de dossiers, dont celui de l'immigration. Le travail de la délégation dans ce domaine couvre un vaste territoire, qui s'étend du Mexique, au nord, jusqu'en Équateur, au sud, en passant par l'Amérique centrale et une partie des Antilles. Les compétences migratoires du Québec étant limitées, les tâches doivent être accomplies en coordination avec Ottawa.

Les immigrants recrutés proviennent en général de pays où la répression gouvernementale force la population à émigrer, comme c'est le cas pour le Guatemala et le Salvador. «L'an dernier, sur à peu près 950 étrangers qui sont entrés au Québec, par suite de démarches auprès des services de l'immigration de la délégation générale, 500 étaient des Salvadoriens.»

Contrairement aux centre-américains, les Mexicains qui émigrent vers le Québec le font davantage pour des raisons économiques. Cet apport migratoire est très rentable pour le Québec, puisqu'il est très souvent le résultat d'une fuite de cerveaux du Mexique.

Les efforts déployés jusqu'à maintenant par la délégation semblent impressionnants, surtout si l'on tient compte que seulement cinq fonctionnaires sont assignés en poste à Mexico. Une douzaine d'autres personnes, des Mexicains, composent un personnel de soutien.

plus

éditeur
Roger D. Landry
éditeur adjoint
Réal Pelletier
chef des chroniques
Manon Chevalier
secrétaire de rédaction
Roch Côté
collaborateurs
au Québec

Philippe Barbaud
Jean Basile
Berthio
Alain Borgognon
Maurizia Binda
Françoise Côté
Gil Courtemanche
Antoine Désilets
Jean-François Doré
Claire Dutrisac
Lucie Faniel
Andrée Ferretti
Pierre Godin
Serge Grenier
Sophie Huet
Albert Juneau
Gérard Lambert
Adèle Lauzon
Yves Leclerc
Marie Lessard
Pol Martin
Mario Masson
Simone Piuze
Pierre Racine
Georges Schwartz
René Viau

Ottawa Michel Vastei
Toronto Patricia Dumas
Vancouver Daniel Raunet
Mexico Francis Pisani
Managua Jacques Lemieux
San Salvador Édith Coron
Paris Jean-François Lisée
Rome Jean Lapierre
Bruxelles Claude Moniquet
Chypre Robert Pouliot
Tokyo Huguette Laprise
Taiwan Jules Nadeau
plus publie également des reportages exclusifs obtenus de l'Agence France-Presse, de l'agence Inter Presse Service et de Reporters associés.

publicité générale:

Probec5 Ltée
Tél.: Montréal 285-7306
Toronto (416) 967-1814
de détail: La Presse, Ltée
Tél.: (514) 285-6874

Le magazine **plus** est publié par Hebdobec Inc., C.P. 550 Succursale Place d'Armes Montréal H2Y 3H3, monté et imprimé par LA PRESSE, Ltée. Tous droits de reproduction, d'adaptation ou de traduction réservés.

président du conseil
d'administration
Roger D. Landry

responsable des
cahiers spéciaux
Manon Chevalier
secrétariat
Micheline Perron

Tél.: (514) 285-7319

Après de longues hésitations et un manque de dynamisme évident, enfin, le Québec ouvre une délégation à Hong Kong. Les locaux sont loués et le premier ministre lui-même a officiellement présenté le titulaire du poste, M. Jean-Yves Papineau, à plus de 200 hommes d'affaires réunis à un prestigieux déjeuner de la chambre de commerce canadienne à Hong Kong. Enfin, le «déblocage»! Onze ans après la délégation de Tokyo, on ouvre tout grand en pays chinois.

M. René Lévesque et surtout le ministre Bernard Landry ne sont pas tout à fait d'accord avec le terme «enfin». Mais les Québécois qui connaissent l'Asie ou qui vivent depuis un certain temps dans cette partie du monde affirment spontanément que le Québec est plutôt lent à s'y implanter.

Ce sont les banques qui ont fait figure de pionniers en découvrant Hong Kong: la Banque Royale dès 1958, la plupart des autres en bloc après 1969, la Banque Nationale du Canada en 1979. Leur réseau est maintenant complet dans toutes les grandes capitales.

L'Ontario a chargé un Canadien d'origine shanghaienne, Stephen S. Chen, d'ouvrir un bureau à Hong Kong en 1980 et l'année suivante, l'Alberta louait de vastes locaux dans le même édifice l'Admiralty Centre. La Saskatchewan possède un représentant-consultant chinois. (La Colombie Britannique est présente autrement).

Des «boat people» aux affaires

Dans le cas du Québec, en 1979, des conseillers à l'immigration prennent place au 14^e étage du commissariat du Canada sur Hennessy Road. C'est l'année des «boat people» et le ministre Jacques Couture prend ce problème au sérieux. Plus tard, lorsque la décision est prise d'élargir la représentation québécoise en y ajoutant un spécialiste des affaires économiques, un banquier dynamique et bien connu de la communauté québécoise de Hong Kong est approché mais tout le projet reste en plan. À ce premier retard, s'en ajoute un autre: la querelle entre les ministres Jacques-Yvan Morin et Bernard Landry, le premier penchait en faveur de Hong Kong et le second lui préférait Singapour pour planter un second fleurdelysé en terre d'Asie.

Par ailleurs, entre la visite mémorable du premier ministre Margaret Thatcher à Pékin jusqu'à l'accord récent entre les deux pays au sujet de l'avenir de Hong Kong — deux années de nervosité et d'incertitude politique — les investisseurs de l'enclave britannique commencèrent à s'intéresser au pays de la feuille d'érable. En 1983, les investisseurs chinois ont transféré quelque 54 millions\$ par mois chez nous: soixante p. cent pour l'Ontario, trente p. cent pour la Colombie Britannique et l'Alberta et seulement dix p. cent pour le Québec.

Malheureusement, le Québec n'était peut-être pas aussi d'attaque qu'on l'aurait souhaité pour profiter de la situation. Une équipe dynamique dirigée par un agent économique aurait pu rendre des services très précieux. Tout le fardeau retomba sur les deux conseillers de l'immigration. Heureusement qu'ils étaient là. Ils passent

TOURNÉE DE LÉVESQUE ET LANDRY EN ASIE

Après bien des hésitations, le grand déblocage



Jules Nadeau



des dossiers d'immigrants et de réfugiés à ceux des hommes d'affaires investisseurs. Les consultants se joignent à la partie pour faire un important travail de prospection et de recrutement un peu partout.

Le ministre de l'Immigration de ce moment-là, Gerald Godin, tarda beaucoup à se présenter en personne dans ce centre international des Finances pour faire valoir les atouts du Québec. Lorsqu'il y prit publiquement la parole en février dernier, il se sentit obligé de dénoncer ceux qui, selon ses propres termes, menaient «une campagne assez dégueulasse merci contre le Québec», notamment sur la question de la loi 101.

Mais, font remarquer plusieurs ici, «les absents ont toujours tort» et il aurait mieux valu être en force sur place pour donner nous-mêmes une idée juste de la province où l'on parle français. (Le ministre Godin fit des accusations très précises mais le premier ministre qui reprit les mêmes thèmes à Tokyo et à Hong Kong se contenta d'attaquer «certaines gens».)

Faire ce court historique de l'accouchement difficile de la deuxième délégation du Québec en Extrême-Orient ne veut pas dire distribuer des votes de blâme à ceux qui ont travaillé sur le dossier chinois. Ce qui compte est ceci: ne plus faire d'erreurs, sortir de l'amateurisme et mettre les bouchées doubles non seulement pour rendre la nouvelle délégation efficace mais en même temps, éponger le retard.

Les augures sont bons

Heureusement, pour ce qui est de l'avenir, les augures sont bons et l'étape historique, le jalon avec un grand «J» a eu lieu il y a seulement quelques jours.

Les dépêches en ont parlé, le premier ministre Lévesque, le ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur, Bernard Landry et une dizaine

d'hommes d'affaires de grandes firmes ont successivement visité la Corée du Sud, le Japon, la Chine et Hong Kong. C'était la première fois que le «P.M.» se transformait en commis-voyageur (comme le font régulièrement d'autres chefs de gouvernement). Le haut calibre de la mission était à remarquer dans une région où peu de ministres québécois se sont aventurés dans le passé.

En faisant escale dans le «pays des bonzaï», nomination rapide de Jacques Girard pour remplacer Marcel Bergeron au poste de délégué du Québec. Vive la différence, le remplacement de Normand Bernier par Bergeron avait entraîné pendant 25 mois. En Chine, cinq ententes ou contrats sont signés à cette occasion et ces acquis démontrent bien que le nouveau pied à terre de Hong Kong sera fort utile pour couvrir la Chine.

Hydro-Québec s'engage dans une étude de faisabilité pour un barrage faisant partie du projet des trois gorges (Gezhouba) et c'est l'aboutissement de quelques années de promotion et de trois millions de dollars d'efforts. De la firme Bombardier, Laurent Beaudoin explique le besoin des Chi-

nois d'avoir des motoneiges pour patrouiller la frontière sino-soviétique. L'Institut Armand-Frappier se réjouit d'une nouvelle percée en Chine. Pour Hong Kong, il est aussi question de deux compagnies qui auraient bientôt pignon sur rue. Cégir se déplacerait de Manille vers Hong Kong et Lavalin enverrait aussi quelqu'un sur place.

On pense même plus grand. Le problème de choisir entre cette ville chinoise de 5,5 millions d'habitants et Singapour est tranché de façon magnanime: on ouvrira dès l'an prochain un bureau économique (donc plus modeste) dans le pays de Lee Kuan Yew. Pour d'autres endroits comme la Corée ou la Malaisie, par exemple, on songe déjà à des représentants qui assureraient les services essentiels de liaison avec l'ensemble du réseau.

Déblocage

L'expression «déblocage» vient de la bouche du ministre Landry dans une entrevue à une équipe de tournage de Via le Monde qui a accompagné la mission et tourne un documentaire. C'est le dernier jour du «safari asiatique» et malgré la fatigue des journées de 18 heures qui harasse tout le groupe,

on trouve encore le moyen de sourire. «Horaire démentiel», clame Landry en buvant une gorgée d'eau minérale.

La préparation du voyage a été plutôt rapide mais on se dit «très satisfait» des acquis de la tournée. «Le PM est maintenant sensibilisé à l'Asie», affirme-t-on dans son entourage. (C'est pourtant le premier du groupe qui a mis les pieds, il y a 32 ans, lors de la guerre de Corée...). La seule ombre au tableau: la couverture des médias. On aurait aimé que les reportages au pays portent sur l'essentiel et non sur des points secondaires et que les grands journaux y soient. La meilleure couverture? Certainement celle des reporters japonais. «Les Japonais et les Chinois en savent plus long sur nous qu'on en sait sur eux», d'ajouter l'ex-correspondant de guerre Lévesque au cours d'une entrevue dans sa suite d'hôtel.

Toujours à propos de la nouvelle délégation qui sera située dans l'édifice où sont l'Ontario et l'Alberta, Admiralty Centre, on cherche actuellement le candidat idéal pour le poste de conseiller économique. Un homme d'affaires, ou un économiste, le bon diplômé en main et une solide expérience de notre milieu en plus d'un sens du travail d'équipe. L'attaché commercial sera recruté sur place, probablement un Chinois parlant mandarin et cantonais. Pas de conseiller polyvalent pour le moment. Parmi les mandarins présents mardi dernier à Hong Kong on promettait de faire diligence. «Depuis que je suis à ce ministère je n'ai jamais laissé un poste vacant plus d'un mois», renchérit Bernard Landry.

Le nouveau délégué

Depuis novembre 1983, Jean-Yves Papineau était le directeur des affaires d'Asie et d'Océanie au ministère des Affaires intergouvernementales et c'est lui qui a dirigé avec succès la préparation de la partie québécoise de la visite du premier ministre Zhao Ziyang, en janvier 1984. Notons en passant que l'invitation de ce dernier à M. Lévesque de se rendre dans la capitale chinoise a en quelque sorte déclenché tout ce processus de percée inattendue du Québec en Asie.

Bien qu'il soit de formation scientifique, M. Papineau passe rapidement au management dans une filiale de Domtar où il travaille pendant dix ans. Il est ensuite nommé conseiller économique à Paris. Il revient passer une autre tranche de dix ans au Québec dans le secteur public et privé. Expérience précieuse: il ouvre le bureau du Québec dans l'Ouest canadien, plus précisément à Edmonton, où il acquiert une excellente réputation. Il s'y développe pour notre province un marché qui dépasse les deux milliards de dollars.

Dans une entrevue à **plus**, M. Papineau déclare: «Il y a quatre ans, le Québec vendait pour 50 millions\$ à la Chine populaire et actuellement, ce chiffre a été quadruplé. Pour ce qui est de l'importance de la Chine par rapport à Hong Kong, nous vendons huit fois plus à la Chine. Inutile de souligner le fait que la nouvelle délégation va insister beaucoup plus sur l'ensemble du marché chinois et que Hong Kong sera important pour prendre contact avec les compagnies qui y font affaires».



Le nouveau délégué du Québec à Hong Kong, M. Jean-Yves Papineau avec M. Hilton Cheu Cheong Lee, président du Conseil urbain et M. Fong, vice-directeur de la Banque de Chine (à droite).

« Ils nous ont fait des tas de promesses mais ils n'en ont tenu qu'une. Ils nous ont promis de prendre nos terres et c'est ce qu'ils ont fait. » Norman Snowball n'a pas oublié. Il était maire du village inuit de Port-Burwell quand, dans la soirée du 7 février 1978, un coup de téléphone a signifié la fin de son mandat. Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (T.N.O.) fermait ce village, situé sur l'île de Killiniq, à la pointe extrême du territoire québécois, entre la baie d'Ungava et la mer du Labrador.

Cette fermeture subite, destinée, croyait-on, à régler les problèmes d'un village moribond, n'aura finalement réussi, plus de six ans plus tard, qu'à créer de nouveaux problèmes qui se traduisent aujourd'hui par une poursuite de 56 millions \$ de la part des Inuits contre le gouvernement fédéral et celui des Territoires du Nord-Ouest.

En fait, les «déportés» de Port-Burwell n'ont jamais digéré la fermeture subite de leur village et la façon dont ils ont été traités dans toute cette affaire.

Au lendemain du coup de téléphone fatidique, au petit matin, un avion affrété par le gouvernement des T.N.O. a emmené Snowball et sa famille à George River, à 45 minutes de l'île de Killiniq. Le reste de la population a été évacué, les jours suivants, dans cinq villages du Nouveau-Québec. Plusieurs familles ont dû laisser derrière elles une partie de leurs biens faute de place dans les avions. «Il y avait près de 117 000\$ de nourriture dans la coop quand ils ont fermé le village», se souvient Michael Keelan, ex-gérant du magasin. «J'étais à ce moment-là à Yellowknife. J'ai reçu un coup de téléphone de ma femme m'apprenant que les avions du gouvernement venaient les chercher au petit matin.»

Plus d'infirmerie, plus d'école

Pourquoi avoir fermé Port-Burwell? Parce que, soutient le gouvernement des T.N.O., il ne restait plus que 47 personnes dans ce village en 1978, qu'il devenait trop coûteux d'y maintenir des services et qu'en plus, des habitants nous ont demandé de les aider à quitter la place.

Si des gens ont effectivement demandé à quitter le village, répondent les porte-parole inuits, c'est parce que le gouvernement a graduellement diminué les services avant 1978. Les gens ont pris peur. Le gouvernement des T.N.O. a tout fait, soutiennent-ils, pour amoindrir un village qui comptait 150 personnes en 1971 et qui était cité comme exemple de prospérité.

«Quand ils ont fermé l'infirmerie en 1977, c'est comme s'ils essayaient de nous tuer», affirme l'ex-maire Snowball. Le gouvernement a bien garanti alors des visites médicales régulières et l'évacuation des malades par avion si nécessaire. En fait, ce n'était rien de rassurant. «Il arrive que l'île soit isolée pendant des jours parce qu'aucun avion ne peut atterrir à cause du brouillard», précise Mark Gordon, de la société inuit Makivik. (1)

Autre coup dur: le gouvernement fait savoir la même année qu'il ne peut garantir les fonds pour maintenir l'école. L'année

DANS LE GRAND NORD QUÉBÉCOIS

Une bien étrange déportation



Carole Roy

précédente, rappelle Michael Keelan, c'est le bateau de pêche du village que le gouvernement avait repris. «Soi-disant pour le réparer, mais nous ne l'avons jamais revu.»

Pas plus de chance avec la petite usine de réfrigération de poisson. Elle avait fonctionné entre 1971 et 1973. Les habitants ont fait des démarches pour la réactiver. En vain. «Ils avaient pourtant déjà dépensé 100 000\$ pour la mise sur pied de cette usine», ajoute Keelan.

Enfin, le coup de grâce: quelque temps avant la fermeture du village, le gouvernement avait fait savoir qu'il ne pouvait garantir l'alimentation en électricité au-delà de février 1978. «Que pouvions-nous faire?», demande Michael Keelan.

Une poursuite de 56 millions

Port-Burwell n'était pourtant pas destiné à un sort aussi misérable quand il fut intégré dans la Convention de la Baie James et du Nord québécois en 1975. Ses habitants se sont même fait garantir des territoires de chasse et de pêche en

sol québécois. Seulement voilà: l'île de Killiniq ne fait pas partie en fait du territoire du Québec. Un bras de mer la sépare du continent. Port-Burwell, malgré la convention de 1975, a donc continué de relever du gouvernement des T.N.O., qui à son tour rend ses comptes aux autorités fédérales. On pouvait donc fermer le village malgré l'existence de territoires de chasse et de pêche en sol québécois.

Pas si sûr, répondent les Inuits. L'article 2.3 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois stipule que «le Canada ou le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, selon le cas, continuent d'être responsables de fournir des programmes et des services aux Inuits qui résident habituellement à Port-Burwell».

C'est sur la base de cette clause qu'une poursuite de 56 millions \$ était déposée le 24 janvier dernier en cour fédérale, devant les lenteurs des négociations avec les autorités concernées en vue d'obtenir une compensation. Cette

cause n'est pas «activée» pour l'instant: on veut donner une dernière chance à la négociation. «Les Inuits ne sont pas des gens belliqueux et préfèrent des solutions à l'amiable», commente Gilles Gagné, leur avocat dans cette affaire.

La négociation, elle, traîne depuis longtemps et les dernières élections n'ont rien fait pour accélérer les choses. L'ex-ministre des Affaires indiennes et du Nord, John Munro avait promis le 19 février dernier un rapport rapide — «dans les deux semaines» — et positif pour les «déportés». Autre promesse non tenue. Le 7 mai dernier en fait, le ministère faisait connaître les scénarios possibles pour résoudre ce problème: le statu quo, une aide aux communautés qui ont accueilli les familles de Port-Burwell, le retour à Port-Burwell ou un relogement à Takpangayuk (40 km au sud de Killiniq, en sol québécois). Le prix: 25 millions \$ pour le relogement, 27 millions pour le retour à Port-Burwell y compris une nouvelle piste d'atterrissage. La décision appartient maintenant au nouveau ministre des Affaires indiennes et du Nord, M. David Crombie.

Au bas de la liste

En attendant, les gens de Port-Burwell vivent tant bien que mal dans les communautés où on les a installés au Nouveau-Québec, il y a 6 ans. «Les familles de Port-Burwell ont été parachutées dans des communautés qui faisaient déjà face à une crise du logement et qui bénéficiaient de ressources minimales», affirme Mark Gordon de la Société Makivik. «Ces gens sont arrivés sans prévenir et ont été mis au bas de la liste pour les emplois, les maisons... Ils sont devenus des réfugiés sociaux.»

Québec non plus n'a pas été prévenu. «Nous n'étions même pas au courant», affirme Eric Gourdeau responsable du Secrétariat des activités gouvernementales en milieu amérindien et inuit. «C'est comme la deuxième déportation des Acadiens», ajoute-t-il, en déplorant la manière dont on a déplacé ces gens.

Les villages qui ont accueilli ces déportés n'ont reçu aucune ressource supplémentaire. Certaines familles vivent d'ailleurs à des centaines de kilomètres des territoires de chasse et de pêche que leur allouait la Convention de 1975. «Nous vivons à Quaqtaq depuis cinq ans et demi et nous ne nous sentons pas encore totalement acceptés», dit Michael Keelan. «Nous sommes encore des étrangers. Lorsqu'une nouvelle maison est construite, nous sommes les derniers sur la liste d'attente. Parfois, j'ai seulement envie de plier bagage et de partir.»

Partir où? À Takpangayuk, comme le souhaitent la plupart des déplacés de Port-Burwell. Ils y seront à proximité de leurs territoires de chasse et de pêche.

Partir quand? Assez tôt, espèrent-ils. «Nous prévoyons acheter un bateau de pêche pour notre nouveau village l'an prochain», précise Keelan. D'où vient cet espoir après tant d'années de vaine attente? C'est que les ex-habitants de Port-Burwell ont maintenant un nouveau député: il s'appelle Brian Mulroney, assermenté la semaine dernière. «Les gens de Baie-Comeau ont maintenant leur député», a-t-il déclaré lors de l'assermentation. Les gens de Port-Burwell espèrent qu'ils en ont un aussi.

(1) Association des Inuits du Nouveau-Québec, créée par une loi spéciale du gouvernement du Québec à la suite de la convention de la Baie James pour administrer les indemnités reçues et défendre les intérêts sociaux des Inuits.



Norman Snowball, ex-maire de Port-Burwell. Un coup de téléphone, un soir...



René Viau

ARCHIT



Le Forum romain et l'église San Luca à Rome, avant 1864.

PIERRES ET PELLICULE

Un siècle de photos

d'architecture à cette époque. Avec Maxime Du Camp et d'autres, cette soif de découvertes nous amène au pied des pyramides, devant la maison du Tintoret à Venise, photographiée par Carlo Ponti, sous les portiques en ruines de l'Acropole, dans les cloîtres de l'Alhambra ou même avec Felice Beato, au cœur des mystères de l'Empire du Soleil Levant alors inaccessible aux yeux des Occidentaux. Viollet-Le-Duc voyait dans ces premières photographies «des procès-verbaux irrécusables». Cette vérité de l'image photographique qui, dans sa frontalité, ses cadrages et sa profondeur de champ, devait beaucoup à la tradition du dessin sera peu à peu trahie.

Les grands maîtres

Place Saint-Marc à Venise, en 1860, dans une épreuve à l'albumine, un photographe anonyme donne, de la forme en trapèze de la célèbre piazza, une impression de symétrie contraire à la réalité par le cadrage qu'il utilise. Dorénavant, le document même sera remis en question. Plus qu'un simple outil, celui-ci portera de plus en plus les traces de l'attitude du photographe face à son sujet.

Parallèlement aux évolutions techniques de la photographie, le regard aussi évoluera. En se débarrassant du matériel encombrant, la photographie ne se contentera plus de reproduire et de documenter. Atget, comme Proust, nous entraîne dans son temps perdu avec une envie de promenade brumeuse sur les pavés mouillés d'un Paris à découvrir. Mais il sera bientôt seul sur ces pistes nostalgiques. Avec Stieglitz, la photo a fini de solliciter les reflets nostalgiques des monuments du passé. Les angles et les cadrages rythmés, les effets de lumière, vont se multiplier. La photo épousera le modernisme de son sujet: l'archi-

itecture moderne qui veut dynamiser le plan avec des lignes de force pures et expressives. La photo se fait le résumé expressif du bâtiment et clame avec le Bauhaus les nouvelles esthétiques. Architectes et photographes s'abreuvent aux mêmes sources. La ville entière, ses zones grises et ses quartiers industriels emmitouflés de fumée, ses ombres et ses lumières, le décor intérieur de ses habitants, leurs misères durant la crise... rien n'échappera alors au colimateur de cette photographie moderne d'architecture qui, en se libérant du monument et de son emprise monolithique, n'a cessé d'augmenter sa capacité de proposer avec émotion, elle aussi, des espaces à explorer.

«Il y a ici tellement de directions», nous confie Phyllis Lambert, récente *grande Montréalaise* et directrice du Centre canadien d'architecture. «L'exposition nous convie à la découverte d'un médium et à son expérimentation mais aussi à la découverte d'un monde qui peu à peu sera le nôtre. Regardez, par exemple, les photographies américaines. Des villes poussent. Une nation se forme sous nos yeux. On assiste aux difficultés dont celles de la crise qui l'affligent. C'est un témoignage sur l'évolution de l'architecture et de la photographie mais aussi sur l'évolution des mentalités.»

À travers le miroir des meilleures photos prises par les meilleurs photographes: Atget; Sander; Walker Evans; Berenice Abbott... pour ne nommer que ceux-là et dans un rare panorama international, l'exposition ne cesse également d'interroger, avec ses images du temps, l'espace et ses interprétations. Elle dépasse ainsi les limites de son thème — l'architecture pourtant si somptueusement servie — pour illustrer l'influence des découvertes technologiques et artistiques sur la vision du photographe.

Une rencontre: celle de la photo avec la pierre, nous ouvre les portes de tout un monde. Un siècle de photographies d'architecture nous prouve que ce ne sont pas que des édifices ou des bâtiments qui nous sont simplement rendus par la photographie. Ensemble, ces rêves de pellicule et de pierres se conjuguent pour nous faire expérimenter un espace inédit qui se situe quelque part entre le réel et la subjectivité.

Histoire de l'architecture? Histoire de la photographie? Allez donc savoir! Ici, on a le choix, tant l'une et l'autre sont liées. À partir de la très riche collection de plus de 25 000 photographies sur le sujet du Centre canadien d'architecture, le Musée des Beaux-Arts du Canada — c'est le tout nouveau nom de l'ex-Galerie nationale d'Ottawa — retrace, en 183 oeuvres maîtresses, l'histoire de ces deux formes d'expression. Organisée par le Centre canadien d'architecture, l'exposition, qui commande le superlatif, a été acclamée à l'étranger lors de sa présentation au Centre Georges-Pompidou de Paris, au Cooper-Hewitt Museum de New York, à l'Art Institute de Chicago et au Kunsthaus Lempertz de Cologne. À Ottawa, l'exposition **Photographie et architecture: 1839-1939** se terminera le 11 novembre prochain.

Que personne ne bouge!

On le sait: la première photo représentait une vue urbaine captée

par Niepce à travers sa fenêtre. Lorsqu'en 1844, l'Anglais Talbot publiera le premier recueil de photographies, près de la moitié d'entre elles avaient comme sujet l'architecture. Il faut dire qu'à cette époque, les temps de pose se comptaient en quarts d'heure et la pierre a le formidable avantage de ne pas bouger! Penché sous son rideau noir, le photographe, le nez dans sa lourde chambre d'acajou et de cuivre poli, empêtré sous le poids de ses encombrantes plaques de verre qu'il émulsionnait au pinceau et dont la sensibilité était plutôt faible, était à cent lieues de se douter que l'on pourrait plus tard réaliser des instantanés!

Certains sujets s'imposaient donc. L'architecture, notamment, et il fallait répertorier pour la postérité ces grands monuments du passé que l'engouement romantique pour le moyen-âge redécouvrait. Avec rapidité, tout de même et véracité. L'inventeur du procédé négatif-positif, William Talbot, un Anglais, observe en 1845 que «même les artistes accomplis profitent désormais d'une invention qui trace en quelques instants les moindres détails... dont toute copie fidèle exigerait plus d'une journée de dessin». Désormais, la nouvelle invention sera le prétexte à des tout nouveaux safaris photographiques recueillis aux quatre coins du monde. On partait pour la Grèce, la Terre Sainte, l'Italie, l'Égypte, le Liban, l'Inde et même l'Orient mystérieux afin de garder

la trace de ces prestigieux monuments exotiques. C'est aussi l'époque des premiers inventaires archéologiques, des premiers répertoires, en France et en Angleterre dressant l'inventaire des richesses nationales. Elles sont ici sous nos yeux, exaltées par la teinte jaunée du papier, toutes ces merveilles. On devait admirer à l'époque la fidélité absolue au réel, l'enregistrement des détails et la façon dont le grain de la pierre se fondait à celui du papier sépia au rendu riche de ces premiers daguerréotypes, épreuves sur papier salé, à l'albumine et aux sels d'argent. Ce sont ces vues de vieilles villes médiévales ou des cathédrales gothiques célébrées par Viollet-Le-Duc; ce sont ces scènes urbaines où des ombres fugitives apparaissent en tremblant sans jamais rompre le calme ambiant; ce sont ces images, enregistrant un progrès naissant, d'ouvrages d'art — Crystal Palace, pont de Londres — où pour la première fois la fonte fait place à la pierre — qui captivent les premières le visiteur.

On se tournera très vite vers les grands monuments de l'histoire: palais italiens, pyramides d'Égypte, tombeaux bibliques ou temples de l'Inde. Déjà, des grands noms apparaissent: Baldus, Nègre, Marville, Le Secq...

Explorer le monde et garder la trace de ses grands monuments: voilà donc, un siècle avant que Montréal soit captée par l'objectif de la navette spatiale, la tâche que s'était fixée le photographe

2^e SALON NATIONAL DES

galeries d'art

« **C**ela a dépassé tout ce que j'attendais. La réaction et l'enthousiasme du public ont été fulgurants. Beaucoup de murs sont tombés durant ces trois journées. » Celui qui parle ainsi, c'est l'organisateur et artisan du premier Salon national des galeries d'art, M. Jean Turgeon, commentant le succès inespéré de ce premier Salon qui a eu lieu l'an dernier, en une période pourtant ingrate, celle de la Fête du travail, au Palais des Congrès nouvellement inauguré.

Hors des querelles de chapelles et des ghettos pour snobs, ce Salon a eu l'immense mérite de mettre en contact l'art et le grand public. « Il y avait un besoin; nous l'avons comblé », explique modestement Jean Turgeon. Les chiffres sont ici éloquentes.

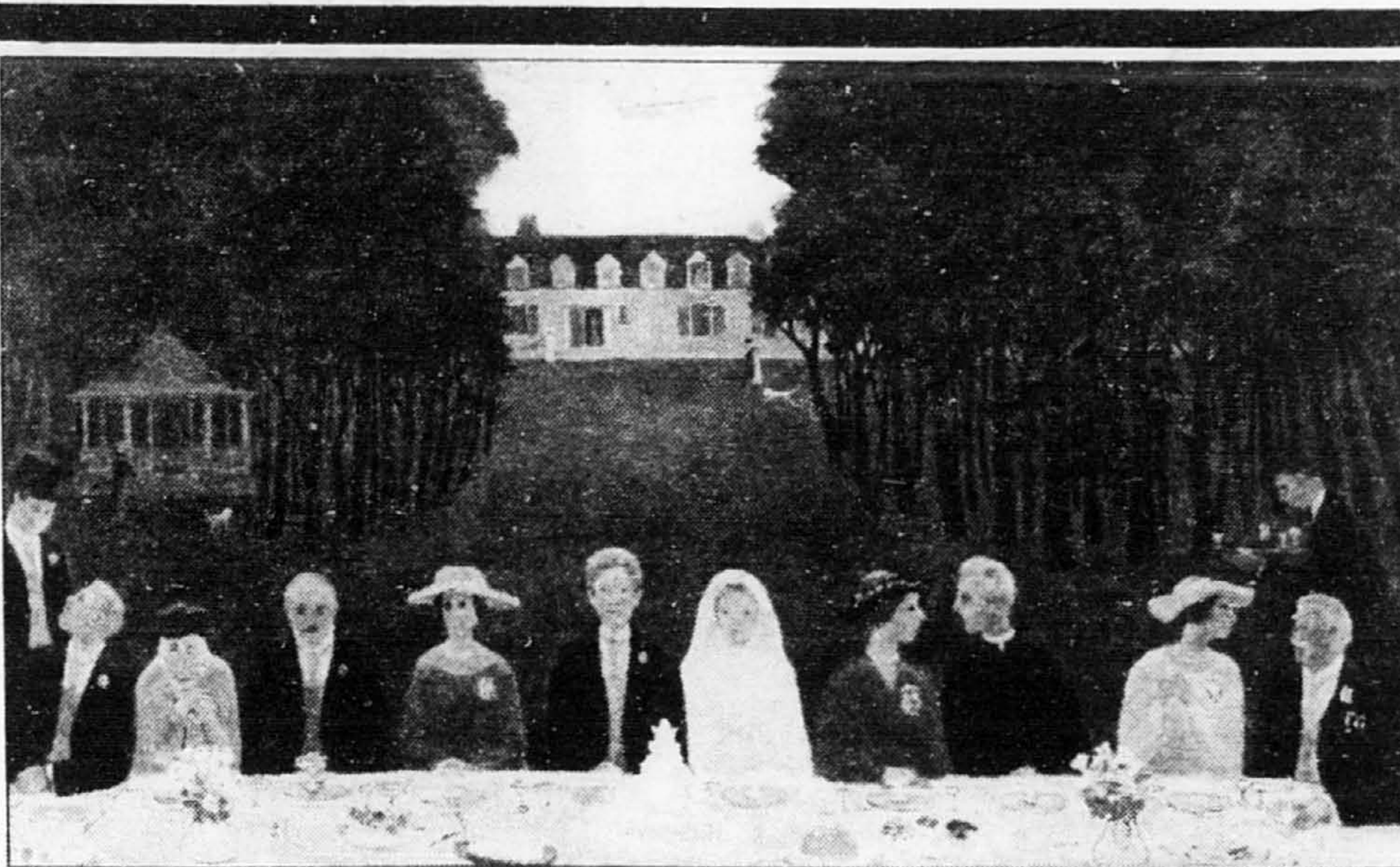
Dès sa création, le Salon obtenait un succès sans précédent autant comme événement artistique que commercial. Qu'on en juge: 25 000 visiteurs. Un volume de transactions de plus de 1000000\$. Des Marc-Aurèle Fortin se sont envolés pour 25000\$. Près de mille oeuvres d'art ont été offertes à la vue du grand public. Cette année, pour sa deuxième édition, avec l'augmentation du nombre et de la qualité des exposants (118), avec l'expansion du programme d'animation qui accueillera 65 conférenciers, le nombre des visiteurs devrait dépasser le cap des 35000.

Pour son président, le Salon national des galeries d'art a réussi à convaincre l'opinion publique que les Montréalais aimaient les beaux-arts et qu'un tel événement pouvait avoir sur les foules un attrait aussi grand que des événements sportifs majeurs ou même des spectacles de variétés.

L'an dernier, l'accent fut mis sur le marché de l'art: On y parla beaucoup de cotes, de placements, de trouvailles et de «poulains à surveiller». Pour sa deuxième édition, le Salon mise avant tout sur son aspect culturel. Son objectif premier, qui était de sensibiliser l'acheteur au monde de l'art, a été atteint puisqu'il fallait stimuler le marché. Familiarisé avec les rouages du marché de l'art, le public désormais se tourne plus vers la dimension «animation».

Avec pour thème cette année *L'art et la femme*, le Salon se fait plus sociologique. «Nos artistes féminins méritent d'être beaucoup plus encouragées qu'elles ne le sont, estime Jean Turgeon. Même dans un domaine où elles sont nombreuses et où elles excellent, les femmes sont négligées.»

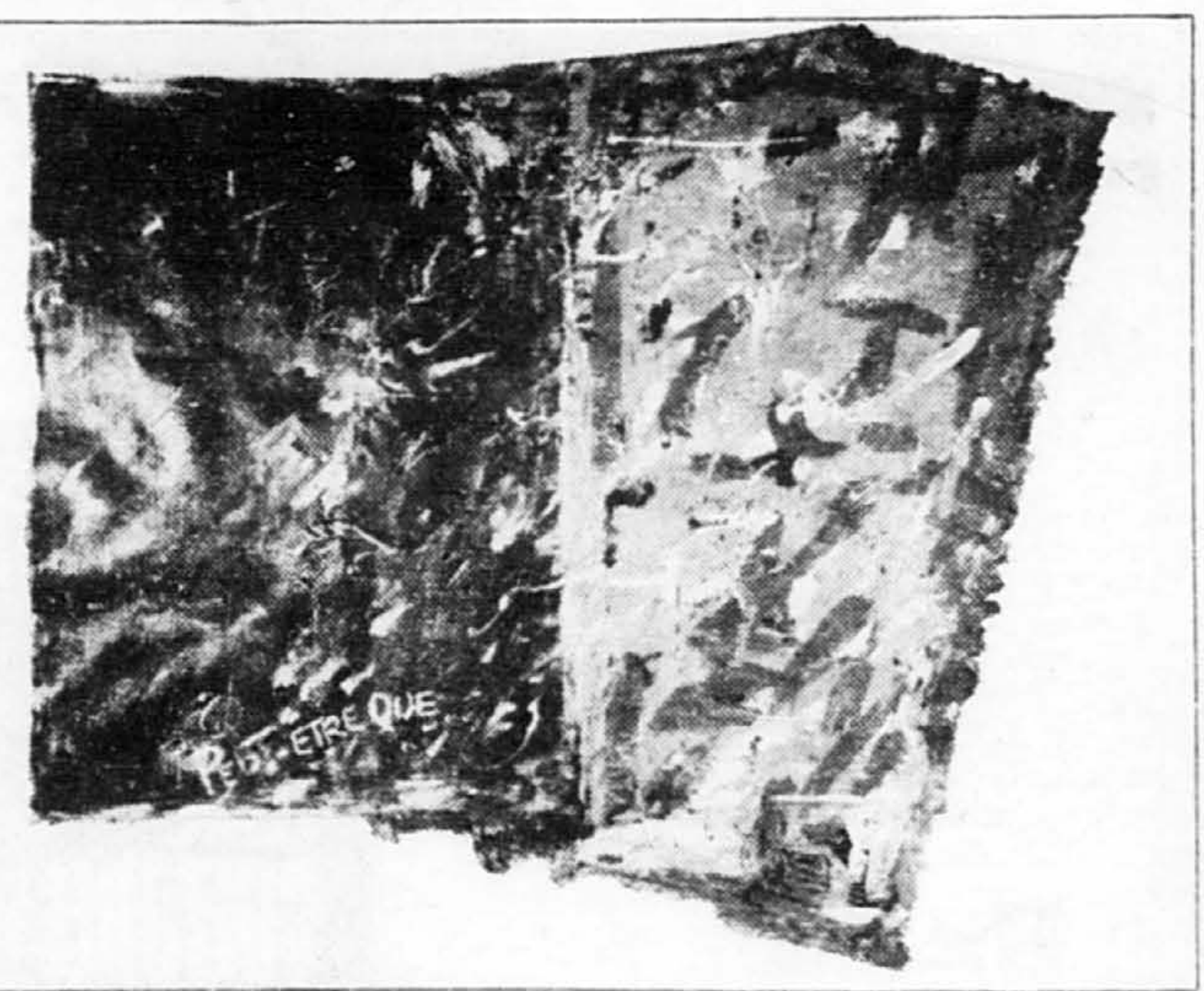
Pour illustrer ce thème, un hommage sera rendu à Marcelle Fer-



Jean-Paul Lemieux,
«Les noces de juin». Huile, 71" x 44 1/2". Collection Radio-Canada.

Ken Danby,
«Downhill Racer», lithographie. Galerie Mihalès.

Louise Robert,
«No 437», acrylique sur papier, 120 cm x 135 cm. Galerie Yajima.



ron, Prix Borduas 1983. «C'est du reste une tradition que nous voulons instaurer, explique Jean Turgeon». À partir de cette année, et cela tous les ans, le Salon rendra hommage au gagnant de ce Prix, qui est notre distinction la plus prestigieuse dans le domaine des beaux-arts. La journée du 18 octobre sera entièrement consacrée à souligner la contribution des femmes à notre patrimoine artistique. Elle se terminera par un grand débat dont le thème est à lui seul tout un programme: Les expositions de femmes artistes, instruments de promotion ou ghetto?

Le Salon, par son thème sur l'art et la femme, veut à sa façon faire évoluer les mentalités et montrer que le champ de l'art est ouvert à tous. Pas étonnant que le programme d'animation soit en outre axé sur l'examen des problèmes de diffusion de l'art avec, toujours en filigrane, cette volonté de souligner le rôle des femmes dans la création plastique. C'est dans cette perspective que l'on examinera, tour à tour, le rôle des gouvernements, des médias et des marchands au cours de conférences ou de tables rondes. Les médias font-ils leur juste part dans la diffusion des beaux-arts? La question est cruciale. Signalons ainsi le débat organisé en collaboration avec la Société Radio-Canada et portant sur le rôle de la télévision par rapport aux arts visuels, débat qui aura lieu le samedi 20 octobre à 20 heures.

Parallèlement aux expositions, le Salon comptera plusieurs autres événements spéciaux dont des séances de signature et des rencontres organisées en collaboration avec les galeries. Favoriser la diffusion de l'art, voilà le mot clef de ce Salon qui, bien sûr, est une grande exposition des beaux-arts.

tion où se trouvent réunis à la fois des galeries commerciales, des musées et centres d'expositions, des collections d'entreprises, des revues d'art et des associations d'artistes, bref tous ceux qui se sont engagés dans cette voie. En plus de pouvoir contempler ou acheter des oeuvres d'art anciennes, modernes ou contemporaines — ce secteur a été accentué cette année —, le public pourra visiter les expositions spéciales mises sur pied.

« Ici, de nous prévenir Jean Turgeon, l'art contemporain va véritablement se tailler la part du lion. » Toutefois, que les amateurs qui aiment afficher à travers les oeuvres qu'ils achètent un conservatisme de bon aloi se rassurent: paysages, natures mortes, compositions réalistes, art traditionnel québécois seront aussi au rendez-vous.

Pour Jean Turgeon, le Salon national des galeries d'art est promis à un brillant avenir. Son objectif à court terme est d'en faire un Salon international. Déjà cette année des pas sont faits dans cette direction avec la participation de plusieurs galeries américaines et italiennes. L'absence d'un marché de l'art bien établi ne le décourage pas. «Galeries et clients de partout peuvent venir ici se rencontrer. » «Son» Salon, selon lui, peut tenir tête aux grandes foires de l'art à travers le monde. Ce sont celles de Bâle et de Chicago. «Nous y travaillons. Il y a six ans, la foire de Chicago n'était presque rien. C'est aujourd'hui l'une des plus importantes au monde. Pourquoi pas nous? Quant à la foire de New York, elle est beaucoup trop commerciale », de constater Jean Tur-

geon. Selon lui, l'aspect éducatif de cette manifestation sans précédent reste le plus grand investissement à long terme.

Le Salon des galeries d'art aura lieu les 18, 19, 20 et 21 octobre au Palais des Congrès de Montréal, de 10 h à 22 h. Pour le visiter avec la meilleure documentation possible, un catalogue richement illustré est en vente au prix de 6\$. L'entrée est de 5,50\$ pour les adultes; 4,50\$ pour les gens de l'âge d'or; 3\$ pour les enfants et les étudiants. Enfin, un passeport de 16\$ permet d'y accéder pour toute sa durée.

Hommage à Marcelle Ferron

Primaire et raffiné, somptueux et barbare, l'art de Marcelle Ferron remue ciel et terre. Ce personnage, signataire du manifeste *Refus global*, qui a vécu l'aventure automatiste et dont l'art s'est transformé en un souci constant de s'intégrer au décor quotidien, s'est vu honorer, l'an dernier, de la plus haute distinction dans le domaine des arts visuels au Québec.

Prix Borduas 1983, Marcelle Ferron reçoit du Salon national des galeries d'art cette année un hommage d'autant plus mérité qu'il coïncide avec le thème de l'art et la femme que la manifestation a fait sien.

En l'honneur de cette femme artiste, le Salon convie ses visiteurs à voir un stand qui lui sera consacré. On y présentera une exposition résumant en quelques toiles importantes l'oeuvre de l'artiste. On pourra, en outre, y admirer une huile sur toile intitulée *Anna Pavlova*. Cette peinture a servi à l'exécution d'une reproduction sur papier haute qualité. Elle sera, pour l'occasion, mise en vente pour le public du Salon au prix de 30 \$.

Fougue et vitalité

Signataire du *Refus global*, Marcelle Ferron se vit frappée d'ostracisme dans le Québec de la fin des années quarante. Un long séjour en France, de 1953 à 1966, la fera connaître au public international. Ses tableaux d'alors éclatent tant en projections de masses qu'en éclairs et en fragments. La peinture pour elle est une sorte de poursuite de la lumière où la sensation se doit de faire une bonne partie du chemin. Cet art fougueux et rempli de vitalité est placé sous le signe du geste. Sa peinture s'est transformée peu à peu en des prestations encore plus raffinées, empreintes de sensibilité et de luxuriance orientale.

Nous connaissons son aventure automatiste et sa fidélité à l'esprit et à la lettre de ce célèbre mouvement. La fougue de son engagement dans de nombreuses causes politiques et sociales est aussi légendaire. C'est aussi du côté de l'enseignement que cet engagement s'est poursuivi.

L'aventure de la peinture chez elle s'est doublée d'une recherche exemplaire sur le vitrail et les propriétés plastiques du verre.



Marcelle Ferron, Prix Borduas 1983

Marcelle Ferron a fait, depuis 1966, la navette entre l'expression libre et les contraintes de l'intégration architecturale. Les deux disciplines jouant de la transparence et de la lumière et s'interpénètrent réciproquement. «Chaque tableau, déclarait-elle à la critique spécialisée à l'occasion de la remise de son prix, est un éternel recommencement. Il n'y a jamais rien d'acquis.»

Toujours la lumière

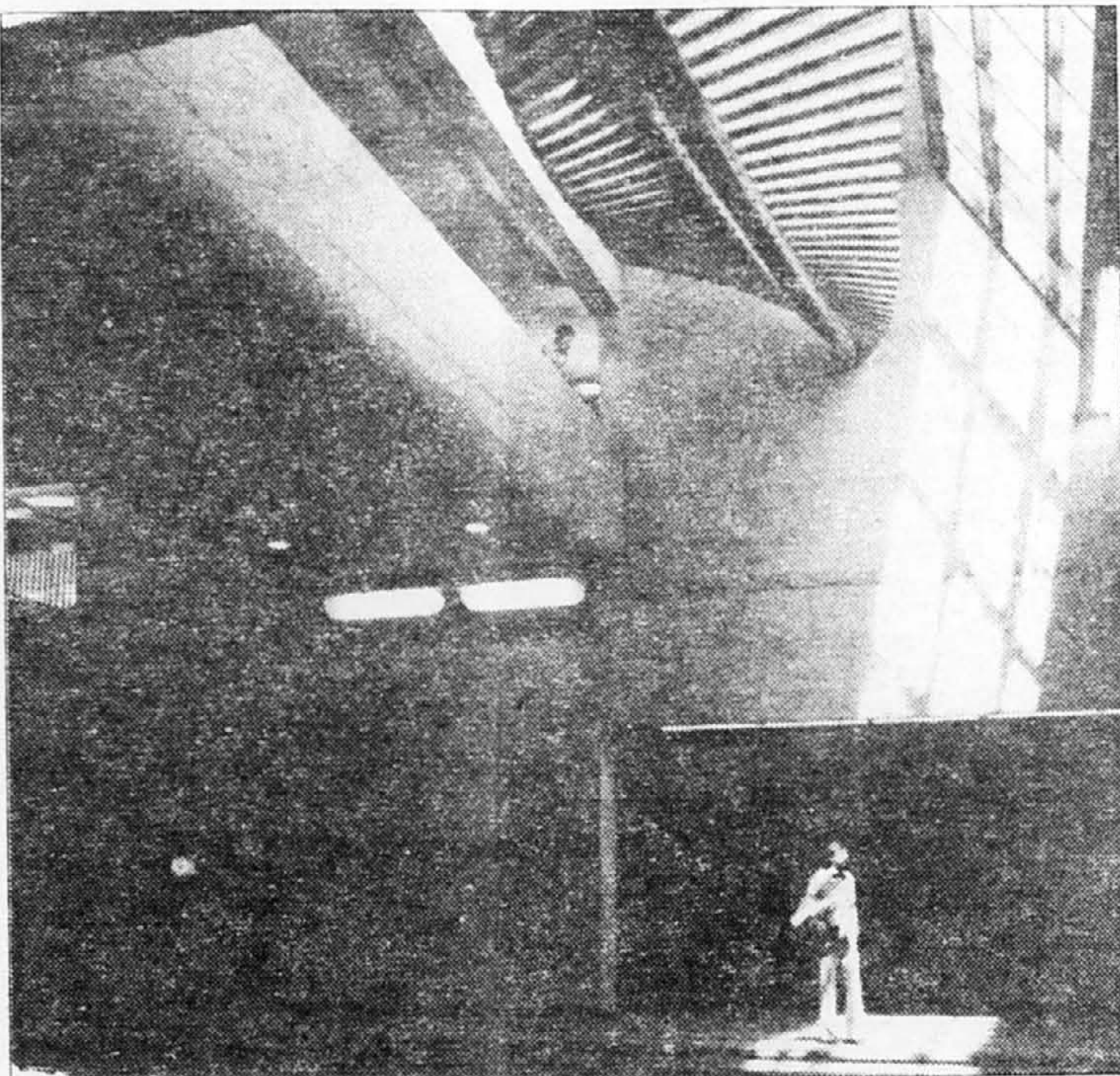
Les sentiers de la peinture l'ont conduite à ces rêves de lumière et d'espace que sont ses verrières, que l'on peut voir au Palais de Justice d'Amos, à la station de métro Champ-de-Mars, au Centre administratif de Granby ou même à l'Alliance Church de Saskatoon. Ces oeuvres ont fait de Marcelle Ferron l'une de nos grandes pionnières dans le domaine de l'intégration des arts à l'architecture.

Le verre, elle le découvrira un peu par hasard. «C'était en 1963, dit-elle. Je suis entrée dans une galerie à Paris où l'on présentait une grande exposition de dalles de verre dans lesquelles des artistes étaient intervenus au moment de la coulée. Ce fut pour moi une révélation. Dans un éclair, j'ai compris que j'avais devant moi le moyen d'expression que je cherchais depuis tant d'années!»

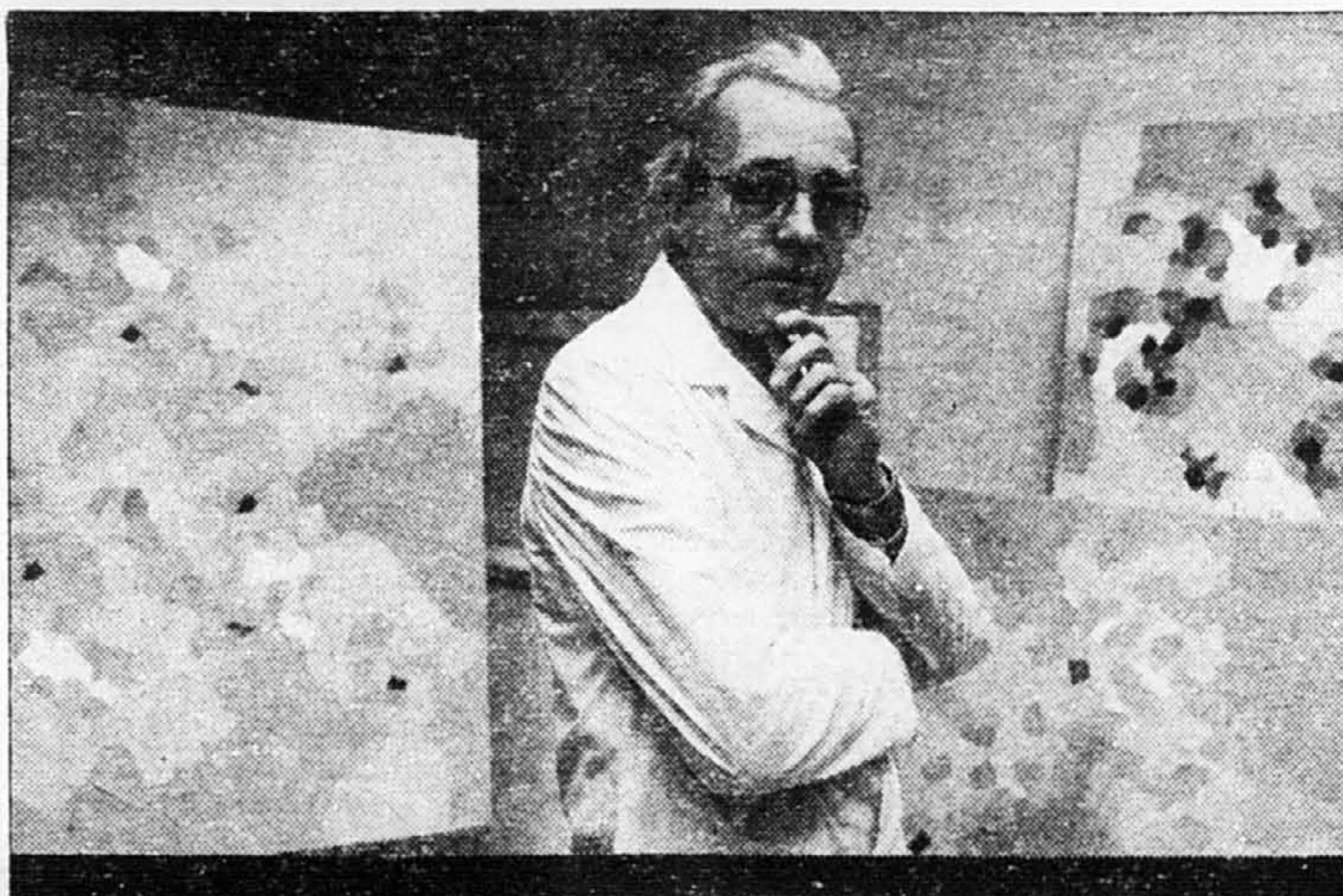
Fascinée par cette découverte, Marcelle Ferron abandonnera pendant sept ans la peinture pour se consacrer totalement à ses verrières intégrées à l'architecture.

«L'art, dit-elle, doit d'abord parler le langage des gens et de la sensibilité. C'est à cette condition qu'il pourra, comme dans le cas des grandes verrières du métro, quitter le ghetto trop étroit dans lequel on l'enferme bien souvent pour toucher le public d'aujourd'hui.»

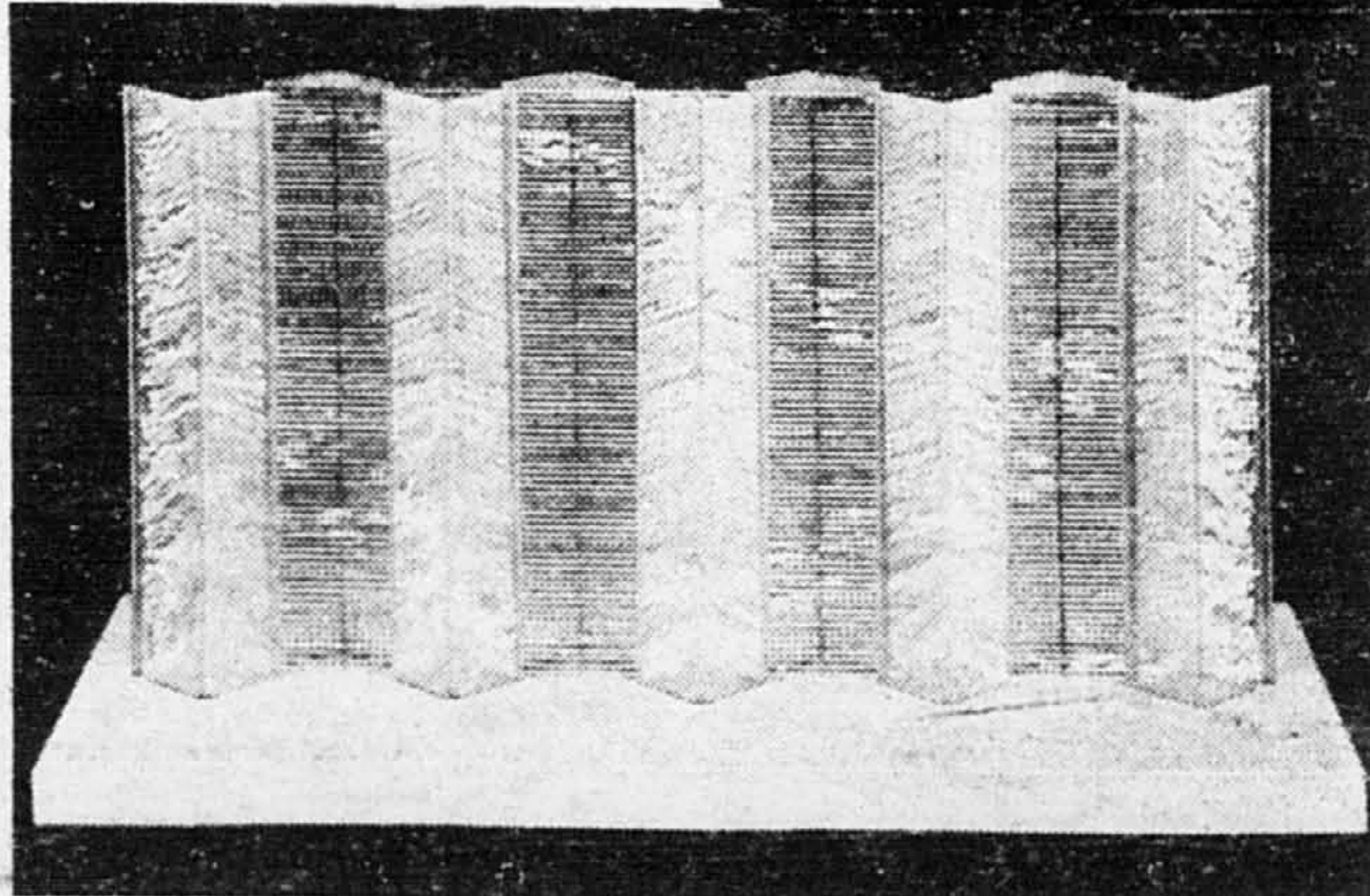
Verrière et sculpture de Marcelle Ferron pour la station de métro Vendôme, 1981.



Marcel Barbeau, à qui le Salon rend également hommage.



Lisette Lemieux, «Muralités». Verre coupé et traité au jet de sable. 30,5 cm x 54,2 cm x 22 cm.



L'art et la femme

De 12 h 30 à 13 h, cette journée s'ouvrira par une conférence d'Esther Dagan, spécialiste de la culture africaine et directrice de la galerie Amrad, sur *La femme et le symbole de fertilité dans la société africaine*. De 13 h 30 à 14 h 30, Jan Johnson, historienne d'art et courtière d'estampes anciennes, se penchera sur *La place de la femme dans la gravure*.

De 16 h à 16 h 30, *Rencontre avec Raymonde Godin*. D'origine canadienne et vivant à Paris depuis plusieurs années, Raymonde Godin nous fera partager son expérience et nous initiera à son oeuvre.

Gérer une carrière d'artiste. Tel est le thème d'une table ronde qui, de 17 h à 18 h, réunira Madeleine Pelland, épouse et collaboratrice du peintre Alfred Pelland, et l'artiste peintre Natacha Wrangel. Cette table ronde est organisée en collaboration avec le Conseil des artistes peintres du Québec. Il s'agit d'un témoignage sur la question d'une carrière artistique. Trois femmes, dont l'animatrice Marie Roberge, secrétaire du Conseil de la peinture, y témoigneront de leur expérience.

De 19 h à 19 h 30, Stuart Greenspan, rédacteur en chef du magazine américain *Art and Auction*, nous parlera de *Diane Arbus*, photographe, cette grande artiste disparue prématurément et dont l'oeuvre ne cesse de s'imposer.

De 20 h à 21 h 30 le débat intitulé *Les expositions de femmes artistes et le marché de l'art: instruments de promotion ou ghetto* clôturera cette journée. Les participants seront Rose-Marie Arbour, de l'Université du Québec à Montréal; Claude Brault, directeur de la galerie Alliance; Hélène Gauthier, artiste textile et présidente du Conseil des arts textiles; Lise Lamarche, directrice du département d'histoire de l'art de l'Université de Montréal; Luc Monette, directeur de la galerie UQAM; Elaine Steinberg-Kraut, agent d'artiste, conseillère de collection et conservatrice de l'exposition *Actuelles*. L'animatrice sera Margarita Riel, du Département des communications de l'UQAM.

Par son thème *L'Art et la femme*, le deuxième Salon national des galeries d'art apporte aussi son eau au moulin. Il y aura, tout d'abord, cet hommage à Marcelle Ferron qui s'inscrit bien dans le thème proposé. Le Conseil de la sculpture du Québec s'est également inspiré de cette thématique dans l'organisation de ses expositions au Salon et à l'intérieur du Palais des Congrès. On comptera près de 200 femmes artistes parmi les exposants. Notons également que la journée du jeudi 18 octobre sera entièrement consacrée à ce thème, dans le cadre du programme d'animation.

Des expositions pour tous les amateurs

Bonnard, Pissaro, Folon, Tapies, Chagall, van Velde, Vasarely, Viera da Silva, Riopelle, Lemieux, Rouault, Zao-Wou-ki, Hockney, Stella, Savoie, Roussil, Tosi-gnant, Lacroix, Louise Robert, Borduas, Arp, Louis Jacque, Raymonde Godin, Sanderborg, Antoine Dumas, Ayotte, Pelland, Ken Danby, Dumouchel... et combien d'autres encore. Le Salon national des galeries d'art plaira à tous les goûts et comblera les attentes des amateurs.

En regroupant les galeries, les musées et les associations, et en offrant au connaisseur le plus exigeant comme au simple curieux un éventail aussi stimulant d'oeuvres d'art, le Salon national des galeries d'art saura convaincre les plus irréductibles. Ici la densité en oeuvres d'art atteint un sommet; on y trouvera des spécialités aussi diverses que l'art africain et esquimaux, la figuration classique ou «néo-expressionniste», l'abstraction contemporaine et les recherches les plus osées de l'avant-garde. Bref, des écoles et des périodes pour tous. Mais le Salon national des galeries d'art ne s'arrête pas en si bon chemin. Plusieurs expositions spéciales sont prévues à son programme, dont cette présentation tout à fait inédite intitulée *Trip-Art*. Il s'agit, en fait, d'une anthologie des oeuvres produites au chic cabaret les Foufounes électriques où des artistes devaient, en un temps limité, exécuter une toile qu'on mettait immédiatement à l'enchère.

Le Salon fera aussi place à d'autres expositions spéciales, dont une présentation des acquisitions récentes de la Banque d'oeuvres d'art du Canada. Cet organisme gouvernemental s'est constitué une des plus belles et des plus imposantes collections au Canada. Les oeuvres sont sélectionnées par des jurys d'artistes et sont ensuite louées à des ministères, des bureaux du secteur public et parapublic, bref à tous ceux qui en font la demande, à condition, bien sûr, qu'elles soient accrochées à la vue de tous, puisque la vocation de la Banque d'oeuvres d'art est

de faire connaître l'art dans les milieux de travail.

Une sélection d'oeuvres tirées de la très belle collection de Radio-Canada sera en outre présentée pour la première fois.

En plus de l'exposition-hommage à Marcelle Ferron, le Salon rend aussi hommage à Marcel Barbeau par une présentation sommaire d'oeuvres résumant sa carrière. Cet artiste qui a joué un rôle important dans l'évolution de la peinture québécoise a été choisi pour réaliser l'affiche du Salon. Son oeuvre *Les yeux d'Elsa* servira aussi à la reproduction de la page couverture du catalogue ainsi qu'à une reproduction de haute qualité mise en vente au Salon.

Avec les présentations du Conseil de la sculpture du Québec, cette forme d'expression nous deviendra encore plus familière. Dans un premier volet, une vingtaine d'oeuvres ont été sélectionnées pour faire partie de l'exposition à l'intérieur du Salon, ce qui n'empêche pas la tenue d'un deuxième volet où des sculptures de grande dimension, réalisées par des femmes, seront offertes à la vue des amateurs dans le hall d'entrée du Palais des Congrès, histoire de mettre déjà les visiteurs dans l'ambiance.

Enfin, mentionnons que le Salon national des galeries d'art décernera cette année un nouveau prix destiné à récompenser les efforts de la galerie de l'année. Un jury est actuellement à examiner les dossiers.

TEXTURES

Louise BÉRUBÉ
 Francine COURCHESNE
 Micheline COUTURE-CALVÉ

Élene GAMACHE
 Hélène GOUDREAU
 Denise PHILIPPON

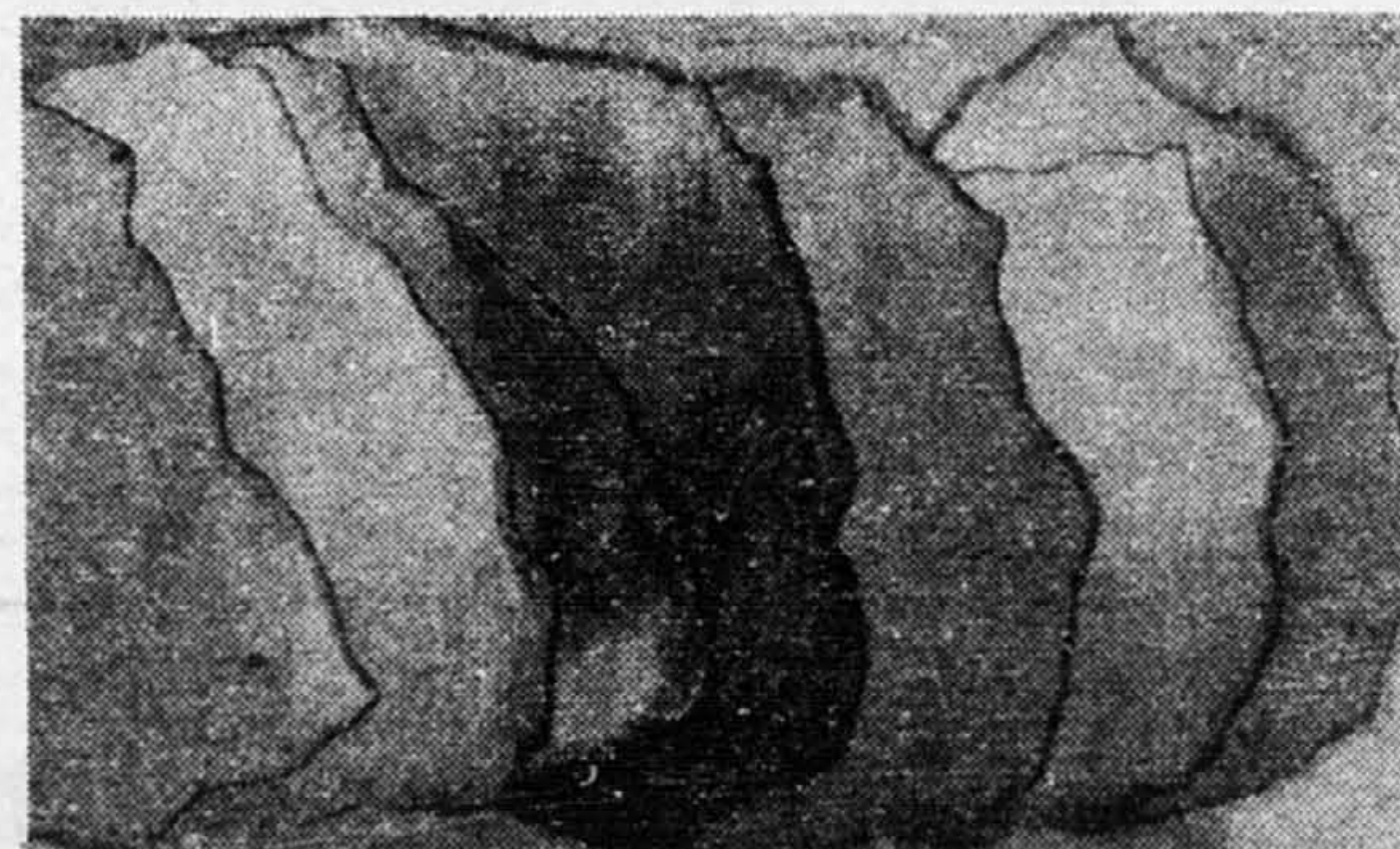
Mariette ROUSSEAU-VERMETTE
 Paulette-Marie SAUVÉ
 Carole SIMARD-LAFLAMME

En collaboration avec le
 CONSEIL DES ARTS TEXTILES DU QUÉBEC INC.
 DU 18 OCTOBRE AU 9 NOVEMBRE 1984



Galerie Alliance

Galerie d'art sans but lucratif commanditée par Alliance mutuelle-vie
 680, rue Sherbrooke ouest, Montréal (Québec) H3A 2S6 Tél. (514) 284-3768
 La galerie est ouverte du lundi au samedi de 11 h. à 17 h.



PAULETTE-MARIE SAUVÉ, Mutation, 1981 (1,83 X 3,35 m.)

Un lieu de rencontres et d'échanges

Instrument de commercialisation et de diffusion de l'art, le Salon national des galeries d'art est aussi, comme le démontre son programme d'animation, un événement culturel de premier plan.

Quelque soixante-cinq conférenciers, une centaine de marchands, plusieurs centaines d'artistes seront à votre disposition. Le Salon sera plus que jamais un lieu d'échanges et de discussions entre les artistes, les diffuseurs et le public.

Le programme d'animation s'ouvrira le mercredi soir 17 octobre, lors du gala bénéfice au profit du Musée d'art contemporain, par une conférence d'Alexandre Gaudier sur *L'art dans la cité* et un débat intitulé *Art contemporain: questions / réponses* qui vise à répondre aux interrogations du public face à l'évolution accélérée de l'art actuel.

Ce seront ensuite, à 22 h, un

buffet et un vin d'honneur, suivis à 23 h d'une visite exclusive du Salon.

Après la journée de jeudi consacrée à *L'art et la femme*, le programme d'animation s'intéressera plus précisément à certains aspects de la diffusion et du marché de l'art, durant les journées de vendredi, samedi et dimanche.

Ainsi le vendredi 19 octobre, le public sera convié à 11 h au lancement par les Editions Flammarion de *L'art de l'illustration*, ouvrage collectif publié chez Skira. De 13 h à 14 h 30, la discussion portera sur les contrats types de commandes d'oeuvres d'art intégrées à l'architecture et à l'environnement, avec Michel Brûlé, directeur du Service gouvernemental de la propriété intellectuelle et du statut de l'artiste au M.A.C.; Laurent Bouchard, directeur au Service de l'intégration des arts et du cadre de vie au M.A.C.; Tatiana Dermidoff-Séguin, présidente du Conseil de la sculpture, et Jo Ann

Mead, conservatrice de la collection Alcan. L'animatrice sera Ninon Gauthier, responsable du programme d'animation au Salon.

De 15 h à 16 h 30, la discussion portera sur *Le ministère des Affaires culturelles et le marché de l'art*. Ces exposés et discussions réuniront André Juneau, de la Direction générale des arts et lettres au M.A.C., et Roland Sasseville, de la Direction de la commercialisation et de la promotion des industries culturelles. L'animatrice sera Normand Wiener, du Département des communications de l'UQAM.

De 17 h à 19 h, ce sera l'*Atelier de restauration* avec Colette Naud. Restauratrice à l'Institut national de conservation des Musées nationaux, Colette Naud rencontrera le public et tentera de suggérer des remèdes simples et peu coûteux aux cas de restauration qui lui seront soumis.

De 20 h à 21 h 30, le débat portera sur *Le rôle de la critique face*

au marché de l'art. Quelles sont les responsabilités des critiques face au marché de l'art? Pour nous en parler: Gilles Brown, de la galerie Clarence Gagnon; Gilles Daigneault, du *Devoir* et de *Vie des Arts*; Jean Dumont, de *Montréal ce mois-ci*; Ninon Gauthier, analyste du marché de l'art à *Finance*; Michel Guimont, codirecteur de la galerie Lacerte-Guimont; Lorraine Palardy; Bruno Palmer-Poroner, de l'hebdomadaire new-yorkais *Art Speak*; Sarah McCutcheon, codirectrice de la galerie Ezperanza. L'animateur sera Normand Wiener, directeur du Département des communications de l'UQAM.

Samedi 20 octobre, de 13 h à 14 h, une rencontre réunira Madeleine Arbour, Philippe Dagenais, décorateurs, et Ginette Gadoury, directrice de *Décormag*, sur le thème *Décoration et oeuvres d'art*.

De 14 h 30 à 15 h, Francine Couture, du département d'histoire de l'art de l'UQAM, se penchera sur *Le marché de l'art chromo*, tandis que de 15 h 30 à 16 h 30 on se demandera *Que doit-on attendre d'une galerie d'art?* avec Noreen Corrigan, coordonnatrice des activités culturelles à Téléglobe Canada, et Thérèse Dion, conseillère pour la collection d'Air Canada. L'animatrice sera Ninon Gauthier.

De 17 h à 18 h, une table ronde réunira Guido Fucito, de la galerie Fucito; Elena Lee, de la galerie Verre d'art; Annie Molin-Vasseur, de la galerie Aubes; Alayn Ouellet, de la galerie parallèle Langage Plus d'Alma et, enfin, le Dr Max

Stern, fondateur de la galerie Dominion. Ils nous parleront de *La fonction critique d'un directeur de galerie*.

De 20 h à 21 h, c'est *Le rôle de la télévision par rapport aux arts visuels* qui sera passé au crible. Les participants seront Jean-Marie Dugas, vice-président adjoint à la télévision française de Radio-Canada; Madeleine Forcier, de la galerie Graff; David Homel, scénariste; Guy Robert, critique d'art; Yves Trudeau, sculpteur et membre de la Conférence canadienne des arts; Bernard Schiele, professeur au Département des communications de l'UQAM; Claude Sylvestre, vice-président à la programmation de Radio-Québec.

Dimanche, le Salon proposera, de 13 h à 14 h, son *Atelier d'aquarelle* et à 14 h 30 son *Atelier de gravure*: une démonstration sur les techniques de gravure donnée par Graff, jusqu'à 16 h 30.

Enfin, le Salon se terminera à 17 h par un bilan. Après deux ans d'existence, quel a été l'impact de ce Salon? A-t-il répondu aux attentes du public, des marchands, du milieu? Quelles sont ses perspectives d'avenir? *Le Salon national des galeries d'art de Montréal, bilan et perspectives* réunira donc Guy Boivin, de la Direction des industries culturelles; Ginette Bergeron, du *Devoir*; Michel Tétrault, directeur de la galerie Michel Tétrault, art contemporain; Jean Turgeon, président du Salon, et Jean-Pierre Valentin, directeur de la galerie l'Art français. L'animateur sera Normand Wiener, directeur du Département des communications de l'UQAM. □



FRANCE

Un bilan contradictoire

Paris boîtes à savon. Sarcelles; Bobigny; Vitry; le front de Seine; Cergy-Pontoise, Créteil... et surtout La Défense. Les noms de ces quartiers modernes n'évoquent que des champs d'asperges où ont poussé ces H.L.M. blêmes tristement célébrés par le chanteur Renaud.

Plus grande que Chicago ou Londres, Paris est devenu une «super-ville» avec ses dix millions d'habitants dont les quatre cinquièmes s'entassent en banlieue. Cette énorme croissance se concrétisera durant les années soixante et soixante-dix. Il fallait, durant cette période de modernisation, construire et vite. On ne peut pas dire que l'ère du «grand ensemble» ait marqué le paysage urbain de la capitale française. Comble de malheur, la période coïncidait avec le «nadir» — c'est le point opposé au zénith — de l'architecture française. Ici, l'architecture moderne a lamentablement échoué à sa tâche. Dans les quartiers neufs rôdent l'ennui et l'uniformité. L'architecture française était sur la voie d'une «manhattanisation» inquiétante.

Le constat d'un échec

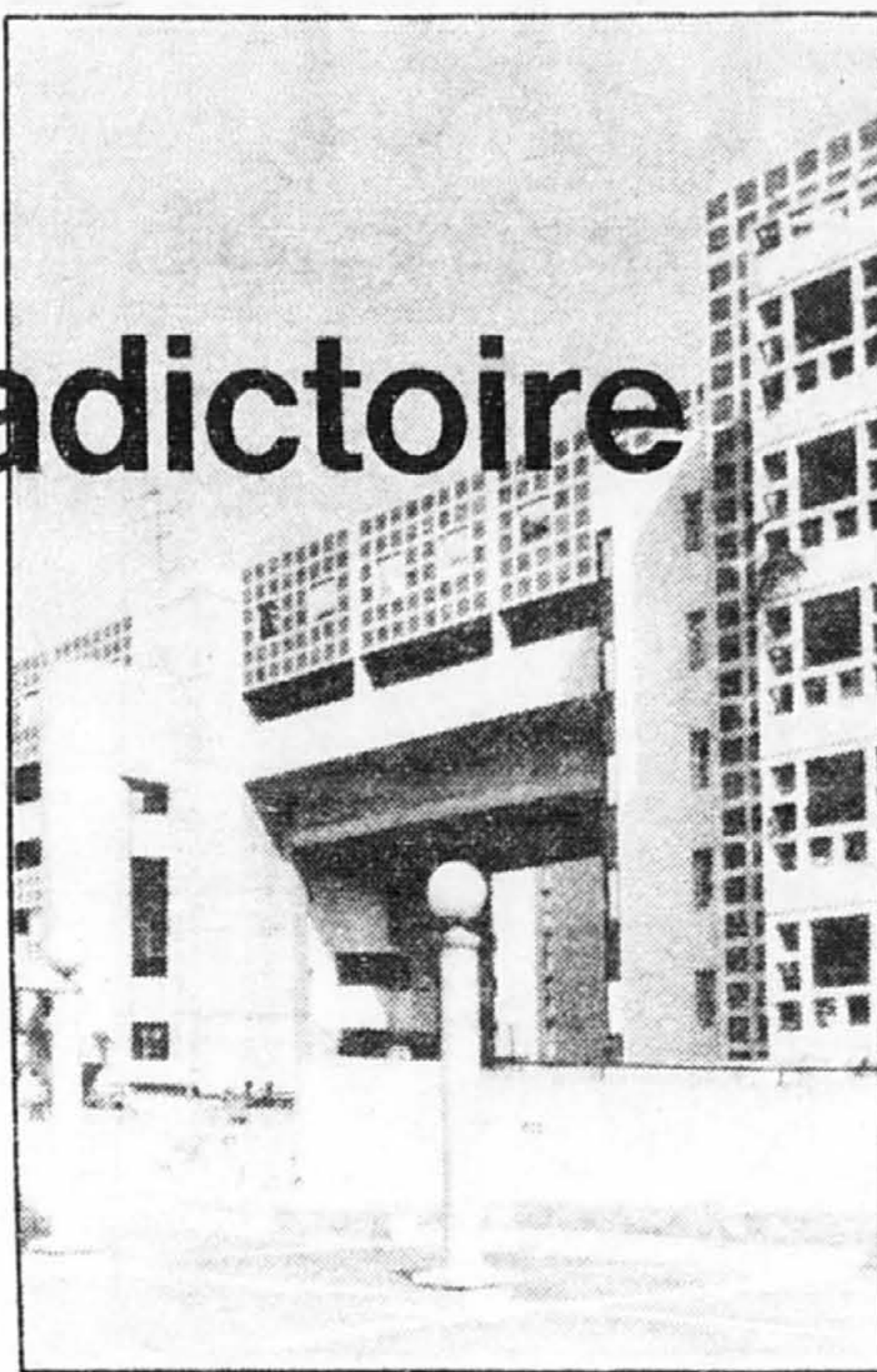
C'est sur le constat de cet effondrement que viendra la réaction. Il fallait procéder à une relecture sévère des principes qui avaient presque conduit cette architecture à un fiasco urbain. Après une activité de laboratoire amorcée à la suite de mai 68, les premiers effets d'un renouveau se feront sentir entre 1972 et 1976 au sein des concours publics d'architecture qui auront un effet important. Ce seront des pépinières de propositions architecturales nouvelles. Là, pour la première fois, se définiront une pluralité de tendances contradictoires qui s'inscriront dans la

réalité des commandes à partir de 1975-1976. Sur un point toutefois, tout le monde se met d'accord. Plus que jamais: il faut faire en sorte que l'architecture retrouve son implication urbaine. On ne veut plus d'interventions qui nient l'environnement et ses caractéristiques tant sociales que physiques et stylistiques.

Ainsi, sur les cendres de l'échec architectural de la dernière décennie, quatre grands blocs rivaux sont apparus en France pour proposer, chacun à sa façon, du nouveau. Un «nouveau» qui parfois puise à un vocabulaire carrément ancien. Ce sont, en gros: les modernes, les historicistes, les populistes et les «autres», carrément inclassables mais néanmoins porte-parole d'une «nouvelle» modernité.

Présentée du 18 octobre au 18 novembre prochain au Centre de création et de diffusion en design de l'Université du Québec à Montréal, une importante exposition intitulée **Architectures en France Modernité/Post-Modernité** propose un bilan contradictoire des réalisations issues de cette décennie où partisans de toutes ces étiquettes ont apporté leurs propres solutions.

L'exposition est une production du Centre Georges-Pompidou de Paris où elle a été présentée pour la première fois en 1981. Elle a été ensuite montrée à Turin, à Madrid, à Grenade, à Barcelone, à Caracas et à Buenos Aires. Plus de 100 panneaux photographiques commentés y proposent donc une réflexion critique à partir de ces thèmes sur cette nouvelle architecture en France depuis 1970. Une série de maquettes et de dessins originaux complètent cet ensemble tonique et stimulant. Proposant une confrontation, établissant un bilan, l'exposition veut aussi ouvrir une porte sur les années 80.



Noisy-II à Marne-la-Vallée, oeuvre de l'architecte Henri Ciriani.



Alain Sarfati: gymnase à la ville nouvelle de Melun-Sénart.

Elle permet surtout au visiteur montréalais de se retrouver entre ces grandes étiquettes.

Des populistes aux historicistes

Les «modernes», ce sont des architectes comme Renaudie ou Chemetov qui tentent de prolonger l'héritage fonctionnaliste avec des solutions classiques: mégastructures, prolifération des ensembles, brutalisme, apport de la technologie notamment pour le logement industrialisé mais plus senties et «adaptées». Ici, bien sûr, pas grand-chose de nouveau, cependant le geste architectural de ces bons apôtres, bien posé, et sans rogner sur la qualité des matériaux, ne peut tout de même pas être rejeté en bloc, tout simplement parce qu'il est tributaire de principes qui, ailleurs, ont failli.

Maquillage, colonnes, décor d'opérette... voilà les reproches

les plus souvent adressés aux «historicistes» dont le plus connu est Ricardo Boffil. Cette star de l'architecture française construit actuellement à Montpellier et pour une municipalité communiste des bâtiments habillés dans la plus pure tradition de la «Grande Histoire» puisant tout aussi bien au néo-classicisme qu'à Palladio. Ici, c'est décidément avec du vieux que l'on fait du neuf. Si, ici, le «beau» Boffil table sur la permanence des structures léguées par l'histoire, ses détracteurs font flèche de tout bois: du pur décor d'Hollywood, selon eux. D'autres «historicistes» tels Buffi et Montes sont moins fanatiques. Ils s'inspirent des répertoires ornementaux pour régénérer leur architecture sans toutefois dédaigner le pastiche, l'imitation et un goût bien prononcé pour la monumentalité.

Quant aux «populistes», ceux-ci lorgnent du côté d'une adaptation actuelle des modèles régionaux et, à ce titre, leur plus éloquent représentant serait le concepteur de Port-Grimaud, un village de vacances, qui tente de s'inspirer des modèles vernaculaires méditerranéens avec bonheur. Plus enjoué, Sarfati et son ironie douce nous raconte des histoires en maniant un vocabulaire accrocheur qui s'inspire joliment du banal petit pavillon de banlieue.

Souples et antidotinaires les autres, ces inclassables, partisans d'une «nouvelle modernité» donnent dans un éclectisme qui leur fait tout aussi bien accepter que subvertir certains acquis modernistes.

Ciriani est celui d'entre eux qui reste tout à fait dans la lignée de cette «modernité» ailleurs tant décriée. C'est un rationaliste qui maîtrise le béton roi et l'apport de couleurs franches. Son archi-

tecture est terriblement «pensée» et se conjugue en rythmes et en textures... variations sur un vocabulaire bien établi.

Christian de Portzamparc manie la nuance sans maniérisme dans des réalisations qui s'intègrent avec brio dans la continuité urbaine. Il sait tenir compte du bâtiment voisin et son architecture, empreinte d'une certaine humilité, n'en dédaigne pas pour autant les effets de style remettant à sa place le travail sur les pleins et les vides.

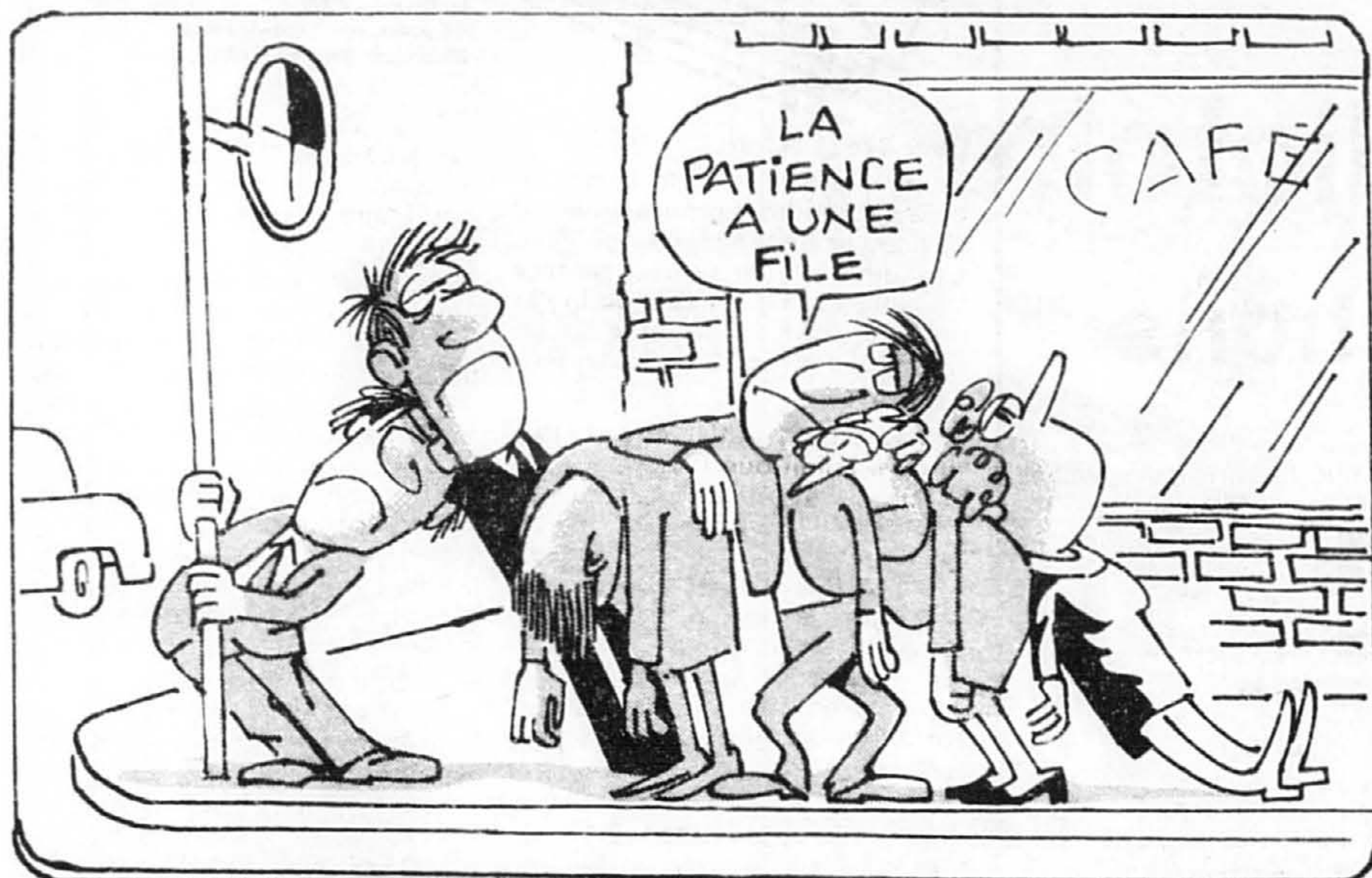
Henri Gaudin, lui, fait chanter le béton en bon enfant d'une façon élégante, sensuelle et solide. C'est une architecture personnelle et poétique. Loin de la courbe de Gaudin, Sarfati texture, grillage et trame... C'est, officiellement et selon le découpage proposé par l'exposition, un «populiste». Néanmoins, son attitude de contextualisation qui prend en charge les caractères spécifiques du lieu fait de son travail une démarche de conciliation, tout comme celui de Portzamparc et de Ciriani et Gaudin. Dans une architecture morcelée et à travers les positions souvent irréconciliables qui font actuellement le paysage français de la jeune architecture, ces dernières voies méritent notre attention. L'affrontement est passionnant pour le Québécois qui s'intéresse à l'architecture. Une telle polarisation étant ici tout à fait inconnue.

À noter que les architectes Alain Sarfati, Henri Ciriani et François Chaslin, critique d'architecture au journal *Le Monde*, donneront des conférences les 24, 31 octobre et 7 novembre à la salle Marie-Gérin-Lajoie de l'UQAM. L'exposition pour sa part a lieu du mercredi au dimanche de 12 h à 18 h au 200 ouest, rue Sherbrooke, salle 4005.



Henri Ciriani: immeuble de 125 logements, à Saint-Denis, en banlieue de Paris.

TRANSPORT



EN MARGE DU SPORT

Georges Schwartz



Pour un Conseil supérieur du sport

On dit que le meilleur moyen d'enterrer un sujet brûlant consiste à créer un comité chargé de l'étudier. À moins d'une malchance inouïe, la dévorante actualité quotidienne se chargera de reléguer le problème aux oubliettes, bien avant que le comité ait pu produire son rapport. Par contre, en bonne logique contradictoire, il me revient d'avoir vécu des débats passionnants au sein d'un extraordinaire comité provisoire, dont l'unique fonction aura été d'attirer l'attention sur un événement loin de passionner l'opinion publique.

Sous le thème de « l'unification des sports », s'était déroulé en décembre 1968 le 1er Congrès du sport du Québec. Les délégués des 14 régions géographiques québécoises, issus des milieux scolaire, municipal, du loisir et des médias, s'y retrouvaient en compagnie des représentants de 52 disciplines sportives, y compris ceux du sport professionnel et des organismes multidisciplinaires. Soit, en tout, avec les observateurs du gouvernement fédéral, de plusieurs gouvernements provinciaux et même de France, près de 1 200 personnes pour participer aux « États généraux du sport ».

Fort fructueuse, cette première expérience du genre au Canada devait atteindre ses objectifs: l'unification, ratifier une constitution, donner naissance à la Confédération des sports du Québec, préparer la mise en place d'une centrale administrative et servir de rampe de lancement aux Jeux du Québec. Quoique un peu en retard sur l'histoire, le milieu du sport réalisant sa révolution tranquille l'année où les étudiants du monde réclamaient l'imagination au pouvoir.

Impliqués presque contre leur gré par une formule qui leur donnait voix au chapitre, les médias francophones n'eurent, au début, d'autre choix que de couvrir le congrès. Heureusement, une opportune bataille royale entre John Ferguson et Bobby Hull leur fournissait le prétexte rêvé pour délaissier en cours de route d'obscures initiatives souterraines. Pouvaient-ils en être autrement avec des sports dits « mineurs »?

En fait, la curiosité des journalistes avait été surtout piquée par la représentativité des membres de l'un des comités chargés de préparer le congrès, celui de l'Atelier du sport amateur, du sport professionnel, des médias d'information, et de leur contribution au développement du sport québécois. Y voisinaient, les grands noms de l'Association olympique canadienne, de l'ex-Commission canadienne de la santé et du sport amateur, des fédérations sportives, des mu-

nicipalités, du loisir, du sport universitaire et des éducateurs physiques; avec ceux de la LNH, du Canadien, des Alouettes et des Expos; ainsi que ceux du journalisme, de la télévision, des brasseries et des agences de publicité.

Pour la première fois, les principaux intervenants sportifs canadiens et québécois avaient l'occasion de se réunir pour discuter d'un sujet qu'ils connaissaient, pratiquaient, défendaient, chacun à leur manière et parfois même aux dépens les uns des autres: le sport.

Les délibérations du comité furent orientées par une série de cinq questions stratégiquement ordonnées:

- Quelles sont la place et l'importance du sport au Québec?
- Quels sont les besoins sportifs du Québec?
- Quelle est la définition des buts et des objectifs de chacun des organismes représentés?
- Comment comparer l'apport de chacun aux besoins sportifs du Québec?
- Comment ensemble ou séparément peuvent-ils contribuer au développement du sport au Québec?

En une douzaine d'heures, c'est-à-dire la durée de trois réunions, les participants de cet exceptionnel forum n'eurent guère le temps d'approfondir ces questions. Il n'en sortit donc aucune déclaration enthousiasmante ou révolutionnaire. Ce fut plutôt une prise de contact entre partenaires d'occasion, tout étonnés de découvrir leurs liens communs. Et la prise de conscience, pour certains, qu'ils auraient dorénavant à tenir compte des retombées sportives de leurs actes. Bref, la constatation exaltante que le Tout-Québec sportif était prêt au dialogue.

Sans doute affairés à la réalisation de l'énorme programme de rattrapage qu'ils s'étaient donné, ni le nouveau Conseil de la CSQ, ni le Haut-commissariat, ne surent donner suite à cette ouverture, si toutefois ils la remarquèrent. Bientôt, les bonnes vieilles habitudes reprenaient le dessus: professionnels uniquement en quête du profit, amateurs en quête d'espace dans les médias d'information, éducateurs et techniciens coupés des professionnels, violence inutile, etc...

Par suite des profonds changements sociaux, politiques et sportifs qu'a connus le Québec, depuis 1968, le moment serait peut-être propice pour recréer, à travers un Conseil supérieur du sport, les conditions d'une collaboration privilégiée entre tous les intervenants sportifs d'aujourd'hui.

DEMAIN
L'AN 2000

Yves Leclerc



L'accent au SICOB: logiciel et communications

Le SICOB, qui a lieu tous les automnes dans le grand hall de La Défense à Paris, est la plus grande exposition européenne d'informatique, et plus particulièrement de bureautique. En effet, il avait débuté comme un «salon du bureau», et il en garde des traces importantes en ce que certaines de ses sections sont toujours consacrées au mobilier, à la papeterie et aux accessoires de bureau.

Mais, de loin, la plus grande partie du salon est consacrée à l'informatique et aux techniques de communication électronique. Cette année, le SICOB a même été divisé en deux, la première partie qui se déroulait au printemps ayant été consacrée surtout au logiciel, et la seconde qui se terminait, il y a deux semaines, devant se concentrer sur le matériel.

Or, paradoxalement, il y avait au moins autant sinon plus d'accent sur le logiciel au SICOB de cet automne qu'à celui de l'an dernier. Presque partout, au lieu d'insister comme jadis sur les spécifications et les performances physiques des machines, on soulignait leur souplesse d'utilisation, la variété des tâches qu'elles peuvent accomplir et l'éventail des programmes qu'elles peuvent accepter.

A quelques détails près, c'est le même phénomène qu'on a vu se produire en Amérique du Nord depuis deux ans. Il n'y a pratiquement plus de décalage entre l'Amérique et l'Europe quant au matériel. Par exemple, le nouveau PC/AT d'IBM, lancé à la fin de l'été, était présent partout au SICOB, moins d'un mois plus tard. Et même, en ce qui a trait aux ordinateurs domestiques et familiaux, le marché européen est plus fourni et plus varié que l'américain, notamment à cause de la présence importante des Britanniques et des Japonais.

Le décalage qu'on sentait entre les deux continents, il y a quelques mois encore, c'est que l'Europe pensait toujours «hardware» et technologie, alors que l'Amérique pensait déjà «software» et utilisation. C'est ce second fossé qu'une manifestation comme le SICOB 1984 commence à combler, et on peut prévoir que d'ici peu, à l'échelle de la planète, l'industrie informatique sera passée du statut d'industrie dominée par les techniciens à celui d'industrie orientée par les utilisateurs.

Communications tous azimuts

La seconde tendance frappante au SICOB 1984, c'est l'accent mis sur les communications, de toutes les manières possibles. Réseaux

locaux, communication entre divers types d'ordinateurs, intégration des circuits voix, données et image, utilisation interne et externe des lignes téléphoniques spéciales ou ordinaires.

A ce titre, la télématique est omniprésente, sous sa forme traditionnelle de consultation immédiate d'information, mais aussi de plus en plus pour la transmission de données pour traitement ultérieur et pour les échanges transactionnels. On sent que le passage du terminal Minitel à un poste de travail intelligent est imminent... et donc que les tendances européennes et américaines en ce domaine commencent à converger après avoir fortement divergé depuis trois ou quatre ans.

Liée à cet intérêt accru pour les communications est la montée très rapide des terminaux et ordinateurs portatifs. Les modèles se multiplient, se développant selon deux grandes tendances: toujours aussi léger et peu encombrant, mais plus puissant et plus autonome, ou sans accroissement de puissance, mais encore plus léger, moins encombrant, plus agréable à utiliser.

Dans la seconde catégorie se trouve le portatif Olivetti, cousin germain du NEC 8201 et du modèle 100 de Radio Shack. Dans la première, un nouveau venu fort intéressant est le Magnum de Dulmont, un ordinateur portatif australien distribué en France par le fabricant de Goupil, SMT, et qui devrait faire concurrence au modèle 110 de Hewlett Packard.

Des ordinateurs petits et grands

Dans un autre ordre d'idées, la bataille micro-ordinateurs contre grands ordinateurs est pratiquement terminée: les micros se sont taillé une place importante au soleil, mais ils n'ont pas pour autant éliminé leurs grands cousins. On sent même entre les deux catégories de machines la naissance d'un armistice, mieux, d'une forme de coopération et de complémentarité.

De nombreuses interfaces, matérielles autant que logicielles, sont maintenant disponibles qui permettent de brancher des micros sur des ordinateurs centraux soit pour échanger avec eux des données, soit même pour tirer avantage de leur plus grande puissance de traitement.

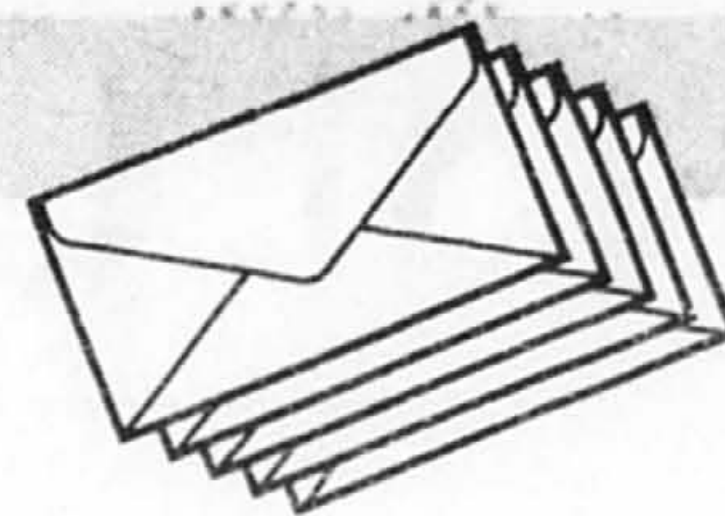
Il y a deux ou trois ans, l'informatique était divisée entre les «classiques», qui considéraient les micros comme des jouets, et les «modernes», qui trop souvent prétendaient qu'on pouvait tout faire avec les ordinateurs person-

nels et que les grands systèmes étaient devenus caducs.

Aujourd'hui, les deux camps ont nuancé leurs positions et un consensus est en train de s'établir sur ce qui doit être fait par les grands ordinateurs (banques de données centrales, calculs très complexes, opérations en temps réel) et ce qui convient mieux aux micros (traitement de texte, tableurs, outils de «productivité personnelle», gestion des petites banques de données décentralisées).

Au fond, le grand perdant de cette bataille aura été le mini-ordinateur de taille moyenne. Il y a cinq ans, la première fois que je suis venu au SICOB, il dominait presque entièrement le grand hall de La Défense, et c'est essentiellement sur lui que comptaient les premiers promoteurs de la bureautique. Aujourd'hui, le mini est presque absent des grands «shows», il est confiné à des tâches spécialisées et même les plus ardents de ses propagandistes (DEC, Data General) sont en train de se reconverter dans le micro d'une part, d'autre part dans le «super-mini» qui est en réalité un grand ordinateur central sous un faux nom.

Parmi les autres tendances du SICOB cette année, on peut souligner l'arrivée en force des ordinateurs domestiques japonais qui suivent la nouvelle norme MSX (il y en avait près d'une vingtaine de présentés), l'intérêt énorme pour le Macintosh d'Apple — qui cependant ne serait pas encore confirmé par le chiffre des ventes —, la multiplication des imprimantes légères de qualité et des périphériques les plus divers, et enfin le décollage tardif mais impressionnant du marché de l'IBM-PC et de ses compatibles.



LE COURRIER

On adresse le courrier à
Yves Leclerc
La Presse - PLUS
44 ouest, rue Saint-Antoine
Montréal, Qué. H2Y 1A2

Cher Yves Leclerc,

L'année dernière j'ai commencé à apprendre à programmer un ordinateur en langage Logo avec des amis et j'ai trouvé ça très très intéressant. Cet été enfin j'ai eu mon propre ordinateur, un Commodore Vic-20 et j'étais très content.

Mais quand je l'ai ouvert, j'ai vu qu'il fallait que j'apprenne un nouveau langage, BASIC, qui n'est pas du tout pareil et que je trouve plus difficile. Je n'ai pas de Logo sur mon Vic-20 et je ne sais pas si je peux en trouver un, et de toute manière, je vois dans les livres et les revues que tous les programmes qui m'intéressent, comme les jeux, sont composés en BASIC.

Comment ça se fait, alors que Logo est bien plus facile? Pourquoi y a-t-il beaucoup de langages pour les ordinateurs comme Pascal, Fortran, etc., pourquoi pas un seul? Comme ça on ne serait pas autant obligés de se casser la tête et tout le monde pourrait se servir des mêmes programmes!

J. Lévesque, Montréal

RÉPONSE: Que BASIC soit devenu le langage universel de programmation en micro-informatique est un accident historique dont on peut être heureux ou malheureux, mais qu'on ne peut pas changer. BASIC n'avait jamais été conçu pour être utilisé sur des micro-ordinateurs, pas plus que pour enseigner l'informatique au grand public. Il était destiné à fournir un outil de programmation simple aux ingénieurs et aux scientifiques, et à servir sur les terminaux de grands ordinateurs à temps partagé.

Or, beaucoup des premiers constructeurs ou possesseurs de micros étaient des techniciens ou des savants qui utilisaient déjà BASIC. De plus, c'était un langage facile à implanter sur un petit ordinateur (les versions plus simples prennent très peu de mémoire, comparé à Logo, Fortran ou Pascal), et il existait plusieurs interpréteurs qui faisaient partie du domaine public, c'est-à-dire qu'il n'y avait pas de droits d'auteur à payer. Très bientôt, on s'est donc retrouvé avec des versions de BASIC sur tous les petits ordinateurs.

Une conséquence logique de cet état de fait, c'est que la très grande majorité des programmes écrits par des amateurs pour micro-ordinateurs ont été écrits en langage BASIC, ce qui a eu tendance à renforcer encore la position du langage et à encourager même les programmeurs professionnels à s'en servir.

Un langage comme Logo a suivi une évolution bien différente: il a été créé spécifiquement pour enseigner l'informatique et la géométrie aux enfants, par des gens qui étaient au moins autant des pédagogues et des spécialistes de la psychologie cognitive que des in-

formaticiens. Il n'est donc pas étonnant qu'il soit plus facile à apprendre et plus agréable à manipuler.

Le problème de Logo, c'est qu'il coûte cher. Cher en mémoire d'ordinateur, puisqu'une version même élémentaire occupe de 16 à 24 K de mémoire vive ou morte, sans compter l'espace qu'il faut pour les programmes. Cher en argent, aussi, car comme Logo ne fait pas partie du domaine public, aucun constructeur ne le fournit gratuitement avec son ordinateur comme c'est le cas pour BASIC, et il faut déboursier de 70 à plus de 200\$ pour l'acheter.

Notez que même à ce prix, cela peut représenter un investissement intéressant, car Logo rend l'apprentissage beaucoup plus facile à la plupart des enfants... et des adultes aussi probablement. Par ailleurs, quoi qu'en disent ses défenseurs, il est loin d'être évident que Logo soit un langage de programmation «universel», et il est presque certain que ceux qui auront débuté par lui devront ensuite apprendre un ou plusieurs autres langages s'ils veulent aller plus loin en informatique.

A mon avis, Logo ne réussira jamais à s'imposer vraiment en dehors des milieux scolaires si son prix ne baisse pas à un niveau qui le rende abordable aux possesseurs d'ordinateurs domestiques, c'est-à-dire moins de 40\$, et s'il ne finit pas par être offert directement avec la machine, comme l'est actuellement BASIC.

De toute façon, ce dernier ne disparaîtra jamais complètement du tableau tant qu'il répondra à un besoin. Et malgré ses défauts et son aspect un peu obscur, BASIC a sur à peu près tous les autres langages informatiques cet avantage de permettre d'écrire et de corriger très rapidement des programmes courts dont on n'aura à se servir qu'une ou quelques fois, ce qui correspond à un besoin réel pour une foule d'utilisateurs de micro-ordinateurs, moi le premier.

Il faut savoir en effet, et c'est ma réponse à la seconde question contenue dans la lettre, que les nombreux langages d'ordinateurs existent pour répondre à des demandes différentes, chacun ayant ses forces et ses faiblesses spécifiques. BASIC et FORTRAN sont forts en formules mathématiques. COBOL en gestion de fichiers et informatique commerciale, Pascal en programmation complexe et modulaire, C en programmation de système, Lisp en intelligence artificielle et systèmes experts, etc.

POUR ÉCOUTER

Mario Masson



Salut Hendrix!

Il y a longtemps que je me promettais d'écrire un papier sur ce musicien exceptionnel. Voilà. C'est fait. La raison en est peut-être que tout récemment fut présenté à Montréal un film sur lui ou qu'encre, dans les bacs des disquaires, j'ai revu les pochettes de ses disques. Celui qui m'inspire ce goût, il s'appelle Jimi Hendrix. Il est mort il y a bien des années maintenant, le 18 septembre 1970, à l'âge de 28 ans. Il est parti trop vite; tout comme l'avaient fait Joplin la Sulfureuse et Morrison le génie scabreux.

Hendrix, c'est quelque part toute ma jeunesse. Il m'arrive encore, comme un coup de rage, de remettre sur ma platine ces vieux albums à la couverture défraîchie qui m'ont accompagné depuis si longtemps. J'aime encore me laisser assaillir par les éruptions volcaniques de la guitare délirante de Hendrix. Cette brutalité, cette rudesse me ragaillardit encore au moins autant qu'elle me fascinait au temps jadis. J'aime encore le rythme hyper-pesant de *Purple Haze*, la colère rentrée de *Voodoo Chile*, et l'introduction fulgurante de *Foxy Lady*, alors que la guitare installe d'entrée un feed-back puissant, et qui enfle et qui enfle, pour éclater passionnément en un accord dément.

Et entre ces pièces taillées dans la folie, dans une démesure où la distorsion sonore est artistiquement ciselée, se faufilaient de majestueuses ballades, accrocheuses et rutilantes comme *The Wind*, *Cries Mary*, *Rainy Day*, *Dream Away*, 1983, chansons plus sereines puisées à même le terreau fertile du blues, et des pièces folk comme le superbe *All Along The Watchtower* composé par Dylan et qu'Hendrix a magnifié d'une manière à nulle autre pareille, avec une sobriété altière dans le rythme, une lucidité étonnante dans l'orchestration en général et dans le jeu guitaristique en particulier, dépouillé et grandiose tout à la fois, et avec une tendresse inouïe dans la voix malgré la dureté des paroles. Il en va de même pour *Hey Joe*.

Hendrix, c'était l'urgence de jouer. Et de mieux en mieux. Je me rappelle l'avoir vu mettre le feu à sa guitare alors qu'il la violait presque. On voyait en lui le parfait macho; mais je n'en suis pas si sûr. Ces gestes avaient un caractère sexuel certain, mais au premier degré. Derrière, il ne malmenait que le son, le brassait, le battait pour le mettre à sa main, pour le façonner et lui donner la forme désirée.

Hendrix, c'était aussi la dope qui, en ces temps-là, apparaissait essentielle à l'image, au trademark du rocker, à la vision de l'époque. Il y puisait de la force, cette force sublime qui consiste à

être fou, pour aller plus loin, toujours... Pour se dépasser, et arrêter d'avoir peur. Dans la dope, il n'y a plus de passé et plus de futur. Que le présent qu'il faut alors utiliser à plein, qu'il faut habiter totalement, peu importe les conséquences. Et Hendrix en est mort. Au moment même d'ailleurs où il se tournait du côté du jazz.

Pour lui, la force de la musique résultait bien sûr du volume sonore qu'il modelait avec une stupéfiante habileté, mais aussi dans la qualité de la mélodie qu'il trituraient avec un brio remarquable.

L'oubli

Je ne sais pas pourquoi, mais on dirait qu'Hendrix n'existe plus dans la mémoire collective. Il est disparu à temps, dirait-on, pour ne pas être rejeté par la jeunesse nouvelle; son style était à ce point tranché et unique qu'il apparaît maintenant interchangeable, donc daté et vieux. De plus, son image de musicien perdu dans la poussière étoilée de la neige n'aurait plus cours aujourd'hui.

Et pourtant Hendrix, c'était un look, un trend. Et ce look marcherait encore de nos jours: il saurait satisfaire aux exigences de la vidéo qui fait et défait les vedettes avec une outrecuidance parfois désespérante. Hendrix, c'était un prince. Il échappait à la mode parce qu'il était de ceux qui la créaient. Et il en allait de même

avec sa musique. Non seulement son ombre plane-t-elle derrière ce qui se fait dans le Heavy Metal où sa sauvagerie et sa virtuosité ont influencé nombre de musiciens, mais sa vitesse d'exécution se pose encore comme une référence pour les guitaristes contemporains. En outre, la beauté de ses lignes mélodiques transpire à travers les compositions des Eagles ou de Dire Strait par exemple. Et l'importance qu'Hendrix accordait aux rythmes se manifeste dans les musiques de Steely Dan, et dans une certaine musique allemande telle que traitée par Ledernacken par exemple. Plus étrange encore, il y a que les sonorités avancées par Hendrix se retrouvent chez Frankie Goes to Hollywood, les Furs, les Cramps, et dans tout un pan de la musique funk. Très présentes, malaxées avec allégresse, ces sonorités, si on ne sait pas trop parfois d'où elles proviennent, se sont échappées de l'imagination débridée de Hendrix; c'est remarquable particulièrement chez Prince dans son album *Purple Rain*. Même le reggae anglais n'hésite pas à s'en servir.

Intéressant, non! Ce goût de parler d'Hendrix. Comme si l'héritage qu'il avait laissé, je l'entendais maintenant avec une précision que je n'avais pas auparavant. C'est comme si les créateurs, peu importe leur temps, se touchaient du bout des doigts, à travers leurs productions. C'est comme si tout ce qui se fait est appelé un jour ou l'autre à revivre, différent, transformé, au goût du jour, mais apparenté aussi.

Hendrix devait beaucoup aux Anciens, les musiciens modernes lui doivent à leur tour beaucoup. Le problème est que les plus jeunes, ceux qui n'ont pas connu Hendrix, ne peuvent évaluer son influence dans la musique qu'ils écoutent avec passion. Dans dix ans, alors qu'ils auront à leur tour des souvenirs, ils entendront dans la musique que les Kids écouteront à leur tour, des sonorités connues, comme des bouts de leur



Foniel

histoire. Et ils verront que la musique est une suite et jamais un début. Comme moi qui trippe à mort sur Police, Frankie, Carmel, Glass et tant d'autres, mais sans oublier, sans les renier, mes premières amours, au nombre desquelles compte l'unique Jimi Hendrix.

Et c'est la musique, quelle qu'en

soit la forme, qui en sort gagnante, parce qu'en elle, on se retrouve, on retrouve sa propre histoire, ses désirs, ses peurs, ses joies, ses plaisirs, comme dans un album de photos, à cette exception près que le disque tourne encore sur la platine. Pendant que la photo se tait. Pour toujours. □

LES P'TITS DERNIERS

Gérard Lambert

U2 «The Unforgettable Fire»

Island ISL 1011

*** 1/2

Il y a des trésors sous le vernis. Ce disque devrait contribuer à vous remettre d'aplomb. U2 n'est pas loin de devenir un groupe mûr, voire chenu, mais qui n'a pas encore assez perdu de ses illusions, avec les qualités et les défauts que cela peut engendrer. Mais surtout, c'est un album de rock, pas hard, pas punk, pas soft, pas soul, pas bla bla bla: un disque pur et pur. Avec juste assez de vigueur pour nous donner de la force; c'est pour cela qu'il faut l'avoir. Le groupe est parfaitement souple, la musique de U2 se ballade dans des rocks énergiques sans barrières de styles. J'espère vous avoir convaincus que U2 est un disque agréable, intelligent, naïf (et c'est un peu le défaut dans certains textes), indispensable, sincère... Ça suffit pour vous asticoter les méninges.

SHEILA E. «In the glamorous life»

WB 92-51071

Une fille en or que cette percussionniste. On écoute et... on se prend en plein dans la tête une des musiques les plus exaltantes que l'on ait entendues depuis bien des semaines. Une formidable envoûteuse, une sorcière capiteuse dans un état de nerfs inquiétant à souhait. Elle possède une voix non pas puissante mais qui a le feu intérieur. Sheila E s'est trouvée. Elle ouvre les disques de sa sensibilité et son chant déverse les émotions vraies dans les grandes largeurs. Moderne sans doute mais pas à tout prix, cette musique est possédée par l'âme et la simplicité. Ce disque a les défauts et les qualités d'un premier album mais incontestablement la saveur de la création.

KISS «Animalize»

Mercury SRM 1-4096

On fonce toujours mufle en avant, croc sorti. Certains voient peut-être d'un oeil suspect l'arrivée de ce disque. Détrompez-vous. On y retrouve du rock dur et de bonne qualité à se mettre sous l'aiguille. Ce groupe est plein de fougue, une vigueur et une cohésion rarement aussi bien mises en valeur pour Kiss. Un groupe d'une efficacité indiscutable. Ils portent ce cachet hard comme leur carte de visite. On n'a pas le temps de faire ou! Un son agressif certes mais fait avec concision et efficacité des solos. Alors, bien sûr rien de nouveau sous les néons. C'est comme le maçon avec ses briques. Elles sont peut-être identiques, mais tout ce qu'on demande c'est que le mur tienne debout.

David BOWIE «Tonight»

EMI SJ-17138

D'abord, il a le physique de l'emploi, le genre beau mâle à bonne tête, ce qui n'est pas négligeable. On sait en plus qu'il est acteur. En outre, l'homme possède une voix vraiment fantastique, qui se pose avec tout ce qu'il faut de justesse. Il excelle dans un rock fortement charpenté de riffs vifs, aéré de climats divers, de ruptures d'ambiance, de mélodies et de refrains qui vous enrôlent instantanément. Chaque titre possède ce petit cachet personnel qui fait mouche. Un disque d'une sonorité chaude et caressante, inventif et fluide. David Bowie nous livre ici un disque froissant, bouillonnant. Avec autant de sagesse, de feeling et d'intelligence, il a su prendre de l'âge. Un régal. Il n'apportera pas la solution à vos problèmes, mais au moins vous fera-t-il bien plaisir et rien que ça...



Le Travail des apparences

par Philippe Perrot
aux Éditions du Seuil

L'histoire des mentalités a du charme, du piquant, de la morgue. Tous les amateurs le savent et quand je lis Philippe Ariès, par exemple, je ne puis m'empêcher de penser à Suétone et à ses douze Césars dont les moeurs suspectes me changeaient (j'étais alors chez les Jésuites) du *De Viris illustribus urbis Romae* et de l'*Anabase*. C'est que l'on est toujours friand d'anecdotes et que l'on sait, presque instinctivement, que les petites choses, les détails, les comportements quotidiens sont, dans le fond, plus importants que les grandes batailles. Les habitudes usent les plus grands triomphes. Et enfin, ce n'est pas désagréable de savoir que le destin venge parfois les petits des grands. Ainsi, il m'est joyeux d'apprendre que Louis XIV le Roi-Soleil, puait des pieds «au point qu'il fallait être courageux pour l'approcher».

Philippe Perrot est de cette école. Il vient du publier *Le Travail des apparences* (aux éditions du Seuil) et il y traite des transformations du corps féminin aux 18^e et 19^e siècles. Il faut bien entendre le «corps» à l'exclusion de toute autre chose. Mais cela, quoique l'on en pense de prime abord, ne limite aucunement le sujet. Certes la femme a une âme mais c'est précisément par le corps que cette âme a été attaquée et, finalement dénaturée. Pis encore: le corps magnifié (paraît-il) a fait oublier l'âme et l'esprit. Il a fallu que George Sand fume des cigares pour qu'on la prenne un peu au sérieux. Quant aux Précieuses (qui n'étaient pas du tout «ridicules», malgré les attaques de Molière) leur histoire reste à faire.

Dans un travail de recherche très soigné (et d'ailleurs limité à la Parisienne), Philippe Perrot débute donc cette guerre que les hommes ont menée courageusement contre le corps de la femme dont le signe le plus évident est naturellement la mode, non pas seulement la «haute mode» mais la mode populaire, ce que l'on appellerait aujourd'hui le «prêt-à-porter». À travers ces modes, toutes plus extravagantes les unes que les autres (et encore aujourd'hui, pourquoi le taire), ce qu'il faut domestiquer, dresser comme on dresse un tigre, c'est le corps. Il faut l'entraver, l'empêtrer.

Que l'on songe aux perruques de Marie-Antoinette (trois pieds de haut; elle devait se tenir à genoux dans ses carrosses, aux crinolines (c'est si joli!) de l'impératrice Eugénie et, surtout, surtout, comme un carcan, une véritable prison corporelle, le corset, le fameux corset qui faisait la taille si fine, les

hanches si larges, les seins si ronds, étant entendu naturellement que la femme, dès lors, ne pouvait plus respirer et s'évanouissait pour un rien (on en déduit fatalement la fragilité de sa constitution morale et de son intelligence). Quand Poirret décida d'enlever le corset et qu'il tua ainsi la fameuse femme en «S» que représente si bien Mae West (quoique plus tard, mais les modes durent), ce fut comme un petit scandale, une indécence presque car on croyait que la libération du corps féminin de ses baleines allait conduire à la dépravation. Mais oui.

Le livre de Philippe Perrot ne parle pas seulement de mode. Il parle aussi d'hygiène et, là, le discours devient fascinant. Car la propreté corporelle est un phénomène fort ambigu dans notre civilisation chrétienne. Allons, soyons clair quitte à être désagréable. Tout montre que l'Église n'aimait pas la propreté car se laver c'était s'occuper de son corps (encore lui), le regarder, pis encore, le toucher. Le toucher! Au fond, dès après le moyen âge (si propre lui,

quoi que l'on croit), la saleté corporelle témoignait de la pureté de l'âme et cela continua jusqu'au 19^e siècle (jusqu'à nous, en fait, dans certains cas), moment où l'hygiénisme fit son apparition avec, notamment, la découverte des microbes comme facteur pathologique et la lutte commença entre les médecins «modernes», disciples de Rousseau et partisans de la Nature, et les curés, ce qu'il illustrent, avec le génie que l'on sait, les batailles rangées que se livrent, dans *Madame Bovary*, le pharmacien Homais et le curé.

Dès lors, la propreté physique devint, paradoxalement, le signe de la propreté morale. Mais cela ne libéra pas le corps de la femme pour autant. C'est de cette époque en effet, d'où date l'un des livres les plus odieux de Zola, *Fertilité*, que la femme devint la Mère et seulement la Mère, pas tellement à cause de ses fonctions biologiques, mais à cause de son corps dont on décréta qu'il était fait (par la Nature, en tant que morphologie), pour porter les enfants et l'on se mit énergiquement à écrire et à peindre le corps-mère, d'où il faut déduire organiquement la ménagère car être mère c'est «tenir le foyer».

Au fond, ce que Philippe Perrot prouve, une fois de plus, c'est que tout est «politique». L'on voit, en effet, que les attaques contre le corps féminin ont toujours eu une raison sociale. La mise en prison, systématique, du corps féminin, servait, de fait, les intérêts de la classe dominantes, que ce soit les «grands» du 18^e siècle, les «citoyens» de la Révolution française qui ne tolérèrent pas très longtemps les «Merveilleuses» et les «Muscadins», ancêtres timides de nos modes unisexes, ou les gros et gras «bourgeois» du 19^e siècle tout habillés de noir. Et l'on dénonça de tous temps, avec des termes divers mais toujours un peu méprisants, les «amazones» et les «garçonnes».

Il va sans dire que le livre de Philippe Perrot est français. C'est là une limite, même si l'histoire de l'emprisonnement de la femme dans son corset (moral et physique) est universelle en Occident. En le lisant, on a envie de savoir ce qui se passait dans nos écoles de filles et dans nos couvents. Ce ne devait pas être amusant si l'on en juge par d'anciens numéros de *La Terre de chez nous* où l'on ne vantait pas la célèbre formule de l'Armée du Salut: «Soupe, Savon, Salut.» Après tout, il est bien clair que la «revanche des berceaux» était d'abord et avant tout un oukaze politique, nécessaire peut-être, mais enfin qu'on le veuille ou non, on transformait la femme en faiseuse de veaux. Puis vint la Révolution tranquille. Mais cela a-t-il changé? On a béatifié soeur Marie Léonie. Il n'y aura pas de Panthéon pour Thérèse Casgrain. □



L'erreur ou la faute?

Lorsque le petit Gibus, dans ce film merveilleux qu'est *La guerre des boutons* s'exclame à un moment donné: «Ah ben, si j'aurais su, j'aurais pas venu!», l'effet est immédiat. Tout le monde pouffe de rire, avec ravissement d'ailleurs, car la scène est admirablement jouée. Outre le naturel de sa mimique, le petit Gibus nous confronte au naturel de son langage. Là-dessus, on peut dire qu'il existe un consensus. Quel que soit son degré d'instruction, quel que soit le milieu social dont il est issu, n'importe quel locuteur adulte admet ce genre d'écart linguistique de la part d'un jeune locuteur, fût-il le héros d'un film fort divertissant.

Tout locuteur adulte sait que «les fautes» du petit Gibus sont pardonnables même si elles sont «énormes» d'après ses propres critères. Jamais, au grand jamais, il ne viendrait à l'esprit de qui que ce soit de dire que le petit Gibus «ne parle pas français» ni même que c'est du «mauvais» français ou du charabia. Sans contredit, notre loustic du 7^e art peut prétendre se faire approuver si jamais il s'avisait de nous provoquer avec une question comme: «J'cause français, non?» De toute évidence, sa petite phrase du début est aussi française que: «Si j'avais su, je ne serais pas venu!», cette dernière étant impeccable quant aux critères dont se sert l'adulte pour juger de la qualité de son langage.

Dans toutes les langues du monde, le locuteur adulte a une connaissance intuitive de la nature évolutive de sa langue. De tout temps, les locuteurs accomplis savent qu'il ne convient pas de juger le langage des jeunes locuteurs en exigeant d'eux la même performance linguistique que celle d'un locuteur parvenu à maturité. Il est donc normal qu'un locuteur non adulte «fasse des fautes» lorsqu'il parle, et à plus forte raison, lorsqu'il écrit. Nous admettons alors tacitement qu'il est permis de violer les règles de la grammaire française sans se faire réprimander même si la «faute» rend la communication difficile ou la compréhension mutuelle mal assurée.

En revanche, le locuteur adulte ne laisse rien passer à un autre locuteur adulte. C'est ainsi que la phrase du petit Gibus dans la bouche d'une grande personne n'est plus aussi facilement tolérée. Il y a une explication à ce changement de comportement: tout locuteur adulte sait intuitivement que la forme de cette phrase est exclue du parler accompli. Tout locuteur adulte sait reconnaître dans une phrase quelconque — de manière inconsciente, la plupart du temps — les éléments qui «marquent» un discours identifié à un stade antérieur de son développement lin-

guistique. Bref, le locuteur adulte n'admet pas de son alter ego qu'il fasse perdurer dans son parler des formes linguistiques «non achevées», c'est-à-dire non adultes. Cela concerne aussi bien la prononciation que la morphologie ou la syntaxe.

En réalité, ce que nous avons la fâcheuse habitude d'appeler une FAUTE de grammaire s'avère dans bien des cas être plutôt une ERREUR de langage. Il y a de grandes différences entre les deux en dépit du fait que cela donne l'impression que l'on joue sur les mots.

Par exemple, l'enfant qui a l'habitude de zézayer n'est pas ridicule aux yeux de l'adulte (bien qu'il le soit, souvent avec méchanceté, aux yeux de ses camarades) tandis que l'adulte qui zézaie fait irrésistiblement sourire. Le jeune locuteur qui, à l'instar du petit Gibus, dit des choses comme: «Tous mes amis SONTAIENT partis.»; «J'ai l'air d'être À LE principal.»; «J'ai pas menti À ELLE.»; «T'as pas mangé LE PLUS BON.» Je M'AI mordu la langue.»; «Il a pas RÉPOND au téléphone.» ou encore «Je M'AI dit que ça VAUDRAIT pas la peine.», ce jeune locuteur ne commet pas de fautes, en vérité. Il commet plutôt des erreurs parce que l'erreur est le produit de l'acquisition naturelle du langage alors que la faute est plutôt le produit de l'apprentissage (scolaire, la plupart du temps).

Les exemples ci-haut sont des erreurs dans la bouche d'un locuteur non adulte mais deviennent des fautes dans la bouche d'un locuteur accompli. La raison en est qu'ils renferment diverses formes — morphologiques et syntaxiques — qui ne sont explicables qu'en raison même du processus d'acquisition du langage. Ces formes caractérisent alors un état non définitif de la langue française. Or le locuteur adulte n'est-il pas censé avoir achevé la mise au point de sa langue maternelle? N'est-il pas réputé en maîtriser l'état final en quelque sorte? C'est pourquoi lorsqu'on note la persistance dans le parler adulte de phénomènes propres à l'enfance ou à l'adolescence, on ne peut que réagir négativement à l'endroit de cette performance linguistique fautive.

Il en est de certaines fautes commises par le locuteur adulte comme d'une grande personne qui continuerait à sucer son pouce: le comportement n'est pas compatible avec l'état final. Il devient symptomatique d'un dérèglement quelconque parce qu'il n'a pas été abandonné, voire corrigé, au moment voulu. En matière de langue française aussi, il est des comportements correctifs que tout locuteur se doit d'adopter sous peine d'être perçu comme un locuteur... handicapé. □



Découvrir les vallons de L'Avenir

Foglia se moque de Drummondville: c'est bien connu. Mais il serait séduit, j'en suis certaine, par L'Avenir (quel nom prometteur!), petit village rural situé tout près et qui, avec ses vallons, ses forêts, ses champs et ses chevaux vous fait facilement oublier les montagnes des Laurentides ou de l'Estrie. Pour la première fois, la semaine dernière, j'ai appris que le plat — le terrain plat, j'entends — pouvait être beau.

Ce vendredi-là, roulant à la nuit tombée sur la route plutôt ennuyante (la 20) qui mène à Carrefour, base de plein air subventionnée par le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et par le secrétariat d'État au Multiculturalisme, j'étais allée, pour vous, vérifier sur place si les randonnées à charrette dans un décor rural sont enrichissantes, et je me demandais si j'avais fait un bon choix de site. La route s'allongeait, sans arbre, plate, affreusement plate, et monotone à s'endormir («Où est-ce que tu nous amènes?» demandait-on dans la voiture), lorsqu'enfin parut L'Avenir! L'Avenir avec son Carrefour, oasis de beauté champêtre, paradis pour les pro-

menades à cheval, la cueillette des champignons, la visite de fermes et les randonnées à bicyclette.

Axée sur l'équitation

Carrefour, c'est d'abord et avant tout une base de plein air axée sur l'équitation, avec ses 26 chevaux bien brossés, en santé, chouchoutés par Julie Vaillancourt, femme-orchestre de 25 ans qui, non seulement est responsable du lieu (trois étoiles pour la propreté et la cuisine saine et délicieuse), reçoit les pensionnaires et contrôle leur bien-être dans les pavillons où ils dorment, bricolent, s'amusent ou discutent, mais en est également l'âme. Elle est partout à la fois sans pour cela avoir l'air d'une mère supérieure, sans doute à cause de son sourire et de son sens de l'organisation et de la relaxation!

C'est elle qui soigne les blessures des chevaux et aide souvent les juments à mettre bas («Je suis presque vétérinaire», dit-elle en riant), connaissant chaque animal par son nom et veillant à ce que l'écurie soit toujours impeccable. Julie est diplômée en technique équine — Institut de technologie agricole de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.

Samedi matin. Une quinzaine de mordus d'équitation, chapeaux de cow-boy bien enfoncés sur le crâne et bottes aux pieds, écoutent attentivement dans le soleil les directives de Josée, instructeur en équitation western, niveau 2. Elle met l'accent sur les soins à donner au cheval, sur la façon de le brider facilement, de lui nettoyer l'intérieur des sabots, de poser la selle sur son dos, de dépister une infection... Elle ouvre la gueule du cheval, installe le mors entre les mâchoires, lui soulève une patte, gratte la terre accumulée sous le sabot, dit qu'il pèse environ 1000 livres, parle de prudence, de délicatesse, de savoir-faire. Elle connaît ce dont elle parle et souhaite qu'il n'arrive aucun accident aux élèves, mais que l'excursion d'aujourd'hui soit agréable et stimulante.

Mon fils écoute, subjugué. Ses jambes frétilent, ses yeux brillent, il a hâte de monter en selle.

Ils sont partis dans les vallons de L'Avenir, le vent et le soleil d'automne les entourant, heureux cavaliers se suivant à la queue-leu-leu, amis de fin de semaine passionnés du galop fou. Le temps a passé vite, ils sont revenus manger, puis sont retournés en compagnie de Josée, habile cavalière-instructeur veillant sur chacun. Pendant ce temps, d'autres pensionnaires de Carrefour s'initiaient au plaisir de la mycologie ou à la technique du shiatsu (massage).

Champignons et Shiatsu

Martial Martineau du Club «Les mycologues de l'Estrie» m' spécia-

liste en mycologie ne fait pas que lire sur les champignons; il passe son temps à découvrir, au fil des années, de nouveaux champignons, de nouvelles régions où se trouvera, niché au pied d'un arbre ou dans un champ, ou l'Entolome Abortivus, ou l'Hygrophore Coccineus (enduit, dirait-on de cire), ou le Cortinaire Aboviolaceus ou le Coprin Atramentarius de couleur noire et qui a la propriété de se liquéfier en mourant... Il sait aussi, bien sûr, mettre le doigt sur le dangereux champignon vénéneux et mortel — «Certains peuvent rendre malade, dit-il, tandis que d'autres sont tout simplement mortels» —, l'Amanite Virosa, par exemple!

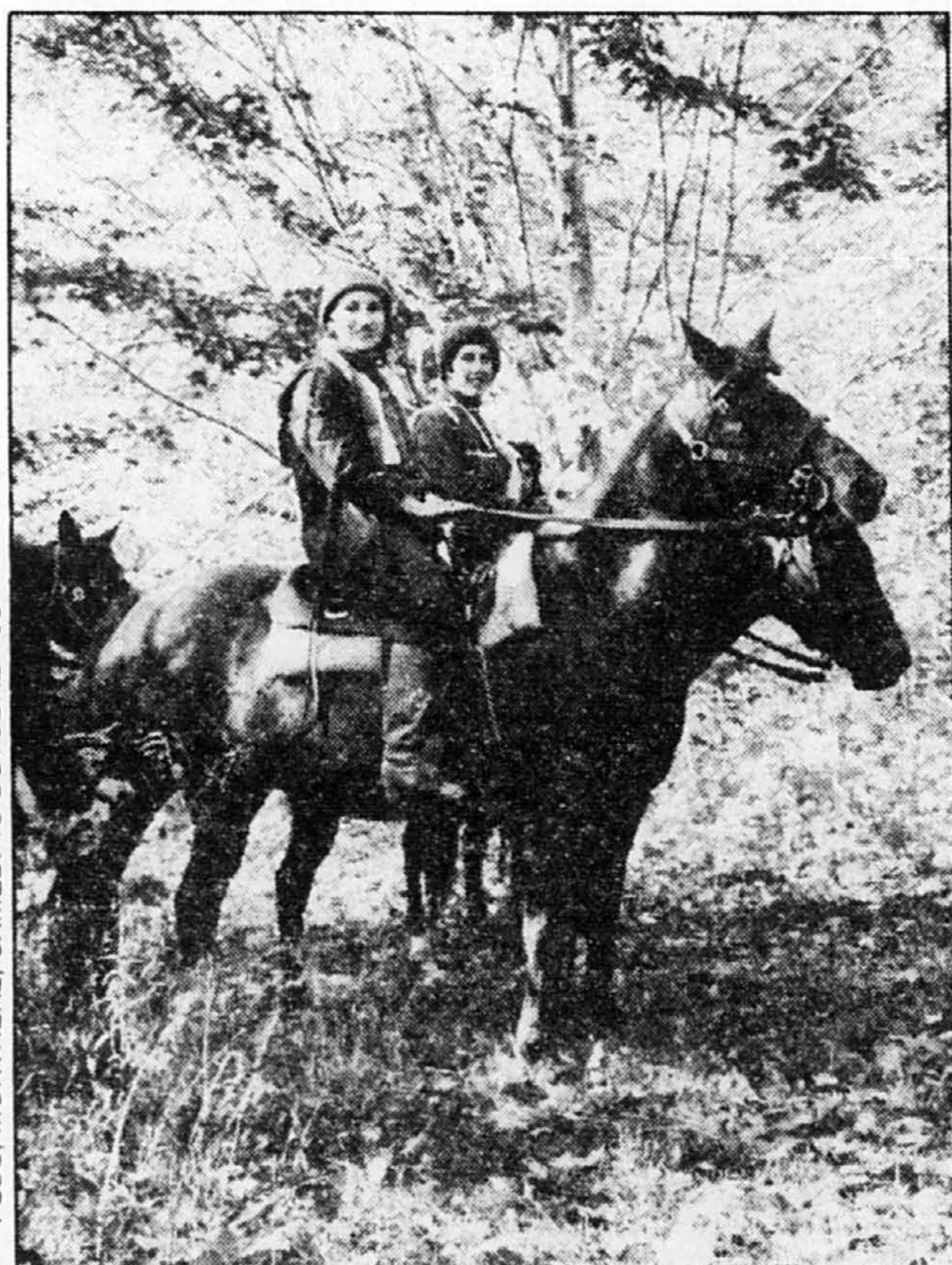
Sept personnes portant panier au bras ont suivi ce mycologue écologiste, alerte, très alerte pour sa cinquantaine avancée, à travers champs et érablières entourant Carrefour. Et elles cueillaient les délicieux champignons à petites têtes ambre, rouges ou blanches, elles notaient ou feuilletaient leur manuel du parfait mycologue, posaient mille et une questions à Martial Martineau qui avait toujours une réponse très élaborée à donner, réponse précise aussi, souvent agrémentée d'anecdotes savoureuses.

Et moi j'écoutais aussi, me penchant sur ces champignons qui m'avaient toujours fait peur auparavant, découvrant dans le ravissement toutes ces bonnes choses à manger! Mais Martineau ne parlait pas que de champignons: il disait la beauté des petits matins

brumeux d'automne alors que, vers sept heures, les odeurs du bois mouillé chatouillent délicatement votre odorat et que les chants d'oiseaux semblent plus cristallins que jamais, il disait la paix que dégage la nature où il vit depuis toujours, une nature non polluée. Il disait aussi que jamais il ne prend de médicaments puisque la nature les remplace admirablement. Il parlait aussi de l'extrême importance des plantes et des... champignons: «Sans les champignons, disait-il, la terre ne serait plus viable. Les champignons sont indispensables à la vie de la planète, à son harmonie écologique. On trouve des champignons partout.»

Du shiatsu, maintenant que le corps a bien travaillé? Un peu de détente? Face aux immenses fenêtres du pavillon où Lise Côté, spécialiste en shiatsu, nous enseigne les rudiments de cet art qui fait des merveilles, nous sommes allongés ou agenouillés, apprenant un petit peu de cette technique de massage millénaire par laquelle receveurs et donneurs deviennent des canaux d'énergie. Shiatsu des épaules, de la tête ou du dos, des bras ou des jambes, pression des pouces, effleurement, glissement des mains sur la peau du receveur, grattement, étirement des muscles. Et Lise Côté parle doucement, tandis qu'une musique relaxante accompagne la leçon...

CARREFOUR c'est ça, et c'est beaucoup plus encore. Il faut y aller pour le savoir vraiment. Pour votre information: (819) 394-2688.



...ou en charrette.

Vivre sur le dos des autres...

PHOTOGRAPHER

Antoine Desilets



Tout le monde a horreur des parasites, sauf quand, comme les artistes ou mon arbre d'aujourd'hui, ils savent s'y prendre avec une certaine élégance! On arrive parfois même à tellement les apprécier que certaines sociétés, comme la nôtre, finissent pas s'arranger pour que la plus grande partie possible de ses membres ait un jour ou l'autre l'opportunité d'en goûter les pures joies, sous prétexte de crise économique ou par tout autre moyen susceptible de produire un trop-plein de main-d'oeuvre auquel, par de savants mécanismes que je ne comprends pas mais qui doivent être là pareil, on ne laisse d'autre choix que de se faire vivre par ceux qu'on n'a pas encore réussi à mettre en disponibilité, en faillite ou carrément à la porte de la «shop»... C'est pour analyser tout ça que, vous l'avez sans doute remarqué, le magazine **plus**, comme le journal *Le Monde*, met plus d'emphasis sur ses textes, ses reportages et ses entrevues que sur ses photos, qui sont davantage illustration des écrits qu'éléments d'information indépendants. Si je vous dis ça, mine de rien, c'est pour vous emmener tout doucement vers mon propos qui est de vous faire réaliser à quel point vous êtes chanceux de pouvoir VOIR comme ça chaque semaine une photo pleine page.

Si le **plus**, dont je suis un fervent lecteur moi-même, sait vous cultiver l'intellect et la conscience de votre société, il est aussi capable, quand vous avez le cerveau un peu bardassé par tout ça, de vous réveiller la sensibilité visuelle en vous assénant cette grande image qui vous change le caractère de l'allocution, n'est-ce pas! Et moi, dans ma petite tête, je me dis tout bas devant ça: le lecteur, qu'est-ce qu'il regarde en premier? Le gros titre ou la photo? Sûrement pas le texte, qui ne dit rien de sérieux et n'a aucune intention de le faire... Alors? Une photo, c'est comme une fenêtre qui s'ouvre dans votre journal et qui, par lui, vous transporte dans un ailleurs à la vitesse de la lumière qui vous touche et réveille votre intelligence ou vos émotions si l'image est un tant soit peu « parlante » ou « évocatrice ». Ces images que je fais pour **plus**, dans MA page ou dans celles des autres, je les veux comme des « prétextes », en ce sens que leur rôle soit de vous sensibiliser au contenu d'un texte avant que vous en ayez entrepris la lecture. Tant mieux après ça si le texte est bon: votre fin de semaine est faite! Mais de grâce, lâchez pas les autres pages de **plus** parce que vous voyez pas de belles grandes photos à chaque paragraphe! C'est pas parce qu'on vous montre pas tout qu'on a rien à vous dire! Au contraire. Moi, je n'en finis plus de me cultiver depuis la venue de ce



petit **plus** qui, fallait y penser, vous en donne justement PLUS pour votre argent! En passant, le bras et les grands doigts que vous

voyez sur l'image sont en fait un arbre, un merisier pour être précis, qui réside derrière mon chalet du lac Labelle. Et qui grandit ainsi,

accroché à la souche-mère (ou «père»?) depuis un bon dix ans! Pour faire cette image, j'ai étrenné mon bel Hasselblad et le cliché

d'où je l'ai tirée était une superbe diapositive en couleurs d'automne sur film Ektachrome EPD 200 ASA exposé 1/250 de sec. à f/5.6. □



À L'OMHM

S.V.P., un peu de transparence...

L'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) fait l'objet de nombreuses plaintes.

Un avertissement: ne pas confondre l'OMHM avec la Société d'habitation de Montréal. Le premier organisme construit des logements subventionnés par l'État et dont les loyers sont réduits, compte tenu du revenu du locataire. Pour l'instant, c'est de l'Office dont je parle parce qu'on lui adresse de multiples blâmes.

Les reproches portent surtout sur des espoirs déçus et, parfois, souvent même, sur de longues années d'attente. On met tout aussi souvent en cause le choix des locataires. On soupçonne, lorsqu'on n'accuse pas ouvertement, l'Office de se livrer au favoritisme, au patronage. Si tel est le cas, je ne doute pas que ce soit «du bon» patronage! En plus, on se plaint, assez souvent, de l'arrogance des réponses que l'on reçoit des fonctionnaires de l'Office quand on appelle pour se renseigner sur son cas. Enfin, à la lumière des propos que je lis, on peut dire que c'est toute la procédure même de l'Office quant à l'allocation des logements qui souffre d'un manque de «transparence».

5400 personnes âgées déçues chaque année

Le directeur général de l'Office, M. Normand Daoust, explique ainsi ces déceptions: «Il se libère 600 logements chaque année, et nous en construisons 600 autres. La moitié de ces habitations vont aux personnes âgées.» Le calcul est facile. Mais la question essentielle est celle-ci: les logements sont-ils attribués vraiment à ceux qui sont en droit d'en obtenir? Les cède-t-on aux plus démunis? Voilà. On revient à la procédure de l'Office.

«D'abord, m'a dit M. Daoust, au cours d'une longue conversation téléphonique, quand nous avons trouvé un terrain (ce qui n'est pas toujours facile en certains quartiers et même impossible dans d'autres) nous faisons de la publicité «à large» dans les journaux locaux et nous invitons les gens d'un large secteur à s'inscrire.» Les demandes reçues sont examinées et certaines sont immédiatement rejetées parce que ne répondant pas de toute évidence à l'un ou l'autre des critères déterminés. Comme avoir 65 ans, par exemple.

Mais si la demande, à première vue, semble valable, l'Office adresse une lettre où l'on dit à la personne qui s'est inscrite que sa demande est «recevable sous ré-

serve de...» Sous réserve d'une enquête qui sera menée quant aux divers critères, comme le revenu, entre autres.

Déjà, précise M. Daoust, nous avons en main des noms restés en plan, lors de la dernière inscription. Si les demandes sont trop nombreuses, on réduit les limites du secteur.

«On», ce sont les députés des quartiers et autres élus du peuple. Ils sont censés bien connaître leurs gens. Le croyez-vous vraiment, amis-lecteurs? Que viennent faire les députés dans cette galère... sinon de la politique?

Ainsi donc, deux éléments de déception se dessinent: 1) on croit habiter le secteur désigné et plus tard, plusieurs mois plus tard, on apprend le contraire; 2) et cela, parce que les limites se sont rétrécies comme une peau de chagrin.

On peut penser aussi que les personnes âgées ne portent peut-être pas assez d'attention à la phrase qui dit: «... sous réserve de...»

Le Comité de sélection

Le projet prend corps; il s'agit de choisir les futurs locataires, les «chanceux» comme disent ceux qui rêvent d'un HLM. Le Comité de sélection est composé de cinq personnes: trois fonctionnaires de la ville ou de l'Office, nommés par le Comité exécutif de la Ville de Montréal; un représentant des groupes socio-économiques, nommé aussi par le même Comité exécutif, d'après une liste fournie par le CSS-MM (Centre de services sociaux du Montréal métropolitain).

Sur ce point, qu'on me permette une parenthèse. À la fin de juin 1984, j'avais communiqué avec l'Office pour répondre à un correspondant. Un malentendu s'est glissé entre la représentante de l'Office à qui j'ai parlé et moi-même. J'ai cru qu'il s'agissait d'une liste de futurs locataires. C'est une erreur dont je vous demande de m'excuser si l'ambiguïté était de moi.

Il reste que depuis deux ans, le CSS ne fournissait pas de liste. C'est ce que m'a appris le CSS qui m'avoue aussi que, cette année, la situation est confuse car une ambiguïté (encore une, oui!) existe.

Le cinquième membre du Comité de sélection est un représentant des associations de locataires élu par ces dernières. J'imagine que ce représentant ne peut ramer à contre-courant... ou si oui, bien en vain.

Le huis-clos qui entoure l'allocation

des logements reflète fidèlement le style d'administration de la Ville de Montréal. Je vois mal les trois fonctionnaires du Comité aller à l'encontre d'un ordre que pourraient donner les édiles municipaux de favoriser telle ou telle personne.

Une ironie déplacée

Une dame de 75 ans demande, sans succès, depuis neuf ans, un logement. Elle habite un deuxième étage. Le médecin lui interdit de monter et descendre les escaliers. Elle ne peut plus voyager par les transports en commun. Pour vivre, elle n'a que sa pension de vieillesse.

On lui refuse un HLM, alléguant que son loyer est trop bas. On ne semble pas calculer les frais concomitants.

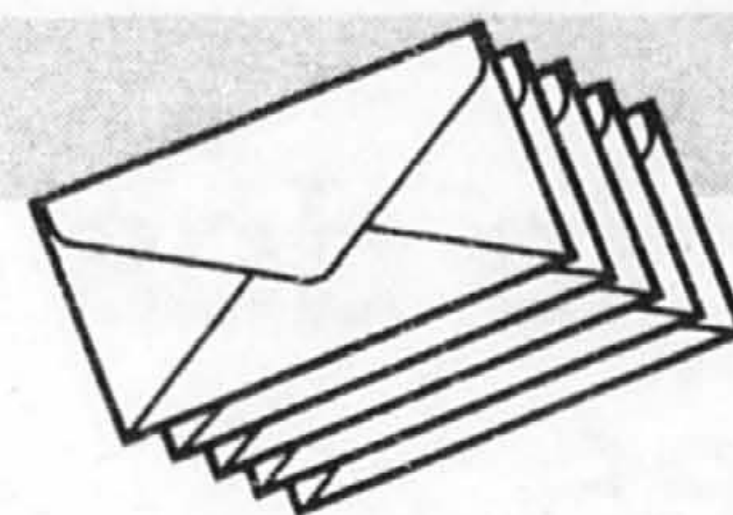
Et puisqu'on parle de politesse, de respect, notons l'ironie pour ne pas dire l'effronterie avec laquelle on lui a répondu qu'elle en aurait un dans dix ans! On lui a offert un «studio» (l'Office se donne bonne conscience...) mais à cause de son lit orthopédique, elle a besoin de deux pièces et demie. On ne trouve rien pour elle. On cherche depuis neuf ans...

Le pire, c'est que M. Daoust m'affirme qu'«on ne tient pas compte du facteur «santé», trop difficile à mesurer!» M. Daoust m'a invitée à aller à son bureau, examiner les formules et l'espèce de comptabilité de points que l'on accorde à chaque critère de l'Office. Je compte y aller.

Mais déjà, la formation et le mode de nomination du Comité de sélection me fait tiquer... et fort! Si fort que j'en grimace! M. Daoust soutient qu'il ne fait qu'appliquer les lois de son mieux. Si les lois sont mal faites, il faut les refaire. Le Parlement existe pour ça. Là, vraiment, les députés ont un rôle à jouer: le leur.

Il apparaîtrait plus logique que les besoins soient déterminés avant de délimiter un secteur au moment même où l'on annonce un projet. Il appert que l'on répond parfois à un individu qu'il est en tête de liste... Il apprend ensuite qu'il est refusé. M. Daoust nie que l'on réponde ainsi.

Ce type d'habitation fait partie des mesures sociales d'une société. Les ministres Guy Tardif et Camille Laurin pourraient faire le joint entre le maintien à domicile et les HLM. Entre les deux ministres, il faudrait un trait, non de séparation mais d'union... □



On adresse le courrier à
Claire Dutrisac
La Presse — PLUS
44 ouest, rue Sainte-Antoine
Montréal, Qué. H2Y 1A2

Une correspondante qui travaille dans un centre d'accueil me décrit l'atmosphère qui règne dans cet établissement et la situation des bénéficiaires.

Au milieu de l'après-midi, «toutes les personnes âgées, confuses et incontinentes, sont réunies au salon... l'odeur est nauséabonde, leur tenue est plus que négligée, l'atmosphère tient du macabre.

«Sans aucune initiation à cet endroit, au début de mon emploi, on me remet une liste de patients dont je dois m'occuper. On les conduit à la salle à manger pour souper vers quatre heures. Le spectacle est désolant... On tire jusqu'à deux chaises rouillantes à la fois sans aucune précaution pour la personne assise, puis on gave ceux et celles qui ne peuvent manger tout seul. On ne conduit personne aux toilettes; on ne lave pas les mains ni avant, ni après les repas. De la même façon, on ramène tout le monde au salon, où le volume élevé de la télévision a surtout l'air de servir à étouffer les plaintes, puisque aucun patient n'y prête attention.

«Vers sept heures, la distribution des médicaments (sic) puis on peut commencer à mettre au lit chaque personne, sans lui demander son avis... La première patiente que je m'apprête à coucher a une couche pesante d'urine qu'une infirmière me fait signe de retirer; elle m'aide ensuite à lui enfiler une jaquette qui a l'air d'une vraie guénille tant elle est usée, puis on couche la patiente sans même la laver... sans rien laver. Infirmière... ma chère! Et voilà. C'est pareil pour les autres. L'infirmière responsable de la section a l'air d'une autruche...

«Deux patientes m'ont adressé la parole distinctement. Une pour me dire: «I need you badly.» Une autre: «Are you mad at me? I'm afraid of them. Help me.» Confuse ou pas?»

— Une employée

R.— À lire votre lettre, le cœur me fait mal. Car c'est peut-être notre sort futur, à moi, à vous? Celui de ces malheureux moins bien traités que des bêtes que l'on lave, peigne avec soin, auxquelles on fait faire leur marche quotidienne, qui vont et viennent, libres dans la maison qui les accueille me navre. Mais dans quelle société vivons-nous?

Ce n'est pas la première fois que je publie des lettres semblables. Mes nombreux correspondants n'ont pas confiance dans la discrétion des autorités qui pourraient intervenir. Ils craignent, soit pour leur emploi, soit pour des êtres aimés qui sont dans ces lieux et sur lesquels pourraient rejallir des représailles.

Je suggère souvent à mes correspondants de s'adresser au Conseil régional (CRSSS) dont relève l'institution en cause. On m'affirme que la confidentialité est garantie. J'aimerais savoir si l'une ou l'autre des personnes qui m'ont

désigné de tels bouges ont suivi mon conseil... et s'en sont repenties. Ou bien si elles ont été satisfaites.

Ce que je trouve curieux, c'est que jamais le MAS (ministère des Affaires sociales) ou l'un ou l'autre des CRSSS qui pourraient être en cause ne se sont donnés la peine de m'appeler pour me demander le nom de l'établissement dénoncé. Je le leur fournirais volontiers. Rien. C'est le silence.

Quand il s'agit d'une plainte adressée directement au directeur d'un hôpital, il ne faut pas s'attendre à ce qu'il la communique à qui de droit... Les hôpitaux, encore moins les centres d'accueil, n'ont pas tous un ombudsman (ou ombudswoman) comme il en existe dans quelques centres hospitaliers. Et du travail bien exécuté, comme l'a prouvé l'exemple, récemment cité dans cette chronique, de l'hôpital du Sacré-Cœur de Montréal; ça ne court pas les rues.

On s'attend à ce que je me livre à des enquêtes sur les cas qui me sont soumis. Mais une enquête requiert beaucoup de temps. Je ne peux à la fois fournir cette page hebdomadaire et me livrer à cette occupation qui exige des semaines de travail.

J'ajoute qu'il est inconcevable qu'avec tous les fonctionnaires dont nous disposons dans le réseau des Affaires sociales, nous n'ayons pas un bureau de plaintes bien articulé, et qui ait gagné la confiance du public. J'ai l'impression pénible que le bureau de plaintes du Conseil régional de la santé et des services sociaux de Montréal métropolitain (CSSSR-MM) sert plutôt de manteau de Noël... Quant aux autres CRSSS, j'ignore ce qu'ils font. Le CSSSR-MM aurait pu, me semble-t-il, se bâtir une réputation de crédibilité. Il n'a peut-être pas tous les outils voulus, mais il en a certainement plus que moi.

Dans sa campagne pré-électorale, M. Lazure, alors ministre des Affaires sociales, avait entrepris une tournée de «rencontres» avec les gens du 3^e âge. On lui avait réclamé un Comité de protection de la personne âgée. Il a bien parlé sur ce sujet... mais n'a rien fait. Quant à son successeur, M. Pierre-Marc Johnson, il était opposé à une telle initiative. Comment réagirait M. Camille Laurin si une demande formelle présentée par des organismes regroupant nos aînés lui était adressée?

La situation décrite dans la lettre de ma correspondante existe à plusieurs exemplaires. On m'a répondu, lors d'une journée d'étude des travailleurs sociaux, que «ça ne représentait qu'une infime fraction des personnes âgées». Révoltée, j'ai demandé: «Mais en chiffres absolus, c'est combien d'individus? Et combien leur en faut-il pour bouger?»

Et si c'était leur père ou leur mère, si c'était eux... Pour ces malheureux, les années, les mois, les jours sont comptés... □

La ville de Worcester en Angleterre produit la fameuse sauce Worcestershire. Après plusieurs années d'utilisation, je n'ai pas encore réussi à prononcer ce mot s'en m'enfourcher. Quel embarras! surtout lorsque je parle en public. WORCESTTT...

CUISINER



Pol Martin

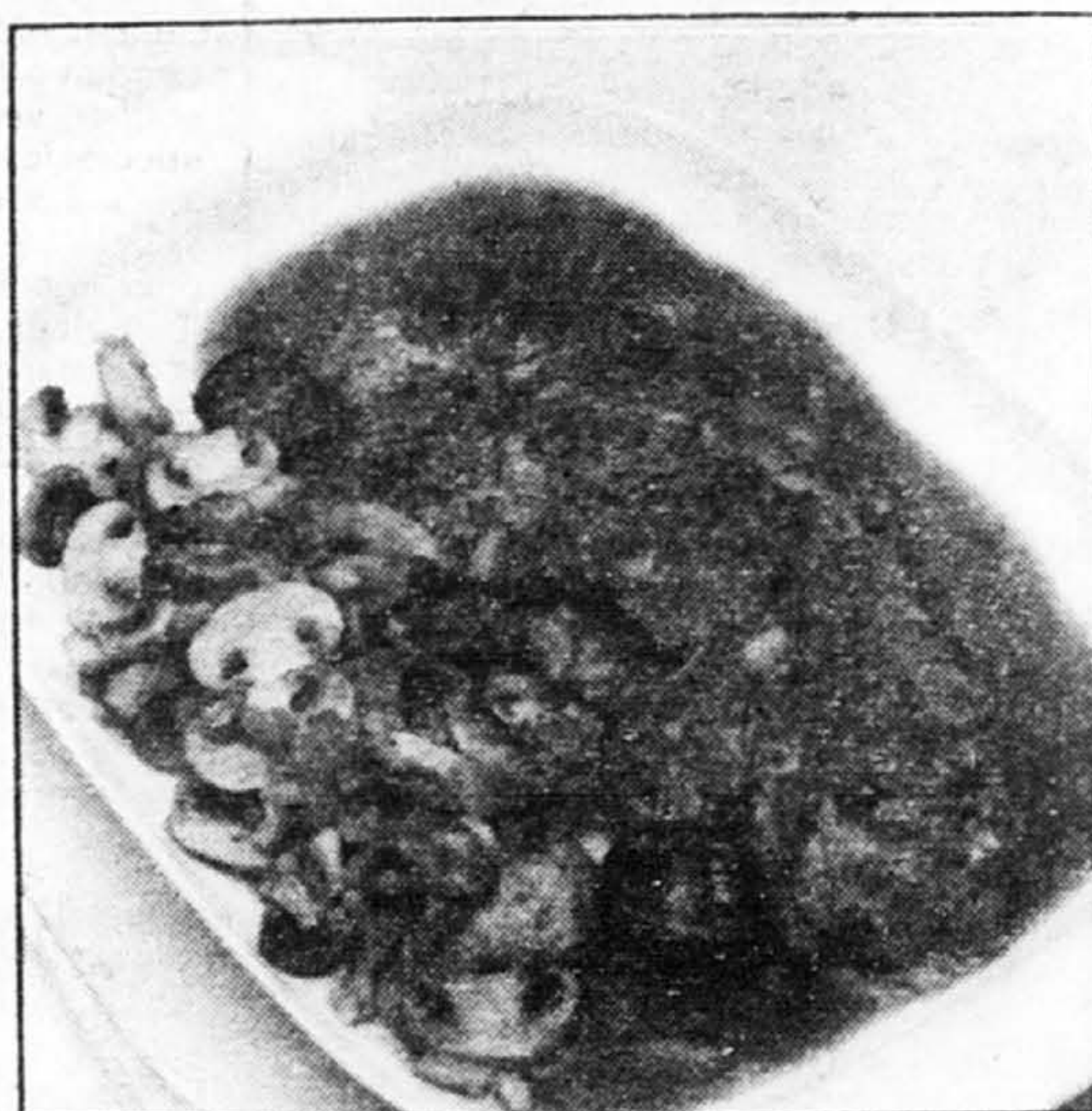
Tomates richard, steak aux oignons et pêches au brandy

1. Tomates richard

(pour 4 personnes)

4	tomates, lavées et coupées en rondelles de 0,65cm (¼ po) d'épaisseur
15 mL	(1 c. à soupe) d'huile d'olive
15 mL	(1 c. à soupe) de beurre
1	oignon finement haché
15 mL	(1 c. à soupe) de persil haché
125 mL	(½ tasse) de crème sure
	jus de citron
	sel et poivre

- 1) Faire chauffer l'huile et le beurre dans une grande poêle à frire à feu moyen. Ajouter la moitié des tomates; faire cuire 2 à 3 minutes de chaque côté.
- 2) Placer les tomates dans un plat de service. Tenir au chaud.
- 3) Faire cuire le reste des tomates en suivant la même opération. Tenir au chaud.
- 4) Mettre les oignons dans la poêle; faire cuire 3 à 4 minutes à feu doux.
- 5) Dès que les oignons sont cuits, retirer la poêle du feu et y ajouter le persil et la crème sure. Poivrer et arroser le tout de jus de citron. Bien mélanger le tout pour réchauffer la crème sure.
- 6) Verser le mélange d'oignons sur les tomates. Servir.



2. Steak aux oignons

(pour 4 personnes)

3	entrecôtes émincées (retirer le gras)
30 mL	(2 c. à soupe) d'huile végétale
45 mL	(3 c. à soupe) de brandy
30 mL	(2 c. à soupe) de beurre
1	oignon émincé
125 g	(¼ livre) de champignons frais, lavés et émincés
15 mL	(1 c. à soupe) d'échalote hachée
15 mL	(1 c. à soupe) de persil haché
500 mL	(2 tasses) de sauce brune chaude
	quelques gouttes de sauce Worcestershire
	quelques gouttes de jus de citron
	sel et poivre

- 1) Faire chauffer 15 mL (1c. à soupe) d'huile dans une sauteuse à feu moyen. Ajouter la moitié de la viande; faire cuire 1 minute de chaque côté.
- 2) Retirer la viande de la sauteuse et la mettre dans un plat de service. Mettre de côté.
- 3) Faire cuire le reste de la viande en suivant la même opération. Mettre de côté.
- 4) Faire chauffer le beurre dans la sauteuse. Ajouter les oignons; faire cuire 4 à 5 minutes à feu doux.
- 5) Ajouter les champignons et les échalotes. Saler, poivrer; faire cuire 4 à 5 minutes.
- 6) Ajouter le brandy; flamber le tout.
- 7) Ajouter la sauce brune, le persil, la sauce Worcestershire et le jus de citron; mélanger et faire mijoter à feu doux 3 à 4 minutes.
- 8) Remettre la viande dans la sauce; mélanger et faire mijoter de nouveau 2 à 3 minutes. Servir.

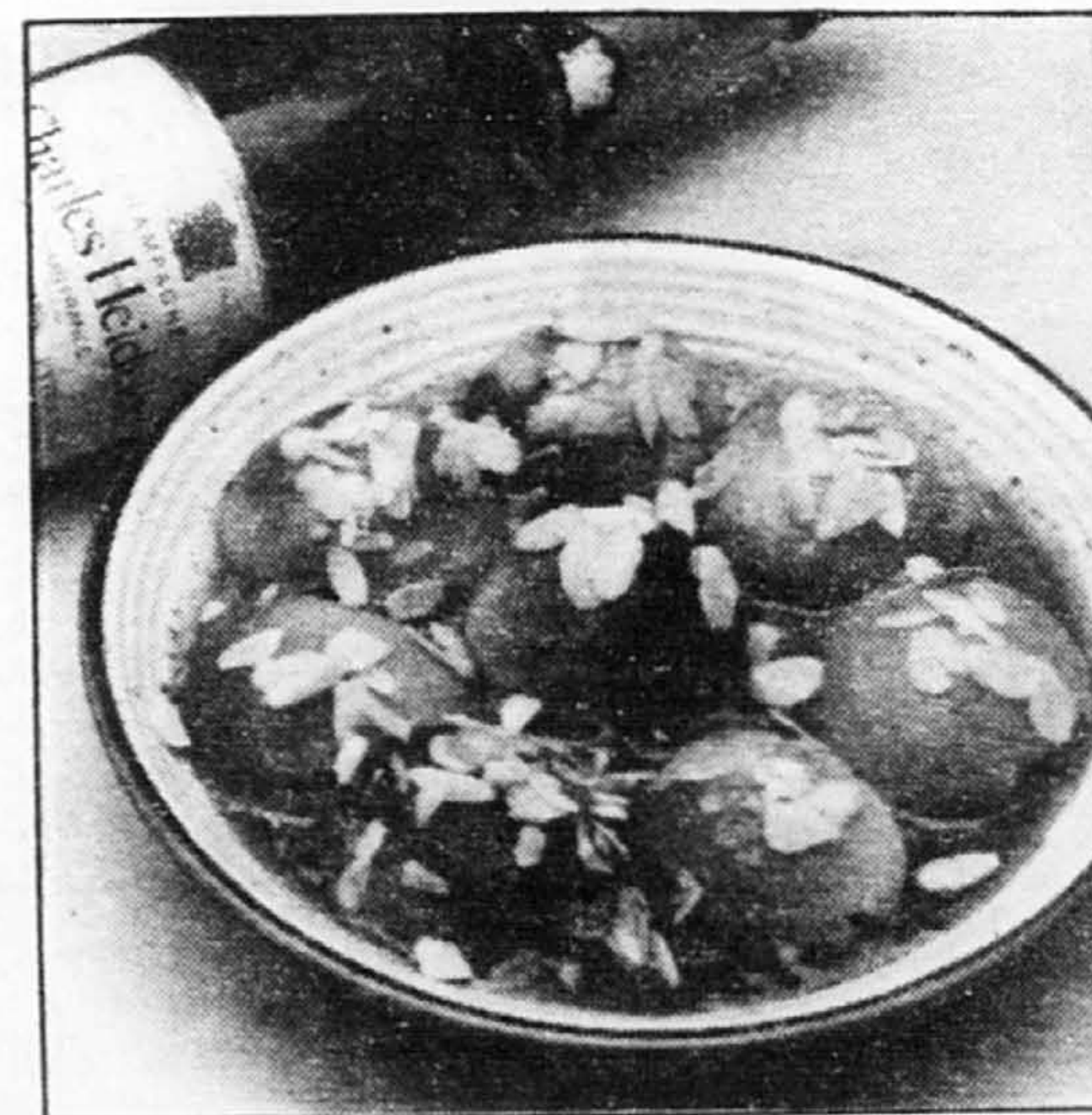
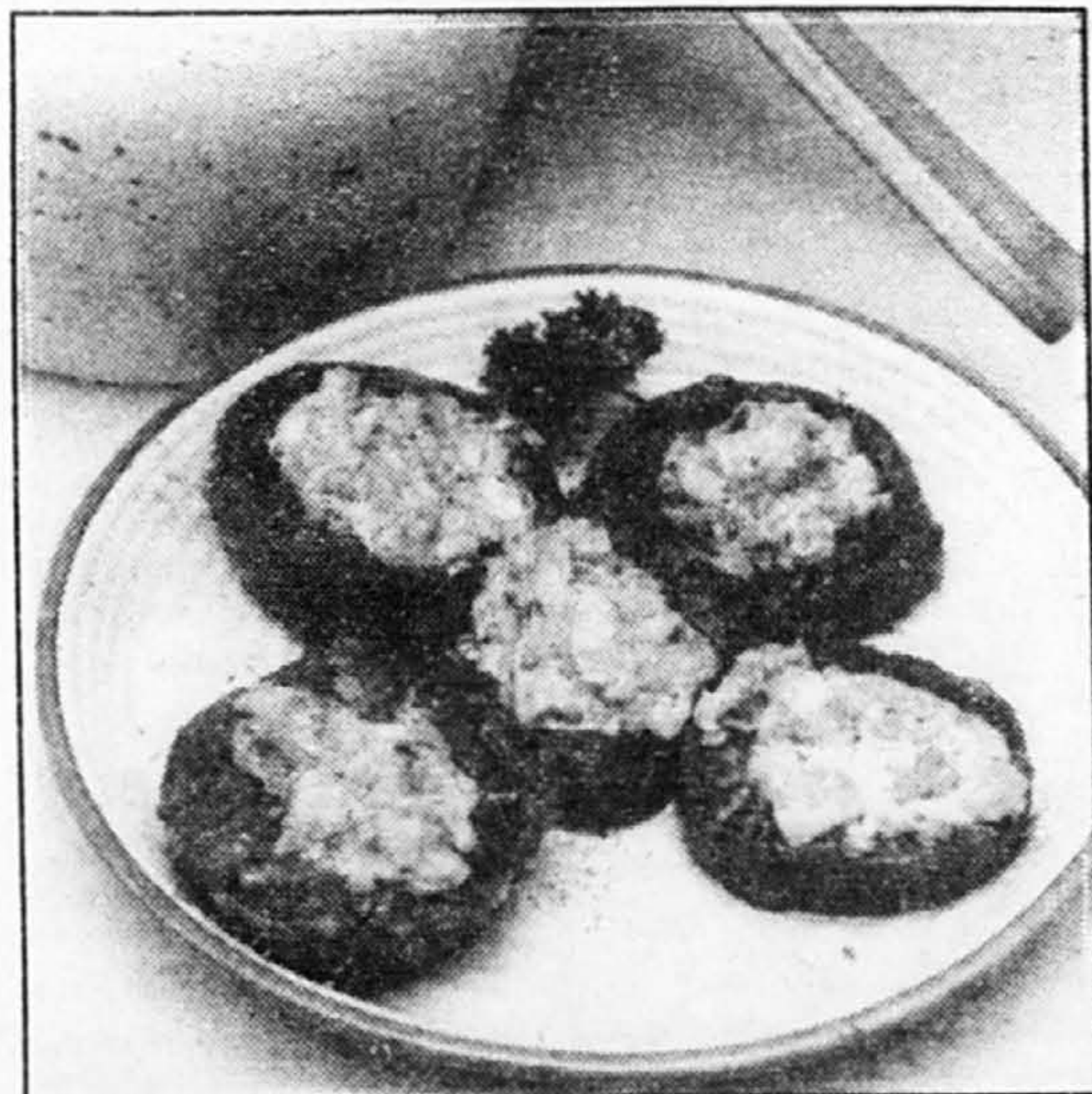
3. Pêches au brandy

(pour 4 personnes)

8	pêches mûres
90 mL	(6 c. à soupe) de cassonade
1,5 L	(6 tasses) d'eau froide
30 mL	(2 c. à soupe) de beurre non salé
30 mL	(2 c. à soupe) d'amandes effilées
45 mL	(3 c. à soupe) de brandy

Préchauffer le four à 200°C (400°F)

- 1) Beurrer un plat allant au four. Mettre de côté.
- 2) Verser l'eau froide dans une casserole et l'amener à ébullition. Plonger les pêches dans l'eau bouillante pendant 1 minute.
- 3) Retirer les pêches de l'eau. À l'aide d'un petit couteau d'office, peler les pêches, les couper en deux et retirer le noyau.
- 4) Placer les pêches dans le plat beurré, la cavité des pêches faisant face au fond du plat.
- 5) Parsemer le tout de cassonade et de beurre. Arroser les pêches de brandy.
- 6) Faire cuire le tout au four pendant 8 minutes.
- 7) Retirer du four. Parsemer les pêches d'amandes effilées. Servir.





Ce que toute femme doit savoir sur les hommes

Joyce Brothers
Psychologue réputée, l'auteur fait le point des nouvelles relations qui, influencées par l'évolution des comportements sociaux, existent entre les hommes et les femmes.
272 pages



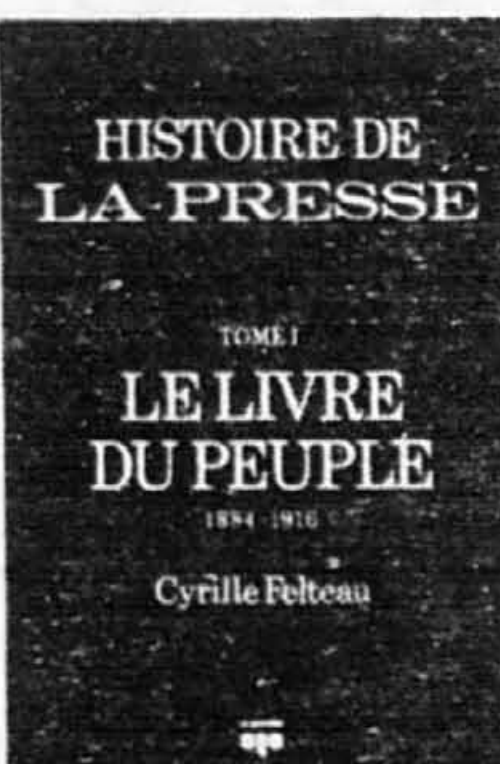
L'enfirouapé

Yves Beauchemin
L'histoire d'un gars qui, devenu révolutionnaire malgré lui, se venge de la société en enlevant un député. C'est la crise d'octobre...
260 pages

Des livres pour tous les goûts et tous les budgets aux Éditions La Presse



Les superstars des affaires
La recette américaine du succès
Glenn Kaplan
Un document de première valeur pour qui désire comprendre ce que veulent dire les mots TRAVAIL — AMBI-
TION — SUCCÈS.
424 pages



HISTOIRE DE LA PRESSE
TOME I
LE LIVRE DU PEUPLE
Cyrille Felteau
De la naissance de LA PRESSE à la mort de celui qui en fit « le plus grand quotidien français d'Amérique ».
Nombreuses illustrations, 406 pages



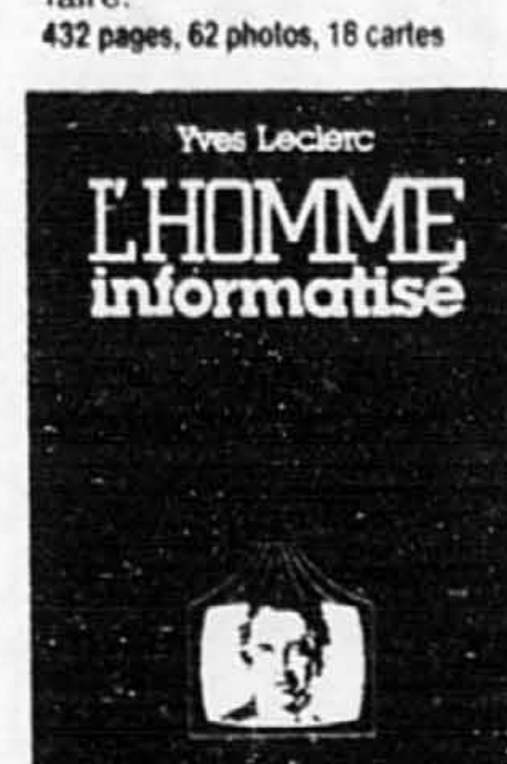
Souvenances Tome I
Georges-Henri Lévesque, o.p.
En entretiens avec le père Simon Jutras, o.p., le fondateur de la faculté des Sciences sociales de l'Université Laval raconte sa vie d'« homme d'action lucide ».
376 pages



Scandale à Hollywood
David McClintock
L'histoire du plus grand scandale et de la lutte pour le pouvoir la plus amère de l'histoire de Hollywood.
512 pages



Vivre mieux et plus longtemps
Durk Pearson et Sandy Shaw
Une méthode scientifique et pratique pour prolonger sa vie.
684 pages



L'homme informatisé
Yves Leclerc
Écrit dans un langage simple et compréhensible par un spécialiste de la question.
Nombreuses photos, 208 pages



Le paradis retrouvé
ANTICOSTI
Donald Mackay
L'histoire de l'île la plus étrange du monde... Nombreuses illustrations dont 16 pages-couleurs inédites.
192 pages



À la table de Serge Bruyère
Un atout formidable et un enseignement précieux pour toute personne qui s'intéresse à la bonne cuisine.
176 pages



La fine cuisine italienne
Pasquale Carpino et Judith Drynan
Plus de 300 recettes clairement expliquées et faciles à réussir.
240 pages, couverture souple.



La cuisine facile
Pol Martin
En quinze chapitres, il expose ses secrets de la préparation et les méthodes les plus faciles pour réaliser les plats les plus divers.
160 pages en couleurs
Couverture souple



Micro Ondes
Pol Martin
En plus d'expliquer ce qu'est le four micro-ondes, Pol Martin détaille dans ce nouvel ouvrage la préparation de 120 recettes qu'il a toutes éprouvées lui-même.
156 pages
Livre cartonné de luxe



Cuisson Micro-ondes
Cuisine Internationale
Ce très beau livre, abondamment illustré de planches couleurs et de dessins, comprend des menus pour toutes occasions exécutés en un temps record.
192 pages couverture cartonnée-spirale



Les Plouffe
Roger Lemelin
Ce roman, qui a fait l'objet d'une série télévisée et d'un film grandiose, évoque chez nous des résonances toutes particulières.
295 pages



France
Un tour de France canadien
Un répertoire descriptif des lieux d'où sont partis les ancêtres français pour venir faire souche au Canada. Indispensable à tous ceux et celles qui projettent un voyage en France.
400 pages/nombreuses photos en couleurs et cartes géographiques



«Le guide Jean Pagé de la chasse au Québec»
Conçu par l'un des plus grands experts au Québec, ce guide est un ouvrage de référence indispensable à tout chasseur québécois.
384 pages illustrées

OFFRE SPÉCIALE AUX ABONNÉS DE LA PRESSE 20% DE RÉDUCTION

BON DE COMMANDE

Veuillez me faire parvenir le(s) livre(s) indiqué(s) par un crochet:

	Prix régulier	Prix abonnés de LA PRESSE
() Ce que toute femme doit savoir (689)	17,95\$	14,35\$
() L'enfirouapé (857)	10,95\$	8,80\$
() Le guide du Québec (693)	9,95\$	7,95\$
() Le guide de l'Ontario (506)	9,95\$	7,95\$
() Les superstars des affaires (737)	24,95\$	19,95\$
() Histoire de LA PRESSE Tome 1 (730)	14,95\$	11,95\$
() Souvenances Tome 1 (732)	14,95\$	11,95\$
() Scandale à Hollywood (712)	17,95\$	14,35\$
() Vivre mieux et plus longtemps (707)	19,95\$	15,95\$
() L'homme informatisé (639)	9,95\$	7,95\$
() Anticosti (622)	14,95\$	11,95\$
() À la table de Serge Bruyère (757)	12,95\$	10,35\$
() La fine cuisine italienne (574)	14,95\$	11,95\$
() La cuisine facile (592)	14,95\$	11,95\$
() Micro-ondes de Pol Martin (735)	19,95\$	15,95\$
() Cuisson micro-ondes Internationale (983)	19,95\$	15,95\$
() Les Plouffe (718)	9,95\$	7,95\$
() Un tour de France canadien (643)	9,95\$	7,95\$
() Le guide Jean Pagé de la chasse (683)	14,95\$	11,95\$
() Les meilleures recettes du Québec (982)	8,95\$	7,15\$

IMPORTANT: Joignez à cette commande un chèque ou mandat payable aux Éditions La Presse. Vous pouvez également utiliser votre carte de crédit comme mode de paiement.

M/ Card ☐
VISA ☐ No. ☐
No d'abonné(e) de LA PRESSE

À retourner aux:
Éditions La Presse, Ltée
7, rue St-Jacques, Montréal, Québec
H2Y 1K9

NOM.....

ADRESSE.....

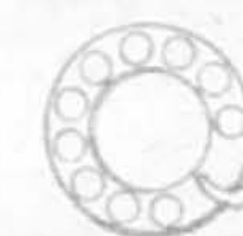
VILLE.....

PROVINCE.....

CODE POSTAL.....

TÉL.....

TOTAL ci-joint.....
(plus 1\$ pour frais de poste et manutention)



COMMANDEZ PAR TÉLÉPHONE
Service rapide et efficace
285-6984

Économisez temps et argent en commandant vos livres des Éditions La Presse par téléphone. Vous n'avez qu'à composer le numéro 285-6984, donner votre numéro de carte VISA ou MASTERCARD et le tour est joué. Ce service vous est offert du lundi au vendredi de 9h à 16h.
Prière de noter que les échanges et les remboursements ne sont pas acceptés.



Les meilleures recettes du Québec
Mireille Beaulieu
Plus qu'un livre de cuisine ordinaire, ce livre constitue un recueil de nos plats traditionnels tels que les cretons, le six-pâtes, la gibelotte, pour n'en nommer que quelques-uns.
143 pages, 16 photos en couleurs

ACC Membre de l'Association des éditeurs canadiens